

سكنا من الامل

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE N° 13092 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine - MARDI 3 MARS 1987

Une relance spectaculaire des négociations Est-Ouest

L'offre soviétique d'accord séparé sur les euromissiles est bien accueillie à Washington et à Bonn

Heure de vérité pour l'Alliance

M. Gorbatchev est décidément plein d'initiative depuis quelques mois. Celle qu'il vient d'annoncer à propos des euromissiles était prévisible, même si tout le monde ne l'attendait pas si tôt.

Rappelons les grands accords « historiques » que les deux super-grands avaient reconnu l'un et l'autre avoir « trébuchés » à Reykjavik : le premier, qui consistait à réduire de 50 % leurs arsenaux stratégiques, n'était pas vraiment nouveau, et il reste encore aujourd'hui subordonné au problème de l'initiative américaine de défense stratégique (IDS). Le deuxième portait sur la liquidation en dix ans de toutes les armes nucléaires à longue portée (version soviétique), des missiles balistiques seulement (version américaine). Les controverses soulevées depuis lors à ce sujet tant aux États-Unis que dans l'alliance atlantique ainsi que dans les difficultés du contrôle rendent cette perspective assez peu réaliste.

Restait le troisième accord, sur les euromissiles, un accord que les deux équipes présentes à Reykjavik avaient négocié à la satisfaction générale. M. Gorbatchev avait successivement accepté de laisser de côté les forces françaises et britanniques (y compris leur modernisation en cours), de réduire radicalement son arsenal de SS-20 en Asie, comme le voulaient les Américains, et même de ne pas trop demander à ses états où les États-Unis aggraveraient les cont-ogives autorisées sur leur sol ; il n'est pas inutile d'ajouter en effet de savoir si ces engins seront basés en Alaska — où ils pourraient atteindre l'URSS — ou ailleurs.

La signature d'un traité sur ces données apparaissait donc comme une possibilité très sérieuse pour 1987. Là-dessus, les polémiques sur le « guerre des étoiles » avaient conduit à une rupture « abrupte » du sommet et à l'expiration, dans les jours qui suivirent, d'une nouvelle position de l'URSS : celle-ci avait fait de substantielles concessions, elle était en droit d'attendre l'équivalent de son partenaire sans une renonciation « de facto » à l'IDS, rien de ce qui avait été négocié à Reykjavik ne serait exécuté.

M. Gorbatchev avait-il dû renoncer, sous la pression de ses collègues de la direction, à des accords prometteurs mais aussi coûteux pour ses militaires ? C'est l'hypothèse la plus probable, d'autant que, dans les mois précédant Reykjavik, le secrétaire général avait déjà tenté de dénouer le « paquet », fût-ce en janvier 1985 par M. Gromyko, entre les trois volets des négociations sur les armements : spatiaux, stratégiques et intermédiaires. Dans tous les cas, ce paquet soudainement réapparu empêchait tout accord. En revenant à sa première position, il lève le dernier obstacle à une véritable négociation.

En proposant aux Américains, samedi 28 février, d'ouvrir une négociation séparée sur les euromissiles qui pourrait aboutir à leur démantèlement complet, en cinq ans (« option zéro »), M. Gorbatchev a spectaculairement relancé les négociations Est-Ouest en matière de désarmement.

Les autorités américaines ont réagi favorablement mais ont insisté sur le fait que la nécessité de mettre au point des procédures de vérification ne laissait pas

présumer une issue rapide. Une rencontre entre M. Shultz et M. Chevardnadze est envisagée, a-t-on annoncé officiellement à Moscou.

Les alliés européens de Washington réagissent dans l'ensemble, de façon positive ; Bonn semblant particulièrement favorable à la proposition soviétique. En revanche, à Londres et plus explicitement encore à Paris, on a accueilli l'« ouverture » de Moscou avec une grande circonspection.

Les embarras de Paris

Les propositions de M. Gorbatchev posent au gouvernement français trois problèmes au moins, dont aucun n'est absolument nouveau, mais qui ne s'étaient pas présentés jusqu'alors avec une telle acuité.

Le premier est d'ordre général : la France est hostile à la dénucléarisation de l'Europe occidentale, dans la mesure où le déséquilibre des forces conventionnelles (et aussi celui des armements chimiques) est très grand entre les pays de l'OTAN et ceux du pacte de Varsovie, au profit de ces derniers, qui peuvent notamment compter sur l'énorme force blindée soviétique. C'est, en gros, le sens du communiqué que le Quai d'Orsay a publié dimanche 1^{er} mars.

Ce texte insiste sur le fait que, le démantèlement des euromissiles de l'une et l'autre alliance implique trois types de nécessités : « Nécessité (...) de certaines conditions, notamment un accord global portant à la fois sur l'Europe et sur l'Asie ; nécessité d'un contrôle pendant et après la mise en œuvre de l'accord ; nécessité d'éliminer le risque de contournement de cet accord, en y incluant des contraintes appropriées sur les missiles à plus courte portée, où la supériorité soviétique est évidente ».

« Le gouvernement français, ajoute le ministère des affaires étrangères considère en effet qu'il ne serait pas satisfaisant de renvoyer l'établissement de telles contraintes à une négociation ultérieure ».

BERNARD BRUGOLEUX
(Lire la suite page 5.)

Les tensions à Jérusalem

Au cours du conseil des ministres, le « dialogue » Shamir-Pérez sur une éventuelle conférence internationale. PAGE 3

Fièvre islamiste en Egypte

Des intégristes ont attaqué des établissements chrétiens. PAGE 3

Etat sanitaire contre le SIDA

Les mesures de protection se multiplient à travers le monde. PAGE 10

Le tunnel sous la Manche

Les Français y croient et la City commence à les suivre... PAGE 36

Le Monde

ÉCONOMIE

■ Un dossier sur les ports français malades des ports étrangers : la concurrence d'Anvers et de Rotterdam.
■ La diminution des impôts et des taxes en France dans la perspective du marché unique européen : une faible marge de manœuvre.
■ La chronique de Paul Fabra.

Pages 31 à 34

Le sommaire complet se trouve page 40

Mort d'une chaîne de télévision, naissance d'une autre

Le pari de la nouvelle 6

Une chaîne de télévision est morte samedi 28 février à minuit. Au cours d'un dernier « Tam Tam », qui rassemblait tous ses animateurs, TV6 s'est fait hier-là : « Une fin digne d'une belle aventure », a commenté son PDG, M. Maurice Lévy. « La plus jeune des télé » avait exactement un an. Au cours de ces douze mois, sans tambour ni trompette mais avec ses clips et ses chansons, elle avait gagné son public : un million et demi de jeunes téléspectateurs passionnés de musique et peu attirés par les autres chaînes.

Tandis que les messages d'amitié s'accumulaient à TV6, cinq mille fans ont crié leur colère en défilant, samedi, au siège de « leur » télé, sur les Champs-Élysées, à la CNCL, puis à Radio-France (où l'on attend la disparition de Radio 7). Les artistes devaient prendre le relais, lundi, pour affirmer la nécessité d'une chaîne musicale.

Une chaîne de télévision est née dimanche matin 1^{er} mars. M6, par la grâce de la Commission nationale de la communication et des libertés, succédait à TV6. « Que la fête commence ! », a lancé M. Jean Druoker, le PDG de Métropole TV. Et pour ne pas rompre avec l'héritage, la fête a commencé avec un concert rock... et de nouveau un concert rock en fin de soirée. Et quoi, en plus ? Des journaux d'informations, deux bulletins d'un quart d'heure, et des séries américaines en attendant des productions françaises. La nouvelle 6 pourra-t-elle conserver le public de l'ancienne 6, en gagnant de nouveaux auditeurs ? C'est son pari risqué.

(Lire nos informations page 13.)

La condamnation de Georges Ibrahim Abdallah

Une décision d'abord judiciaire

La condamnation de Georges Ibrahim Abdallah à la réclusion criminelle à perpétuité a été accueillie avec satisfaction par l'Assemblée de la classe politique. Seul le Parti communiste, tout en condamnant le terrorisme, a exprimé des réserves. Jean-Marc Théolleyre, qui a suivi attentivement le procès, démonte la logique judiciaire de son issue.

Les arguments imparfaits ont une extraordinaire faculté d'oubli de leurs oracles. De ce procès Abdallah, avant même qu'il soit ouvert, ils savaient quasiment tout : ce que dirait l'accusé avant de se retirer du débat, les réquisitions avec plusieurs cas de figure que devait présenter l'avocat général. A entendre les uns, à écouter les autres, c'était à se demander s'il y avait lieu d'aller assister à six



jours d'audiences dont seul un reste de prudence ou une insuffisance d'audace empêchait qu'en soit fixé le résultat dont il était de bon ton, malgré tout, de se dire assuré avec l'air entendu qui convient.

C'est pourtant en y assistant et en s'y montrant fort attentif que l'on pouvait en suivre les fluctuations, déceler les attitudes, relever certains points à la lumière desquels on peut, aujourd'hui, tenter d'expliquer l'épilogue.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.
(Lire la suite page 8 et nos informations pages 8 et 9.)

Les catastrophes naturelles ou technologiques

« Chaque citoyen a droit à l'information » nous déclare M. Carignon, ministre de l'environnement

M. Alain Carignon, ministre de l'environnement, devait proposer, lundi 2 mars à Grenoble, dix mesures pour prévenir les catastrophes dans l'Isère. Ce département fait l'objet, depuis le 30 mai 1986, d'une expérience pilote pour la prévention des risques majeurs. Dans l'entretien ci-dessous, M. Carignon souligne que la France n'est pas à l'abri d'un grave accident comme ceux de Tchernobyl ou de la pollution du Rhin et qu'elle doit mieux s'armer pour en réduire les risques.

« Pourquoi attachez-vous tant d'importance aux risques majeurs ? »

« Quand j'ai pris mes fonctions et que le secrétariat aux risques majeurs a été réuni à mon ministère, mon souhait était de faire évoluer la France dans ce domaine, car c'est un des problèmes face auxquels une société comme la nôtre ne se sent pas convenablement armée. La tradition du secret, l'absence d'information a longtemps été la règle en France. Il faut y mettre fin.

« Les accidents survenus entre-temps, que ce soit Tchernobyl, le pyralisme à Villeurbanne ou la pollution du Rhin à Bâle, montrent la nécessité de se préparer au risque. La France n'est pas à l'abri d'un accident majeur. Je rappelle que nous avons trois cent trente sites à risque en France du type de celui de Bâle. Les risques sont inhérents à notre société industrielle. Le devoir d'un gouvernement est de les réduire.

« J'ai donc préparé un projet de loi dans le cadre d'une concertation que j'ai voulu exemplaire. La direction de la prévention des pollutions, au ministère, a consulté toutes les administrations intéressées, les industriels, les associations de protection de l'environnement, tous ceux qui ont leur mot à dire sur la question.

(Lire la suite page 10.)

COLIN CHAPMAN
L'épopée Lotus en Formule 1

GÉRARD CROMBAC
Préface d'Enzo Ferrari

400 pages - 250 photos - 198 F

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Débats

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Les vacances terminées, du haut en bas de l'échelle de l'enseignement, les vieux et les nouveaux débats vont reprendre. Alain Touraine retrouve la plume pour défendre l'autonomie des universités et la diversification contre la sélection. Dans le même sens, Michel Rousseau souhaite que, auprès des chambres de commerce et d'industrie, soient créées des unités d'enseignement de haut niveau, d'où sortiraient de futurs cadres pour des petites et moyennes entreprises, immédiatement opérationnels.

Sélection ou différenciation

Il faut que les facultés associent mieux formation générale et formation professionnelle.

IL ne s'agit pas aujourd'hui de se prononcer pour ou contre la sélection dans l'enseignement supérieur; elle existe. Il s'agit de choisir un avenir pour le secteur non sélectif, coïncé entre un secteur sélectif qui s'étend, assure de bons emplois et connaît peu d'échecs scolaires, et, de l'autre côté, la déqualification et le chômage. Faut-il renforcer le secteur sélectif et éliminer peu à peu ceux qui n'y trouvent pas place, ou maintenir les deux secteurs actuels, ou encore trouver une autre solution ?

Le système actuel n'est pas seulement sélectif; il repose sur la sélection, sous deux formes également excessives: sélection par concours, à l'entrée des écoles — et, sous une forme plus modérée, à l'entrée de la médecine et des IUT — et sélection par abandon, au cours des premières années, dans le secteur non sélectif.

Notre premier objectif doit donc être de diminuer le rôle de la sélection et, par voie de conséquence, la distance entre le secteur sélectif et le secteur non sélectif. Ce qui exige deux transformations complémentaires. Dans le secteur sélectif-professionnel, le recrutement est trop étroit et la formation souvent insuffisante, surtout en ce qui concerne l'esprit de recherche. La France ne prépare pas assez de professionnels, spécialistes, cadres et gestionnaires de haut niveau. Les écoles tirent souvent l'essentiel de leur réputation de leur concours d'entrée. On peut souhaiter qu'elles s'occupent moins de sélection et plus de recherche.

Quant au secteur actuellement non sélectif, il souffre d'être encore massivement organisé en fonction du recrutement des enseignants, débouché qui n'accueille plus qu'une petite minorité d'étudiants. Il faut donc que les « facultés » associent mieux formation générale et formation professionnelle, et surtout qu'elles puissent étendre et diver-

par ALAIN TOURAINE (*)
sifier leur offre d'enseignement pour mieux répondre aux demandes d'étudiants qui ne se voient offrir aujourd'hui que des choix peu nombreux et presque toujours définis en termes de disciplines proprement universitaires.

C'est seulement quand on aura augmenté et diversifié l'offre de formation qu'on pourra introduire une orientation qui ne pourra plus être interprétée comme une exclusion. Mais cette diversification de l'offre d'enseignement suppose que les universités soient beaucoup plus autonomes, et qu'elles aient une capacité de gestion et de décision qui leur permette de précéder et d'orienter les demandes étudiantes.

Seule l'autonomie...

Défendre le *statu quo* et s'opposer à l'autonomie des universités est un premier mouvement qui se comprend: les étudiants du secteur non sélectif savent qu'ils glissent vers le bas. Convaincus que tout changement ne peut qu'aggraver leur situation, ils se rattachent au *statu quo* comme à un moindre mal. Mais cette réaction immédiate assez rationnelle ne peut pas devenir une politique sans entraîner des effets contraires à ceux qu'on recherche. Sélection et différenciation ne sont pas associées; ce sont des solutions opposées. Seule l'autonomie des universités peut libérer les étudiants de la toute-puissance actuelle de la sélection dont la décadence du secteur non sélectif est l'inéluctable et déjà réelle conséquence.

A quelles conditions les étudiants peuvent-ils dépasser une réaction purement défensive et prendre des positions qui permet-

(*) Sociologue.

tent de faire reculer l'importance excessive de la sélection? A la condition avant tout que la situation actuelle de crise et de chute soit remplacée par une conjoncture de croissance.

Les deux décisions que doit prendre le gouvernement sont: s'engager à ne plus faire de réformes pendant dix ans au moins et accorder à l'enseignement supérieur des augmentations immédiates de crédits. Il est vrai qu'aucun gouvernement n'acceptera de verser beaucoup d'argent dans le tonneau des Danaïdes qu'est un système universitaire qui a un taux aussi élevé d'échec, mais il faut d'abord desserrer l'état financier et ensuite choisir clairement la voie de la diversification contre celle de la sélection.

Les universitaires, de leur côté, qui prennent plus d'initiatives qu'on ne le dit, doivent s'engager plus ouvertement dans le sens de la diversification. Le gouvernement doit encourager leurs initiatives, soutenir la création de nouveaux programmes et aider à la création des universités expérimentales dont les projets existent à Paris et dans d'autres villes.

Il doit avant tout démontrer par des actes concrets qu'il croit à l'enseignement supérieur et à son utilité pour la modernisation du pays. Quant à l'opinion publique, elle doit être convaincue que, dans l'enseignement supérieur comme dans celui du second degré, il faut cesser de sacrifier à un utilitarisme excessif qui fait de l'échec et de l'exclusion les expériences scolaires centrales de la grande majorité des jeunes Français. C'est d'abord de confiance que l'enseignement supérieur a besoin.

Créons des instituts de management dans les régions

Un vivier de jeunes diplômés prêts aux responsabilités dans la petite industrie

TOUT le monde en convient, il faut rapprocher l'industrie et l'enseignement. Mais cette bonne volonté se heurte aux modalités d'application. C'est pourquoi il faut faire en sorte que ce rapprochement soit autre chose qu'un discours académique. Ce doit être un cas « d'école appliquée » d'innovation. Des expériences couronnées de succès ont déjà été tentées qui montrent une volonté partagée de coopérer. Il faut très vite consacrer ces opérations par des innovations d'organisation et leur donner un caractère légal.

Créons auprès de chaque chambre de commerce et d'industrie (CCI), dans chacun de nos départements, une formule d'institut de développement et de management local réservé à des élèves de haut niveau, terminant leurs études d'économie ou de gestion. Il faut que les CCI associées à des institutions de l'enseignement supérieur puissent délivrer un diplôme prestigieux aux étudiants qui auront consacré un an aux travaux de l'institut.

Les élèves, liés par ailleurs à leur centre d'enseignement, y consacreront à temps partiel sous la direction de leurs professeurs habituels, accomplissant en vraie grandeur auprès des entrepreneurs qui le souhaitent des missions précises de management. Cela dans le cadre d'un cursus universitaire.

La pérennité de ces instituts et de leurs travaux serait assurée par les actuels assistants des chambres consulaires qui ont un contact permanent avec les entre-

prises et en connaissent les forces et les faiblesses.

Ainsi pourraient se créer les organes de réflexion et de recherche à la disposition des chefs des petites entreprises qui ne disposent ni de temps ni de moyens; ces instituts pourraient être les centres d'élaboration de la politique locale dans le cadre du bassin d'emploi du département ou de la région. Cela sous l'autorité des responsables locaux de l'économie, « entrepreneurs » qui auraient été choisis par leurs pairs pour en diriger l'orientation. Ce contrôle « d'orientation » par les chefs d'entreprise est fondamental. Il en détermine le succès, à travers les sentiments de confiance qu'il inspire. Est-ce irréaliste? Non. Il s'agit de consacrer des formules de coopération réussies fonctionnant suivant ces principes.

Des résultats mesurables

Cette entraide contractuelle qui apporte aux étudiants une formation et une expérience acquises au sein des affaires et, par ailleurs aux entreprises, un service conseil (qui ouvrira la porte aux vrais cabinets spécialisés) a déjà donné là où elle est pratiquée en France et à l'étranger des résultats mesurables. Une région pratiquant ce type de coopération a obtenu une

baisse de 50 % du nombre des faillites d'entreprises en quelques années (1). En outre, elle permet d'exploiter d'éventuels gisements locaux d'activités jusqu'alors délaissés.

Un tel projet devrait être financé avec les économies réalisées sur toutes les aides publiques dispensées par nos différents niveaux d'autorité administrative: les collectivités locales et les ministères; aides diverses dont les entreprises se privent volontiers si on leur propose de mieux s'organiser pour se développer et investir, si on leur propose en particulier « un ticket » pour un audit approfondi sur leur fonctionnement, et des conseils de stratégie au moins tous les deux ans. D'autre part, elles paieraient le service rendu. L'économie locale s'assurerait ainsi d'un « vivier » de jeunes diplômés compétents prêts aux responsabilités dans la petite industrie.

Avec cette capacité de réflexion, en s'appuyant sur l'entreprise et ses dirigeants, en leur dégageant les moyens, il deviendra possible, dans le cadre d'un département ou d'une région, de fixer des objectifs et de les atteindre. Ainsi sera démontrée qu'il y a assez de compétences et d'imagination dans notre pays pour relever les défis de l'économie et de l'emploi. Ce qui est rassurant quand on a épuisé les ressources de la macro-économie comme ressort essentiel de la prospérité.

(1) Département du Nord. Diminution des faillites d'entreprises de moins de quatre ans. Colloque de Grande (Le Monde-Campus du 19 juin 1986).

(*) Directeur de recherche, université Paris-DX.

COURRIER DES LECTEURS

« Mères d'Alger » et « pères de Paris »

Le Monde du 17 février vient de consacrer à juste titre une page au drame des mères séparées de leurs enfants qui vivent en Algérie. Toutefois, pour avoir un tableau complet de la tragédie dans laquelle vivent les enfants d'ex-couples exogames, il faudrait ajouter au drame de ces mères françaises celui des pères et mères musulmans, français ou étrangers. Ces parents se voient systématiquement retirer la garde

de leurs enfants lors du divorce et automatiquement associés à leur droit de visite, accordé au couple goniste et très souvent hafoné par la suite, la défense de sorte de l'Hexagone, ce qui revient à briser totalement les liens de l'enfant avec la moitié musulmane de sa famille et de sa culture. Dans ces conditions, ils se demandent si, dans la patrie des droits de l'homme et de libertés, il n'existerait pas deux poids et deux mesures lorsque devant le juge l'un des parents s'appelle Omar ou Fatima et l'autre Pierre ou Sylvie.

Ainsi, tout comme les « mères d'Alger », certains « pères de Paris » qui se sentent privés de leurs droits naturels par des décisions inquitantes et arbitraires ont-ils décidé, pour alerter l'opinion sur le drame des enfants de couples biculturels ou binationaux retenus par les parents non musulmans en France, de demander l'intervention du président du Parlement européen et celui de la commission des droits de l'homme des Nations unies.

DIYAVAD ALAMIR,
Association musulmane de France.

POUVOIRS 1987 40

des fonctionnaires politisés?

les hauts fonctionnaires placer ses amis
reclasser les directeurs les allégeances locales
les réactions à la conquête du pouvoir
l'impossible neutralité la souhaitable neutralité

débat:
la politisation du Conseil d'Etat: mythe ou réalité
michel balliveau, francis de baecque, danièle lochak, bernard tricot, vincent wright.

dossier:
les emplois à la discrétion
anne-marie le bos-le pourhiet.

Publié avec le concours du C.N.R.S.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

« LYON, LE SANG ET L'ENCRE », de Pierre Mérimond

Colère sur la ville

JOURNALISTE-ÉCRIVAIN qui a fait l'essentiel de son œuvre en tant que grand reporter au Progrès, Pierre Mérimond propose une vision très subjective de la ville et de ses mystères... Ce n'est pas une promenade de tout repos. Pour l'auteur, qui aime sa ville comme il aime l'écriture, Lyon n'est pas, n'est plus, n'a jamais été une ville bien représentée à défaut d'être représentable. La colère inspire ses jugements. Colère contre la classe politique.

Ni Raymond Barre, ni Charles Hernu, ni le maire, Francisque Colomb — ce dernier « victime » de la part de l'auteur de la plus des condamnations, celle du silence — ne trouvent grâce à ses yeux de « dandy » jouisseur, de déguistateur exigeant de toutes les salades lyonnaises.

Colère aussi contre le « milieu » — que Pierre Mérimond ne situe pas précisément au centre, — contre les coquins et les malins à la mode rhodanienne, c'est-à-dire feutrés. Suite exhaustive d'un premier ouvrage — Lyon, le sang et l'argent — où l'auteur a remplacé le sang, le cru 87 s'ouvre sur la narration détaillée de la crise du Progrès. La première victime de la verve dévastatrice de l'auteur s'appelle Jean-Charles Lignel, l'ancien PDG. Rien de tel qu'un « jeune loup » pour alimenter des griffes de renard vétilleux et, surtout, incipitent de tout et de tous.

Il y a bien d'autres victimes. Des plus faciles, comme l'inventable fédération radicale du Rhône, aux plus discutables, comme M^{lle} Louise Chaine, beau-

pire de M. Bernard Gallo, que l'auteur s'acharne, sans nouvelles tangibles, à présenter comme un centre d'affaires aux liens plus que ténus. La faiblesse de l'ouvrage est là. Largement partagée par le petit monde de la presse locale. La proposition à chercher coûte que coûte des liens, des ordonnancements rationnels entre des faits divers... divers. Pierre Mérimond joue le rapprochement, l'hypothèse, l'insertion dans une logique au fond comode (le financement des partis politiques) de ce qui est hors norme. Au fond, il est plus certain qu'il n'y paraît à vouloir maître de l'ordre dans ce sacré désordre lyonnais.

Une épilure affirmée, un goût pour la phrase bien construite et de jolis morceaux de bravoure (l'héritage de « Napoléon » Bullukian, un personnage qui « s'était forgé lui-même sa légende, s'était assés surveillé » pendant son agonie par des « proches » dont on ne savait pas, écrit-il, s'ils « étaient des gardes-malades, des gardes du corps ou, plus simplement, des gardiens ») ainsi que des « dossiers » mis à jour avec à propos les financements des hospices civils de Lyon) rendent utile cette initiation aux mystères lyonnais. Pierre Mérimond propose ses clés — parfois singulières — pour une ville plurielle. Elles sont à essayer.

CLAUDE RÉGENT.
* Éditions Alain Moreau, 99 F.
* Épire, le sang et l'argent, même auteur, même éditeur et même prix, vient d'être réédité (édition 1978 épuisée).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
TÉLÉPHONE: (1) 45-23-96-81
TÉL. : (1) 42-47-97-27

Abonné par la S.A.R.L. le Monde

Gérant: André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs: Hubert Beau-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société: cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social: 620 000 F

Principaux associés de la société: Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprise, M.M. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général: Bernard Wout.

Rédacteur en chef: Daniel Vernet.

Correspondant en chef: Claude Salas.

ABONNEMENTS BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09

TÉL. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat) L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL — SUISSE, TUNISIE 504 F 972 F 1 404 F 1 896 F

Par voie aérienne: tarif sur demande.

Changements d'adresse: mentionner le numéro de l'ancien journal et joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde TÉLÉMATIQUE Composés 36-15 - Topex LEMONDE

Inclusif de « Monde », J.C. des Lettres PARISIX

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437. ISSN : 0395 - 2037

Le Monde (USPS 795-910) is published daily, except Sundays for \$ 2.00 per year by Le Monde c/o Speedpress, 46-48 39th Street, L.C.I. N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y. Postmaster: send address changes to Le Monde c/o Speedpress U.S.A., P.O. Box 46-48 39th Street, L.C.I. N.Y. 11104.

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.

Diplomatie

Les propositions de M. Gorbatchev pour la réduction

La proposition soviétique d'un accord séparé, sur le retrait des missiles à portée intermédiaire, a suscité des réactions plutôt positives chez la plupart des alliés des États-Unis, au sein de l'OTAN. Le porte-parole de lord Carrington, secrétaire général de l'alliance, a annoncé, dimanche 1^{er} mars, que celui-ci considérait que l'offre de M. Gorbatchev pouvait « signifier un substantiel pas en avant ». Les alliés européens de Washington vont examiner attentivement la proposition du numéro un soviétique. Mais les chefs militaires de l'OTAN se sont montrés très réservés sur l'abandon des euromissiles, en soulignant la supériorité de l'URSS en forces conventionnelles et chimiques.

Les Européens ont rappelé leurs conditions, déjà énoncées au cours des consultations permanentes avec les États-Unis : que le retrait soit « effectivement vérifiable », et que soit abordée en même temps la question du déploiement des

armes nucléaires dites « de théâtre », d'une portée de moins de 1000 kilomètres. L'URSS dispose en ce domaine d'une supériorité évaluée par les experts de l'OTAN à 9 contre 1.

Le gouvernement britannique a fait savoir qu'il se livrait à « un examen attentif » de la proposition de M. Gorbatchev. Les milieux diplomatiques soulignent que l'initiative soviétique renforce l'intérêt du voyage officiel en URSS que M^{me} Thatcher doit effectuer à la fin du mois de mars. Le premier ministre britannique a également indiqué que, en cas de désaccord américano-soviétique, la Grande-Bretagne maintiendrait sa force de dissuasion indépendante, tant que les deux Grands ne réduiraient pas leurs arsenaux nucléaires respectifs, et tant que les Soviétiques conserveraient leur supériorité en armements conventionnels et chimiques.

Pour sa part, M. Léo Tindemans, ministre belge des relations extérieures et président en

exercice du Conseil européen, a indiqué que la proposition soviétique « pourrait constituer une ouverture dans les autres secteurs, et créer un climat de confiance » entre l'Est et l'Ouest. Bruxelles pourrait reconsidérer le déploiement des euromissiles (trente-deux missiles doivent encore être installés en Belgique d'ici la fin de l'année). Cependant, M. Tindemans a également souligné qu'un accord sur les missiles à courte portée puisse aussi être négocié.

Le Canada a, de même, réagi favorablement à la proposition soviétique. Rappelant le soutien actif apporté par son pays au principe d'un accord séparé sur les forces nucléaires intermédiaires, M. Joe Clark, ministre des affaires étrangères, a indiqué qu'un accord rapide sur la question « donnerait un élan important à d'autres négociations sur le contrôle des armements et favoriserait les relations Est-Ouest ».

La réaction la plus positive a été celle de la République fédérale d'Allemagne. A Bonn, le gouvernement a réagi quelques heures seulement après la proposition soviétique, dès samedi soir, en invitant Washington et Moscou à négocier rapidement. L'ensemble de la classe politique ouest-allemande a accueilli favorablement l'offre de M. Gorbatchev. Pour le chef de la diplomatie de Bonn, M. Genscher, le succès d'une négociation sur les euromissiles « aurait des effets d'entraînement sur les autres négociations, et sur le respect des accords de contrôle des armements existants » (accords ABM, signés en 1972, et SALT 2). M. Honecker, chef de l'État et du Parti communiste est-allemand, a, pour sa part, demandé au chancelier Kohl de soutenir auprès de ses alliés occidentaux la proposition de M. Gorbatchev, et de saisir « cette chance historique », dont la réalisation « aurait pour effet la paix et le développement des relations entre les deux Allemagnes ».

« Ne laissons pas passer cette chance historique ! » déclare le secrétaire général

Voici, selon l'agence Tass, les principaux passages de la déclaration faite par M. Gorbatchev samedi 28 février.

« L'Union soviétique a avancé le 15 janvier 1986 un programme d'importance historique. Le programme de liquidation graduelle de l'arme nucléaire. En le proposant, nous sommes partis de la ferme conviction que la sécurité future est

une sécurité sans armes nucléaires. La direction soviétique, le conseil de défense du pays que je suis chargé de présider, concentrent en permanence leur attention sur les problèmes de la sécurité de notre pays, de nos alliés, sur les problèmes de la sécurité universelle. Nous n'avons aucun doute que la sécurité du globe, la survie de l'humanité, doivent être assurées par des efforts conjugués et des moyens politiques, non par les armes. (...)

« Tout le monde est au courant de ce qui s'est produit après Reykjavik. L'administration américaine a fait machinalement arrière. (...) En fait, les pourparlers sont bloqués par des intérêts égoïstes, par le refus de renoncer aux projets de supériorité militaire-technologique, par des calculs illusoire de faire une percée.

« L'Union soviétique propose de dégager de la gamme des problèmes ceux des missiles de portée moyenne en Europe, de conclure en la matière un accord isolé et de le faire sans tarder.

« Concluons un accord isolé sans tarder »

Il existe pour cela non seulement une base, mais aussi une entente presque effective. Nous sommes convenus à Reykjavik que l'Union soviétique et les États-Unis liquideraient dans les cinq ans à venir tous leurs missiles de portée moyenne en Europe. Dans les mêmes délais, la quantité de missiles soviétiques de ce type dans la partie asiatique de notre territoire devra être réduite et portée à une centaine d'ogives, en tenant compte que les États-Unis pourraient laisser sur

vue de leur réduction et de leur liquidation totale.

« Ainsi, il existe une possibilité réelle de libérer rapidement notre foyer commun, l'Europe, d'une partie considérable du fardeau nucléaire. Ce serait un pas réel et important en vue de libérer totalement l'Europe des armes nucléaires. Nos propositions, nous les mettons sur la table des négociations avec les États-Unis à Genève (...).

« En dégagant aujourd'hui le problème des missiles de portée moyenne en Europe, le gouvernement soviétique n'en estime pas moins extrêmement importante la conclusion d'un accord sur la liquidation des armements stratégiques. Il va de soi que la conclusion d'un tel accord, comme nous l'avons maintes fois souligné, doit être conditionnée à la décision de ne pas

Les euromissiles

Les euromissiles, fusées de portée intermédiaire (entre 1000 kilomètres et 5500 kilomètres de portée) installées en Europe de part et d'autre du rideau de fer, se composent, du côté occidental, des Pershing-II et des missiles de croisière déployés dans le cadre de l'OTAN, et du côté soviétique des SS-20.

Les euromissiles américains étaient au nombre de 316 au 31 décembre 1986, pour un total de 572 dont le déploiement était prévu par la « double décision » de l'OTAN de décembre 1979. Il s'agit de 108 fusées Pershing-II, toutes installées en RFA, et de 208 missiles de croisière, en RFA, en Grande-Bretagne, en Italie et en Belgique (les Pays-Bas devant aussi en accueillir ultérieurement).

Les Pershing-II sont des fusées balistiques hautes de 10,5 mètres et d'environ 1 mètre de diamètre. D'une portée de 1800 kilomètres, elles peuvent frapper au quart d'heure la partie occidentale de l'URSS, mais non Moscou.

Les missiles de croisière — sorte d'avions sans pilote — volent à des vitesses subsoniques, de 20 à 80 mètres du sol, en épousant le relief. Leur portée est d'environ 2500 kilomètres, et leur vitesse de 700 à 900 kilomètres/heure.

Les SS-20, déployés depuis 1977 par l'URSS, sont des engins balistiques mobiles de 5000 kilomètres de portée, qui comportent trois têtes nucléaires de 150 kilotonnes chacune. Ils sont tractés et lancés par des véhicules spéciaux. Selon les statistiques de l'OTAN, Moscou en a déployé 441, mais ce chiffre prend aussi en compte ceux qui, à l'autre extrémité de l'URSS, sont bragués sur la Chine et le Japon (environ un tiers de ce total).



THE GUARDIAN du 2 mars — « Hah! Hah! Qu'est-ce que je disais, Maggie! Si on se montrait intenable, ces cocos viendraient à la nage! » — Sous la bouée. Missile à moyenne portée.

Tout d'abord par le biais de l'espace.

« Une telle approche nous est étrangère, même plus, inacceptable. Notre politique de principe consiste à rechercher inlassablement des solutions, de nature à ouvrir la voie à des accords réciproquement acceptables, à une sécurité égale.

« Le bureau politique du comité central du PCUS, qui a étudié, il y a quelques jours, l'éventail des problèmes touchant à la concrétisation du programme d'un monde dénucléarisé, a décidé d'avancer une nouvelle initiative importante dans cette voie. Au nom de la direction soviétique, j'annonce aujourd'hui la décision suivante.

leur territoire national la même quantité d'ogives de missiles de moyenne portée.

« Dès qu'un accord de démantèlement des missiles soviétiques et américains de portée moyenne en Europe sera signé, l'Union soviétique retirera de RDA et de Tchécoslovaquie, en accord avec les gouvernements de ces pays, les missiles opérationnels tactiques de longue portée qui y ont été installés dans le cadre des mesures prises en réponse au redéploiement en Europe occidentale des Pershing-2 et des missiles de croisière. Pour ce qui est des autres missiles opérationnels tactiques, nous sommes prêts à engager séance tenante des négociations en

militariser l'espace, étant donné l'interdépendance organique de ces problèmes.

« En dépit de toutes les difficultés et de tous les obstacles artificiels, l'Union soviétique manifeste une nouvelle fois sa volonté de régler le problème du désarmement nucléaire. La nouvelle mentalité s'identifie à la capacité de prêter l'oreille à l'opinion publique, européenne et internationale. Elle signifie comprendre les préoccupations et les intérêts des autres peuples, ne pas détacher sa sécurité de celle de ses voisins dans notre monde interdépendant.

« On ne doit pas laisser passer cette chance historique! Nous attendons une réponse rapide, positive.»

Dix ans de polémique

1977

• Déploiement des SS-20 en URSS.

1979

• JANVIER. — Sommet de la Grande-Bretagne, avec les présidents Caron, Giscard d'Estaing et les premiers ministres Callaghan et Schmidt. Décision est prise de déployer en Europe des moyens nucléaires de « théâtre à longue portée ».

• 12 DÉCEMBRE. — « Double décision » de l'OTAN, qui prévoit le déploiement en Europe de 108 lanceurs de Pershing-2 et de 464 missiles de croisière lancés du sol (GLCM). En même temps, il est proposé à l'URSS de commencer des négociations.

1980

• 3 JANVIER. — Refus officiel par l'URSS de négociation tant que l'OTAN n'a pas renoncé à sa décision du 12 décembre.

1981

• OCTOBRE ET NOVEMBRE. — Manifestations en Europe contre le déploiement des missiles de l'OTAN.

• 18 NOVEMBRE. — M. Reagan lance son « option zéro ».

• 30 NOVEMBRE. — Ouverture des négociations sur les Forces nucléaires intermédiaires (FNI).

1982

• 16 MARS. — M. Brejnev annonce un « gel militaire des SS-20 ».

• 21 DÉCEMBRE. — M. Andrejev annonce que l'URSS est prête à un cessez-le-feu sur le nombre de missiles que l'Angleterre et la France, pas un de plus ».

1983

• 20 JANVIER. — Discours de M. Mitterrand au Bundestag à Bonn concernant le déploiement des missiles américains.

• 6 MARS. — Les députés en RFA reconduisent la coalition FDP-CDU, favorable à la décision de l'OTAN.

• 27 MAL. — L'URSS annonce qu'elle prendra une série de « contre-mesures » en cas de déploiement américain.

• FIN OCTOBRE. — Débat de l'Assemblée des Nations de l'OTAN.

• NOVEMBRE. — Moscou répond au refus des pourparlers sur les FNI et en suspendant les négociations sur les armements stratégiques (START).

1985

• 7 JANVIER. — MM. Gromyko et Shultz conviennent à Genève d'une reprise des pourparlers sur les traités de réduction des armements (spatiaux, stratégiques et à moyenne portée), le tout examiné « en interdépendance ».

• 7 AVRIL. — Peu après l'annonce de M. Gorbatchev à la tête du parti, Moscou annonce la suspension des contre-mesures annoncées en 1983 et un moratoire sur le déploiement des SS-20.

• DÉBUT OCTOBRE. — En visite en France, M. Gorbatchev annonce le dossier des euromissiles indépendamment des autres volets du désarmement.

1986

• 15 JANVIER. — Dans son plan de désarmement, M. Gorbatchev accepte de ne pas prendre en compte les forces nucléaires françaises et britanniques dans un accord sur les euromissiles, à condition toutefois que ces forces ne soient pas accrues, c'est-à-dire que Paris et Londres renoucent à leur programme de modernisation.

• OCTOBRE. — Au cours du sommet de Reykjavik, M. Gorbatchev laisse de côté la modernisation des forces françaises et britanniques et se rallie à l'option zéro de M. Reagan. Toutefois, un lien est établi à nouveau entre tous les volets du désarmement.

1987

• 28 FÉVRIER. — M. Gorbatchev annonce le lien entre les euromissiles et les autres dossiers de désarmement.

L'« option zéro » proposée

Ce que demande aujourd'hui M. Gorbatchev est tout à fait conforme à ce que M. Reagan avait proposé sous le nom d'« option zéro ». Le 18 novembre 1981, deux ans avant la date prévue pour l'installation des euromissiles de l'OTAN, le président américain avait annoncé : « Les États-Unis sont prêts à annuler le déploiement des Pershing 2 et des missiles de croisière si les Soviétiques démantèlent leurs missiles SS-20, SS-4 et SS-5 ».

Cette proposition avait été saluée à l'époque dans toute l'alliance occi-

dentale. Elle avait le mérite de la clarté, elle répondait à l'attente des pacifistes qui organisaient alors des manifestations dans toute l'Europe. Enfin elle n'avait aucune chance d'être acceptée par l'Union soviétique : tout ce que proposait alors Brejnev, qui s'appretait à faire une visite officielle à Bonn et venait tout juste d'admettre l'existence du SS-20, était un moratoire sur le déploiement de ce missile (dont il existait déjà 250 exemplaires) et une réduction des vieux engins SS-4 et SS-5, condamnés de toute façon par la

NOUVELLE RENAULT 25 TX-2 LITRES INJECTION:

120 chevaux (86,5kW ISO) à 5500tr/min, 195km/h sur circuit. Voilà une nouvelle qui va très vite, c'est la nouvelle Renault 25TX-2 litres injection. De 0 à 100km/h en 10,7 sec., 31,9sec. au km départ arrêté, les performances parlent d'elles-mêmes. Injection électronique Intégrale avec détecteur de clapet cylindre par cylindre, optimisant le fonctionnement du moteur quelles que soient les conditions. La Renault 25TX-2 litres injection porte la puissance à un très haut niveau de perfection. Direction assistée, banquette arrière rabattable par

commande automatique permettant un volume de chargement modulable, accoudoir central et repose-tête à l'arrière, le grand confort de la Renault 25 TX 2 litres injection permet de mieux apprécier sa puissance. Commande d'ouverture des portes à distance, becquet arrière de la teinte de la carrosserie, partout s'allient raffinement et intelligence. Pour en savoir plus sur cette nouvelle Renault 25 TX 2 litres injection, votre concessionnaire Renault est à votre disposition pour vous la faire découvrir, dès aujourd'hui.

Modèle présenté: Renault 25TX-2 litres injection millésime 87. Consonnances normes UTAC. 6,0L à 90km/h - 7,4L à 120km/h - 10,9L en cycle urbain. Prix clés en main au 02/03/1987, 12700F. Garantie anti-rugosité Renault 5 ans, DIAC, votre financement.

de 211 col 110

كنا لوالد

Diplomatie

des armements et les réactions en Occident

L'offre d'un « accord séparé » sur les euromissiles bouleverse les données des négociations Est-Ouest

MOSCOU de notre correspondant

L'avenir dira si M. Gorbatchev est un bon stratège, mais il faut déjà reconnaître qu'il est un excellent tacticien. En annonçant sans crier gare, samedi 28 février, qu'il était prêt à accepter à Genève un accord séparé avec les Américains sur les euromissiles, le numéro un soviétique a en effet pris de court l'alliance atlantique.

Une fois n'est pas coutume: le secrétaire général a fait court. Sa brève déclaration a été lue samedi par un présentateur au journal télévisé du soir, et n'occupait dimanche qu'un huitième de la première page de la Pravda. Les gloses autorisées, précisions et commentaires approbateurs vont déferler dans les jours qui viennent. Une conférence de presse du maréchal Akhromyev, chef d'état-major général et premier vice-ministre de la défense, était ainsi annoncée pour ce lundi.

M. Gorbatchev bouleverse à nouveau les données de la subtile équation des négociations sur le désarmement. A Reykjavik, il avait posé sur la table un « paquet », à prendre ou à laisser, qui contenait à la fois les armes à moyenne portée (appelées généralement « euromissiles »), puisqu'elles sont en majorité stationnées en Europe, les armes stratégiques (fusées intercontinentales, bombardiers, sous-marins) et les armes cosmiques. Décidément adepte des coups de théâtre, il a retiré samedi de ce « paquet » les seules armes à moyenne portée que sont les SS-20 soviétiques et les Pershing 2 et missiles de croisière de l'OTAN.

Pourquoi mettre à part les euromissiles, alors que cela était jugé hors de question après Reykjavik ? On peut avancer deux explications. La plus simple est que M. Gorbatchev souhaite réellement aboutir à des accords de désarmement, et que les autres dossiers sont actuellement bloqués. L'initiative de défense stratégique du président Reagan empêche en effet tout progrès des négociations dans le domaine des armes spatiales, ce qui est une évidence, mais aussi dans celui des armes stratégiques. Il ne restait donc que les euromissiles.

La deuxième raison est évidemment le désir traditionnel des Soviétiques de diviser Américains et

Européens de l'Ouest. Le terrain est bien choisi. Si cette négociation « séparée » aboutit, il ne restera plus un seul SS-20 dans la partie européenne de l'URSS, mais les Pershing-2 et les missiles de croisière installés à partir de la fin 1983 auront également disparu du Vieux Continent. Moscou sait parfaitement que toutes les capitales européennes envisagent pas de gaieté de cœur de se retrouver avec leurs seules forces conventionnelles face à l'armée rouge.

Ces deux explications ne sont d'ailleurs pas contradictoires. On notera enfin que le secrétaire général est pressé, ou qu'il souhaite en donner l'impression. M. Gorbatchev réclame en effet un accord « sans tarder », et conclut ainsi sa courte déclaration: « On ne doit pas laisser passer cette chance historique ! Nous attendons une réponse rapide et positive ».

M. Gorbatchev indique d'ailleurs qu'il est prêt à engager « séance tenante » des négociations en vue « de la réduction et de la liquidation totale » des missiles tactiques. A l'issue de ce vaste processus, il ne restera donc plus, sur le sol européen, que les missiles soviétiques à longue portée... et ceux du plateau d'Albion.

« Un monde dénucléarisé »

Il faut y ajouter, bien sûr, les centaines de bombardiers nucléaires lourds soviétiques, qui peuvent toujours lâcher leurs bombes sur l'Europe au lieu de traverser l'Atlantique. Au cas où l'accord proposé par M. Gorbatchev verrait le jour à Genève, l'équilibre nucléaire en Europe serait essentiellement assuré par ces bombardiers, par ceux, moins nombreux, que l'OTAN peut leur opposer; et surtout par les missiles embarqués dans les flancs des sous-marins soviétiques, américains, britanniques et français, dont on ne sait jamais, par définition, où ils se trouvent.

Deux remarques s'imposent à propos de la déclaration du secrétaire général. Il a pris soin de s'exprimer en tant que président du « conseil de défense », ce qu'il n'avait jamais fait publiquement jusqu'ici. Cet organisme est unique en son genre, puisqu'il associe le

sommet de la hiérarchie du parti, de l'armée et de l'Etat. Le secrétaire général en est, de droit, le chef. M. Gorbatchev a tenu, en outre, à associer le bureau politique à sa proposition, en révélant que celui-ci, le 26 février, avait approuvé sa vision d'un « monde dénucléarisé ». Le numéro un aurait voulu « verrouiller » à l'avance toute contestation éventuelle par l'état-major, ou par le bureau politique, du bien-fondé de sa proposition d'accord sur les euromissiles qu'il ne s'y serait pas pris autrement.

La seconde remarque concerne la situation de la France et de la Grande-Bretagne, désormais en première ligne face à cette nouvelle « offensive de paix » soviétique. M. Gorbatchev écrivit soigneusement de mentionner leurs forces nucléaires respectives. Il est dans la logique de la position qu'il a adoptée à ce sujet à Reykjavik lorsqu'il a abandonné l'« exigence » qu'il avait formulée, le 15 janvier 1986, de modernisation et de non-accroissement des arsenaux nucléaires britannique et français.

Paris et Londres peuvent donc continuer à « muscler » leur dissuasion nucléaire. Mais ils savent qu'ils le font désormais sous haute surveillance. A Genève, négociateurs soviétiques et américains parlent officiellement des seuls SS-20, Pershing-2 et missiles de croisière. S'ils parviennent à les « liquider », le problème des forces françaises et britanniques sera immanquablement soulevé assez rapidement par les Soviétiques.

Un expert du comité central nous faisait part récemment de l'« amertume » du Kremlin après la déclaration de M. Jean-Bernard Raimond à Vienne, le 4 novembre dernier. Le ministre français des affaires étrangères ajoutait à « une disparition totale des armes nucléaires américaines en Europe sans que les dissuables conventionnelles et chimiques aient également été réduits serait dangereuse pour la sécurité de notre continent ». La position française n'a pas changé depuis cette date.

« Les Européens sont-ils sincères ? On a l'impression qu'ils ne proposent la liquidation des euromissiles que parce qu'ils jugent celle-ci irréalisable. On voit d'un seul coup surgir cette question des armes conventionnelles et chimiques, alors qu'on n'en parlait jamais jusqu'à maintenant. On pensait que les Européens se cachaient derrière la position « dure » des Américains. On a maintenant le sentiment que les Etats-Unis vont chercher à s'abriter derrière l'« intransigeance européenne », expliquait cet expert.

Les dirigeants soviétiques sont trop fins pour évoquer publiquement ce problème pendant la durée des négociations de Genève. Mais nul doute qu'il sera de plus en plus présent à l'esprit de tous.

M. T.

DOMINIQUE DHOMBRES.

« Un développement positif », estime Washington

Le gouvernement américain a réagi plutôt favorablement à la proposition soviétique d'élimination des euromissiles. Toutefois, certaines voix discordantes se sont fait entendre, notamment celle de M. Richard Perle, secrétaire adjoint à la défense, qui a estimé, dimanche 1^{er} mars, à Genève, que Moscou cherchait par ce biais « à mobiliser les opinions européennes » contre l'interprétation américaine du traité sur les missiles antibalistiques. Une telle interprétation justifie, du point de vue de Washington, le développement de l'initiative de défense stratégique, connue aussi sous le nom de « guerre des étoiles ».

Un autre important homme politique américain, M. Richard Lugar,

ancien président de la commission des affaires étrangères du Sénat, a exprimé lui aussi, à Genève, « quelques inquiétudes ». Ces voix sont cependant isolées, les déclarations venant de Washington convergent vers la satisfaction, tout en soulignant l'importance des mesures de vérification de tout éventuel accord.

« Notre première estimation est qu'il s'agit d'un développement positif », a estimé un porte-parole de la Maison Blanche, qui a ajouté : « Notre intention est de déposer très rapidement sur la table des négociations les termes d'un traité et nous espérons pouvoir aller rapidement vers un accord ».

Selon des responsables américains, la proposition de M. Gorbatchev est survenue alors que les Etats-Unis mettaient la touche finale à leur propre version d'un traité sur les missiles de portée intermédiaire.

En abandonnant le lien établi par l'URSS entre les divers dossiers de désarmement — armes de portée intermédiaire, armes stratégiques et armes spatiales, — M. Gorbatchev reprend la position traditionnelle américaine selon laquelle un accord dans un domaine ne pouvait être « tenu en otage » par l'état des négociations dans les autres secteurs, estime-t-on dans les milieux diplomatiques.

Certains responsables américains n'accroissent pas, dans l'initiative de M. Gorbatchev, l'aspect de propagande, notamment envers les opinions publiques européennes. Mais il est pour le moins délicat pour Washington de critiquer maintenant une « option zéro », proposée à l'origine par le président Reagan.

Les Etats-Unis devraient déposer cette semaine à Genève des propositions concernant les mesures de vérification, ont indiqué des responsables américains. Washington souhaite que chaque partie soit autorisée à effectuer un nombre limité d'inspections sur le terrain et s'attend à une opposition soviétique sur ce point.

Un signe est, en tout cas, encourageant : le groupe de travail américano-soviétique sur les forces nucléaires intermédiaires, qui siège à Genève dans le cadre des négociations entre Moscou et Washington, pourrait, indique-t-on de bonne source, continuer à siéger au-delà de la semaine prochaine, alors que les deux autres groupes sur les armes stratégiques et sur les armes spatiales — ajourneraient leurs débats mercredi. — (AFP.)

Les embarras de Paris

(Suite de la première page.)

On souligne, au Quai d'Orsay, que l'offre d'une négociation séparée sur les euromissiles, bien qu'elle rompe avec le « tout ou rien » pratiqué jusqu'à présent par les Soviétiques, « est dans l'air » depuis le sommet de Reykjavik, et que la France n'en est donc ni surprise ni incitée à modifier ce qui a été son analyse jusqu'à présent : le démantèlement des Pershing II et des missiles de croisière de l'OTAN laisserait terriblement démunis les Européens de l'Ouest, sans que, pour autant, celui des SS 20 dissipe tout risque d'agression.

Les rapports avec Bonn

Mais Paris se trouve confronté à un deuxième problème, davantage lié, celui-là, à la situation proprement française : celui qui posera inévitablement la force de dissuasion et des pourparlers américano-soviétiques aboutissent à ce démantèlement des euromissiles, on même simplement s'en approche. Jusqu'à présent, à Genève, on n'a jamais parlé, officiellement, de ces fusées soviétiques et américaines. Français et, d'ailleurs, Britanniques ont toujours indiqué que leurs propres forces nucléaires ne pouvaient être affectées par le résultat de ces pourparlers eurostratégiques, et ne devraient même pas être prises en compte dans le calcul de la balance des forces périodiquement fait par les experts des deux camps. Mais il est clair que, s'ils parvenaient à s'entendre sur la disparition de leurs propres arsenaux nucléaires respectifs en Europe, Américains et Soviétiques pourraient difficilement éviter d'aborder la question. Ce qui reviendrait tout simplement à remettre en question toute la stratégie française de dissuasion nucléaire « du faible au fort », hypothèse pour le moins difficile à imaginer à Paris (d'autant plus qu'il s'agit là d'une option qui bénéficie d'un très fort consensus droite-gauche).

Enfin, la nouvelle partie qui s'engage va probablement embarrasser Paris sur le terrain de ses rapports avec Bonn. Les Allemands de l'Ouest sont en effet d'autant plus intéressés par la proposition de M. Gorbatchev qu'ils y voient une relance possible des relations interallemandes : M. Honecker, de Berlin-Est, s'est d'ailleurs empressé de le suggérer explicitement au chancelier Kohl (lire d'autre part). En outre, cette « ouverture » soviétique va tout à fait dans le sens des ana-

BERNARD BRIGOULEIX.

par le président Reagan

technique. Le tout bien sûr en échange de la renonciation de l'OTAN à ses nouvelles armes.

Aussi bien, c'est parce que Brejnev et ses premiers successeurs ne pouvaient se résigner à accepter l'option zéro que le déploiement des Pershing est lié. Les gouvernements européens s'étaient quant à eux ralliés à l'idée américaine dans tous leurs communiqués : celle-ci était dans la ligne de la décision de l'OTAN de 1979, qui avait mis en parallèle les SS-20 soviétiques et les nouveaux « moyens de théâtre à longue portée », jugés nécessaires

pour l'Europe. Elle correspondait aussi au slogan que M. Mitterrand, l'un des plus chauds partisans de la décision de l'OTAN, avait lancé dès sa campagne électorale de 1981 : « Ni Pershing ni SS-20 ».

Seuls quelques grincheux avaient fait valoir qu'une nouvelle présence nucléaire américaine était nécessaire en tout état de cause en Europe face au renforcement militaire soviétique, avec ou sans SS-20. Ils n'avaient pas été entendus.

M. T.

DOMINIQUE DHOMBRES.

KADDAFI
ET SES "MERCENAIRES" AFRICAINS :
OU LES RECRUTE-T-IL ?
LA STUPÉFIANTE CONFESSION D'UN MAURITANEN
FAIT PRISONNIER AU TCHAD.

BOURGUIBA JUNIOR
QUEL RÔLE PEUT-IL JOUER DEMAIN ?

CRIMINALITÉ
POURQUOI ELLE S'ÉTEND EN AFRIQUE

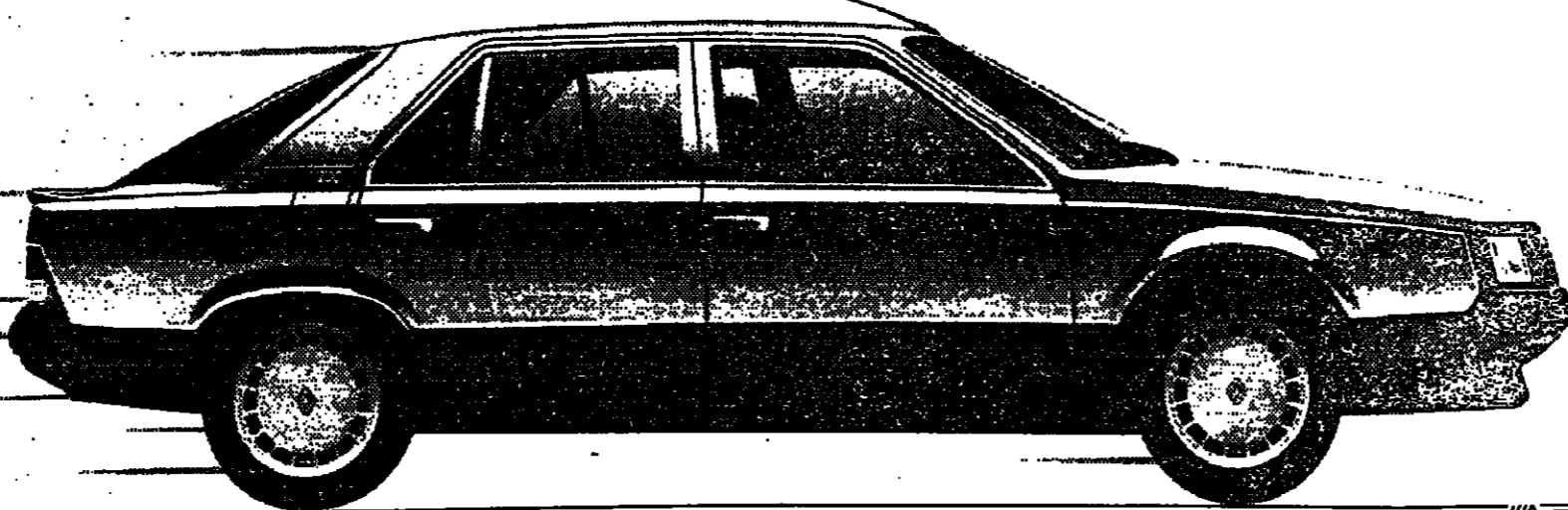
SEXUALITÉ
LA FEMME ET LE DESIR

C'EST DANS LE NUMÉRO 35 DE MARS

JEUNE AFRIQUE
Magazine

LE MAGAZINE QU'IL FAUT LIRE POUR ÊTRE DANS LE COUP
En vente chez votre marchand de journaux

UNE NOUVELLE QUI VA VITE.



RENAULT 25 - LE FABULEUX VAISSEAU



Au « Club de la presse » d'Europe 1

M. Mauroy dénonce l'« infamie » de la polémique sur l'amnistie de 1981

Pour M. Pierre Mauroy, qui participait, le dimanche 1^{er} mars, au « Club de la presse » d'Europe 1, la gauche « a fait son devoir en 1981 » car la loi d'amnistie votée alors était « dans ses dispositions exactement la même qu'en 1974 et 1969 ». Il a ajouté : « C'est une infamie de vouloir dire qu'on aurait voulu faire je ne sais quel tripatouillage pour faire s'échapper tel ou tel (...). Si vous voulez introduire l'idée qu'un délinquant qui bénéficie de l'amnistie est quelqu'un qui va devenir un criminel, il n'y a plus de démocratie. Ce sont des théories fascistes (...). Qui, sinon M. Raymond Barre, le renvoyé politiquement, dans un vision de son choix, le terroriste Abou Daoud, responsable du massacre des athlètes israéliens, à Munich en 1972 ?... Qui, sinon M. Jacques Chirac, a libéré sans jugement, le Japonais Furuya Yutaka ? Qui, sinon le gouvernement de M. Valéry Giscard d'Estaing, est responsable de la surrie à l'ambassade d'Irak ? Nous, socialistes, n'avons jamais libéré de terroristes criminels de sang. En dépit des rumeurs que je démens formellement, j'apporte mon soutien au gouvernement dans son action contre le terrorisme et j'ai quelque mérite. »

l'espérer que « le PS prendra les décisions qu'il faut pour aider ce rassemblement ».

Le PS a besoin d'un élan

Commentant la fusion de son courant avec celui de M. Jospin, le maire de Lille a jugé que le PS « a besoin d'un élan, d'une force, d'abord représentée par son premier secrétaire », et que l'important est « que la direction du parti puisse s'appuyer sur un courant majoritaire ». « Il est nécessaire de se rassembler autour d'une direction pour organiser l'élection présidentielle dans les meilleures conditions », a-t-il précisé. Puis il a indiqué que si M. Mitterrand ne se représentait pas, il soutiendrait « quel qu'il soit, le candidat socialiste » choisi par le PS.

Après avoir évoqué la cohabitation, dont les neuf premiers mois « servent de révélateur pour réexaminer, réévaluer, réapprécier ce qu'a été la gauche au pouvoir, ce qu'ont été nos gouvernements et celui de M. Laurent Fabius », M. Mauroy a déclaré qu'il n'a pas changé d'avis « sur le principe d'un secteur public nationalisé ». Il a poursuivi : « Le PS a besoin d'une réflexion collective pour répondre à ces questions. J'attache du prix à une cohérence de la pensée des socialistes. Le PS devra prendre position sur le secteur public qu'il faudra mettre en place si nous revenons au pouvoir. » A la question de savoir si les nationalisations (ou renationalisations) seront les mêmes qu'en 1981, il a répondu : « Il y aura une adaptation. Mais je tiens à cette idée. »

Décès de M. Louis Caiveau sénateur de la Vendée

Louis Caiveau (UDF-CDS), sénateur de la Vendée et maire de Saint-Hilaire-de-Riez, est décédé le vendredi 27 février à l'hôpital de Challans à la suite d'une maladie cardiaque. Il sera remplacé au Sénat par son suppléant, M. Louis Moïnard (app. UDF).

(Né le 3 octobre 1924 à Saint-Hilaire-de-Riez, dont il était le maire depuis 1965 après avoir été élu conseiller municipal pour la première fois en 1959, Louis Caiveau, gérant d'une entreprise de travaux publics, était conseiller général du canton de Saint-Gilles-Croix-de-Vie depuis 1970. Devenu sénateur le 10 septembre 1981 en remplacement de Lionel de Tinguy, décédé, Louis Caiveau, inscrit au groupe de l'Union centriste du Sénat, avait été réélu lors du renouvellement triennal sénatorial du 28 septembre dernier.)

(Né le 31 octobre 1930 à Nizac-sur-Ardèche, communiste dont il est conseiller municipal depuis 1971 et maire depuis 1977, M. Louis Moïnard, vice-président de coopérative agricole, est conseiller général du canton de Saint-Hilaire-de-Riez depuis 1982. Il a été élu au mois de 1986 en conseil régional des Pays de la Loire.)

Au « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Nallet dénonce le « corporatisme des nantis »

Invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », le dimanche 1^{er} mars, M. Henri Nallet, député socialiste de l'Yonne a plaidé pour une réflexion sur les droits du Parlement, plus importante selon lui que les discussions sur la durée du mandat présidentiel, et pour « une sorte de rénovation du débat démocratique ».

Après avoir expliqué que « la décision d'être candidat [à la présidence de la République] ne pouvait qu'être le fruit d'une longue méditation », M. Nallet a indiqué que, si M. François Mitterrand décide de ne pas se représenter, « le PS aura à choisir parmi ceux qui auront déclaré qu'ils se sentent appelés à braver ce poste ». « Je suis sûr, a-t-il ajouté, que le PS aura un candidat et un seul, que tous les socialistes seront derrière lui et que nous partirons pour gagner. »

« Les privatisations sont un succès, à condition de ramener cette opération à sa juste mesure », a estimé M. Nallet, tout en affirmant qu'elles « sont aussi le signe que le

gouvernement n'a pas de véritable politique économique ». Il a poursuivi : « Le gouvernement actuel connaît de grandes difficultés dans le domaine économique et il aura beaucoup de mal à sortir de la nasse dans laquelle il s'est enfoncé, car il n'a pas de politique sociale. La situation économique de la France demande une mobilisation générale (...). Pour que tout le monde se sente mobilisé, il faut une politique sociale juste. (...) Le libéralisme dont on nous a tant parlé avant les élections et que met en application MM. Chirac et Balladur, ce n'est après tout que le corporatisme des nantis. »

L'ancien ministre de l'Agriculture s'est d'autre part engagé à présenter au Conseil mondial de l'alimentation, dont il est le président, lors de sa réunion de juin en Chine, la proposition faite à Jean-Paul II par M. François Guillaume, actuel ministre de l'Agriculture, d'utiliser les excédents agricoles pour lutter contre la famine.

Le secteur public doit conserver un rôle de régulation assure M. Jospin

M. Lionel Jospin a clos, le dimanche 1^{er} mars, un colloque organisé par le PS sur le thème : « Le service public, un atout pour l'avenir ». Pour le premier secrétaire du PS, les services publics, malgré les attaques de la droite, « ont un grand avenir », car « les incertitudes économiques, les contradictions sociales, rendent plus actuel que jamais leur rôle de régulation ». Après « être félicité que les socialistes réfléchissent sur ce thème, afin de se préparer aux échéances, le gouvernement n'étant pas en train de réussir », le premier secrétaire du PS a souligné que le service public doit accepter d'« accompagner l'évolution technique de la société ».

M. Jospin a cité parmi les « attitudes directes » portées par le gouvernement contre les services publics la privatisation de TF 1 et le rétablissement du secteur privé à l'hôpital public. Evoquant « les menaces » contre la Sécurité sociale, il s'est demandé si le « scepticisme » de M. Séguin n'est pas en fait la traduction d'un projet d'« abandon » du principe de la solidarité. Si les services publics « devaient davantage être remis en cause, ce serait une véritable régression », a affirmé le premier secrétaire du PS.

L'évaluation

Apparavant, M. Michel Charzat avait souligné dans un rapport introductif que « le service doit évoluer ou disparaître ». Selon le secrétaire national du PS, cette évolution doit être d'adaptation à la modernisation de la société. « Il faut restaurer la conception républicaine du service public dont les grands principes, continuité, égalité, adaptation, doivent se traduire constamment en droits nouveaux pour les usagers et non en accroissement continu de la puissance publique ; il ne faut pas confondre continuité du service et éternité de la structure qui l'a engendrée », a affirmé M. Charzat. De son côté, M. Jean-Pierre Michel a souligné que, si l'action du

gouvernement « s'est révélée moins extravagante que les discours, l'œuvre destructrice accomplie en moins d'un an est importante : le budget de la recherche, les aides de l'Etat à l'industrie et à l'innovation ont été sacrifiés, tandis que la privatisation du patrimoine national fournit une contribution massive au bouclage du budget ». M. Michel a jugé que les actions analogues entreprises par M^{me} Thatcher en Grande-Bretagne ont donné des résultats désastreux.

M. Hubert Prévot, ancien commissaire du Plan, a plaidé, lui, pour le développement de l'évaluation des services publics qui doit devenir « un élément permanent de la gestion publique ». Celle-ci, a-t-il indiqué, ne sera acceptée que si elle est confiée à des organismes au-dessus de tout soupçon.

Enfin, M. Pierre Bérégoz, ancien ministre de l'économie, a énoncé une série de propositions, en partant de sa conception que « l'Etat ne doit pas se méfier de tout ». Afin de « mettre un terme à la conception de l'usage assujéti », il a estimé nécessaire qu'on « rompe le face-à-face direction-syndicats en incorporant les usagers dans les structures de discussions ».

Renouveau sans refus de l'« augmentation inexorable des prélèvements obligatoires », il a considéré qu'il fallait, pour financer les investissements dans le secteur public, faire davantage appel à l'épargne qu'à l'impôt. La « contrepartie » devrait être la « représentation sous une forme à imaginer des épargnants dans les conseils d'administration », tandis que les représentants de l'Etat devraient être « moins nombreux ». Et pour « désateler l'économie », il faudrait interdire à un fonctionnaire d'exercer des responsabilités pendant au moins cinq ans dans les secteurs où il aura exercé une tutelle administrative.

Les « rénovateurs » du PCF appellent à manifester contre le projet de réforme du code de la nationalité

Les communistes « rénovateurs » ont doublé la mise. Ils représentaient quinze fédérations lors de leur réunion du 31 janvier à Paris, destinée à élaborer un « manifeste » (Le Monde du 3 février), qui a maintenant vu le jour (Le Monde du 20 février). Ils sont passés à trente départements (1). Le collectif de coordination des rénovateurs communistes, baptisé COCORECO, s'est réuni, le samedi 28 février, dans une salle du palais de la Mutualité à Paris.

La principale décision du collectif est de s'associer à l'« appel pour une manifestation nationale contre le racisme, le dimanche 15 mars, à Paris ». Ce rassemblement contre le projet de code de la nationalité, décidé par un grand nombre d'organisations politiques, syndicales et associatives n'a pas, à ce jour, reçu le soutien de la direction du PCF. La coordination prend donc l'initiative d'appeler « tous les communistes à contribuer au succès » de cette manifestation « contre les projets de la droite relatifs au code de la nationalité et pour l'égalité des droits civiques ». Selon un membre de COCORECO, le silence du PCF par rapport à cette manifestation serait « mal ressenti par les militants ».

Le collectif a décidé de créer, « dans les quinze jours », des collectifs décentralisés départementaux et de mettre en place des « coordinations régionales ». Dans le mois qui

vient, « afin de répondre aux nombreuses demandes » qui affluent, selon un autre membre de la coordination, le manifeste politique des « rénovateurs » va être diffusé à cinquante mille exemplaires pour servir de base de discussion dans les rangs du parti.

Il apparaît de plus en plus, comme c'est le cas, semble-t-il dans le Finistère, que les « rénovateurs » quittent le terrain de la polémique interne avec la direction pour s'engager sur celui de la création de structures de débats parallèles afin d'affiner et de « populariser » leur propre programme politique. La direction du parti ayant reconnu officiellement aux exclusions, il est probable que, le moment venu, elle utilisera une autre formule administrative en considérant que les « rénovateurs » et ceux qui les suivent se sont mis, d'eux-mêmes, « en dehors du parti ».

O. B.

(1) La coordination est maintenant composée de représentants de l'Ain, l'Allier, les Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône, le Cher, la Drôme, l'Essonne, le Finistère, le Gard, la Haute-Garonne, l'Hérault, l'Isère, l'Indre-et-Loire, le Jura, les Landes, le Loir-et-Cher, la Meurthe-et-Moselle, la Moselle, le Nord, l'Oise, Paris, le Puy-de-Dôme, les Pyrénées-Orientales, les Hauts-de-Seine, la Seine-et-Marne, la Sarthe, la Saône-et-Loire, la Somme, le Rhône, le Val-de-Marne.

Echange de lettres entre MM. Chirac et Marchais

Sous le titre « Polémique Chirac-Marchais », l'Humanité du lundi 2 mars publie un échange de lettres entre le premier ministre et le secrétaire général du PCF dans lesquelles les deux hommes exposent leurs points de vue, opposés, sur la politique économique et les mesures salariales.

Apportant son soutien aux chemins en grève, M. Georges Marchais avait demandé à M. Jacques Chirac, par lettre du 13 janvier, que 4 milliards de francs versés, dans les jours suivants « aux bénéficiaires de l'emprunt Giscard » soient utilisés « pour satisfaire les revendications des travailleurs en lutte ». L'Humanité publie intégralement la réponse du premier ministre, en date du 18 février, dans laquelle il indique que « la politique conduite par le gouvernement a un objectif principal : l'emploi » dont la « réalisation implique que tout soit fait pour favoriser la croissance » et « notre compétitivité ».

Selon le chef du gouvernement « cet effort » suppose, entre autres, « une modulation des évolutions salariales » dans le cadre de la lutte contre l'inflation. Rappelant que son gouvernement a pris des mesures en faveur de l'emploi des jeunes et celui des « chômeurs de longue durée plus âgés », M. Chirac

conclut : « Lutter contre les inégalités, c'est, me semble-t-il, lutter avant tout contre la première d'entre elles, le chômage. Dans ce combat difficile, poursuivi, il n'existe pas de recettes miracles ni de succès assurés d'avance. Encore faut-il, si nous voulons aboutir, à la fois faire preuve de détermination et savoir accepter la solidarité au profit de nos concitoyens privés de travail ».

« Entre l'augmentation des salaires et les intérêts des groupes financiers et des milliardaires, vous avez une fois de plus tranché au profit de ces derniers », écrit, une nouvelle fois, M. Marchais dans une missive du 27 février. Le secrétaire général du PCF analyse la réponse de M. Chirac comme « un plaidoyer en faveur de la politique d'austérité » qui, selon lui, « est catastrophique pour les gens comme pour l'économie du pays ». Il souligne que « les causes de l'inflation ne résident pas dans l'augmentation des salaires ». Le dirigeant communiste se prononce pour « une autre politique » qui « s'appuie sur la nécessité de produire français, de faire fructifier les richesses de notre pays aux plans humain, économique et scientifique et de coopérer avec tous les pays ».

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA
1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109
MBA Master of Business Administration
Reconnu par l'état de Californie. Programme à San Francisco en 14 mois spécialisé en Management International, associant une pédagogie active à une expérience pratique par le projet personnel et professionnel.
3^e CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur : Titulaires de maîtrise, ingénieurs, médecins, pharmaciens, architectes, I.E.P...
Programme de 12 à 14 mois conduisant au Master of Business Administration (M.B.A.) à Paris et à San Francisco.
2^e CYCLE Cours spécifique de deux ans préparant au Master of Business Administration.
Informations et sélections : European University of America 3, imp. Royer Collard (M. Luxembourg), 75005 Paris - (1) 46 34 66 06
Conseillé par European University of America • San Francisco • Californie.

Garagistes, rejoignez l'UAP.
Les prix de la réparation automobile ont été libérés... dans l'intérêt de tous, ne les laissons pas dérapier! L'UAP a décidé d'engager une vaste campagne de sensibilisation sur ce thème, et aujourd'hui, nous nous proposons de passer, avec les garagistes qualifiés, des "accords de modération".
Garagistes! associez-vous à l'UAP pour contenir la hausse des tarifs de réparation.
Nos assurés, ils sont plus de 2 millions, auront alors intérêt à faire effectuer l'ensemble de leurs réparations chez vous.
Ces accords sont ouverts à tous! Renseignez-vous auprès de notre agent local, ou téléphonez au (16.1) 47.74.20.91 ou (16.1) 47.74.24.91.
PLUS DE 30.000 PERSONNES À VOTRE SERVICE, N°1 OBLIGE.

Société

après la condamnation de Georges Ibrahim Abdallah

deux mille cinq cents collègues chargés de la sécurité des bâtiments officiels et lieux publics dans la capitale et sa banlieue y restent.

Au-delà de ces précautions, les réactions se sont multipliées après le verdict rendu par la cour d'assises de Paris, samedi 28 février, peu après 11 heures. Aux États-Unis, la presse saluait unanimement le courage de la justice française,

oubliant qu'elle l'avait largement mis en doute tout au long des audiences du procès. A Moscou, l'agence Tass souligne que les États-Unis ont pesé de tout leur poids sur les juges, et que ces derniers se sont appuyés sur des « arguments plutôt boiteux ». *Al-Nida*, le journal du Parti communiste libanais, indique, pour sa part, que le verdict s'apparente à une « déclaration de guerre ».

En France, à l'exception du Parti communiste, l'ensemble de la classe politique donne un « coup de chapeau » aux sept magistrats professionnels qui ont condamné Georges Ibrahim Abdallah.

M. Pierre Mauroy, premier ministre de 1981 à 1984, a déclaré : « Je dois dire mon soulagement, car j'ai eu peur pour mon pays d'un Munich judiciaire, d'une mesure qui aurait

entaché l'honneur de la justice et l'honneur de la France ».

A Koubayat, village libanais où réside la famille de Georges Abdallah, ses frères se refusent à commenter le verdict. « Il n'y a rien à dire », a déclaré Maurice Abdallah. « Cette affaire ne nous concerne plus », a conclu, provisoirement, Joseph Abdallah, le frère aîné.

Dans les milieux politiques

Le consensus n'exclut pas le soupçon

« *Indépendance* » : tous les partis politiques, à l'exception du PCF, louent celle des magistrats qui ont condamné Georges Ibrahim Abdallah. M. Giscard d'Estaing la « salue », et M. Toubon, secrétaire général du RPR, n'en est pas surpris. M. Mauroy dit sa « fierté ». Mais au-delà de ce « coup de chapeau » à la justice, comme dirait M. Mitterrand, secrétaire général de la CFDT, le verdict du consensus craque sous le poids du soupçon.

Il y a doute, pour le moins, du côté des socialistes. Tous se posent la même question : le gouvernement s'il tenté de faire pression sur la justice, via l'avocat général, afin d'obtenir un verdict de clémence ? Quelques-uns répondent implicitement, d'autres clairement, pour accuser le gouvernement. « On se l'impression que le gouvernement faisait pression, indiquait aux juges dans quelle direction ils devaient aller », déclare M. Jospin, qui ajoute : « S'il y a une raison d'État, dans une démocratie, dans un Etat de droit, c'est aux pouvoirs publics de l'assumer. Ce n'est pas aux juges de la faire ».

M. Fabius, interrogé par Le Matin 98,8 FM, estime que les magistrats ont « refusé le principe de Pasqua », c'est-à-dire vraisemblablement celui énoncé par le ministre de l'Intérieur à « Questions à domicile », le 26 février, selon lequel « la démocratie s'arrête où commence l'intérêt de l'Etat ».

Si M. Héméon se contente de relever le réquisitoire d'une « indulgence stupéfiante », prononcé par l'avocat général, M. Queyranne, porte-parole du PS, dénonce le

« double langage » d'un gouvernement qui revendique « fermeté et intransigeance » face au terrorisme et laisse planer le doute sur ses souhaits avant la condamnation d'Abdallah.

Pour M. Mauroy, la cause est entendue. Il s'agit bien de « double langage », car le gouvernement « avait préparé un verdict de clémence ». « J'ai eu peur pour mon pays d'un Munich judiciaire, d'une mesure qui aurait entaché l'honneur de la justice et l'honneur de la France », a-t-il déclaré, dimanche 1^{er} mars, à Europe 1.

Les doutes sont également certitudes pour le PCF, mais en sens inverse. La presse communiste — *Humanité-Dimanche* et *Humanité* datée du lundi 2 mars — accuse la justice d'avoir cédé aux pressions américaines, au « lobby pro-américain et pro-israélien », selon l'expression utilisée par François Hilsen dans l'*Humanité-Dimanche*.

« Tout et n'importe quoi »

La *Lettre de la Nation*, bulletin quotidien du RCP, ne relève pas les attaques du PCF mais s'intéresse aux soupçons émis par les socialistes qui, écrit Michel Dumont, « résistent manifestement mal à l'idée de dire tout et n'importe quoi ». Le bulletin du RPR réplique les accusations lancées par le Front national et singulièrement par M. Le Pen, selon lequel le gouvernement avait préparé « une manœuvre policière » et pensait que « les juges otempéreraient aux injonctions de l'avocat

Dans la presse parisienne

Unanimité moins une voix

Washington a gagné, sous les applaudissements de Tel-Aviv (L.). Le procès Abdallah a été de haut en bout piloté pour et par une puissance étrangère : avec ce jugement sans appel, sous la plume de Claude Cabanes, le quotidien communiste *l'Humanité* apporte la seule note discordante dans le concert d'approbations et d'éloges de la justice qui commente, dans la presse nationale, la condamnation de Georges Ibrahim Abdallah par la cour d'assises de Paris.

Claude Cabanes brocardé dans *l'Humanité* « les grandes déclarations boursoifiées sur l'examen des faits, l'indépendance de la justice ou l'Etat dit de droit », avant de conclure en ces termes : « Pas à pas, mais sûrement, la perspective d'une grande conférence internationale, qui pose les bases politiques d'une solution de fond pour en finir avec toute cette horreur, fait son chemin. La France, fidèle à

son histoire et à ses amitiés traditionnelles, pourrait prendre une part décisive dans ce travail de paix. Le jugement rendu samedi la range du côté des forces de domination qui entretiennent la guerre. Il y a les démocraties molles et les démocraties dures, a déclaré un des acteurs du procès. Il y a surtout les nations libres et celles qui ne le sont pas ».

« Ce verdict, estime au contraire Philippe Tesson dans le *Quotidien de Paris*, scelle d'une certaine façon notre histoire, la part de notre histoire qui est en rapport avec le terrorisme. Ces sept juges sont comme le destin qui a agi pour nous. De fait, leur décision nous oblige. Elle écarte pour un temps toute hypothèse de compromis avec le terrorisme arabe. Nous sommes désormais condamnés à la fermeté, ne l'aurions-nous pas voulu, et, par là même, au danger. C'est l'honneur forcé. D'ailleurs, à l'étonnement constaté de vendredi soir, lorsque sonnait le honteux triomphe de la raison d'Etat, succède depuis samedi un mouvement quasi insensible de fermeté. Même les politiques sont pris au piège de l'honneur. Qui, à droite comme à gauche, oserait publiquement regretter que justice ait été faite ? Le droit vient de remporter une victoire sur la politique, la morale sur la raison d'Etat. Ces revanches seront éphémères et coûteuses. Mais elles font du bien ».

« L'Etat, c'est l'Etat de droit »

« Il y a des juges en France », proclame dans le *Figaro* Alain Peyrefitte, et qui ont su demeurer « sourds » aux « messages » de la raison d'Etat et de l'indulgence facécieuse. Ces magistrats, écrit encore Alain Peyrefitte, « ont démontré que, pour eux, l'Etat, c'est l'Etat de droit. Ils appliquent la loi. Le « raison d'Etat », c'est au pouvoir politique de l'apprécier. Le pouvoir législatif peut adopter une loi d'amnistie. Le chef de l'Etat peut user du droit de grâce. Ce n'est plus l'affaire des juges ».

Dans l'*immédiat*, conclut l'éditorialiste du *Figaro*, la France court, certes, des risques sérieux.

Les Etats-Unis ont accueilli le verdict avec « satisfaction »

Les milieux officiels et les médias américains ont réagi au verdict du procès Abdallah en saluant, de façon unanime, le courage des juges et un acte à l'honneur de la justice française.

A Washington, le département d'Etat s'est déclaré « satisfait », samedi 28 février, de la condamnation à la réclusion criminelle à perpétuité de l'inculpé, chef présumé des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL) en Europe. « Les Etats-Unis accueillent avec satisfaction la décision de la cour spéciale française. Ce que nous cherchions dans ce procès était

se constituant partie civile (...), les Etats-Unis demandaient que justice soit faite, et justice a été rendue », a déclaré M. Rodgers, qui a affirmé que Washington n'avait « pas fait pression sur le gouvernement français » pour obtenir un jugement sévère et a réfuté toute « ingérence » dans les affaires françaises.

Un test de la volonté

La presse américaine, de son côté, a suivi avec attention le déroulement du procès, y voyant un test de la

cher à l'avenir de nouvelles attaques (terroristes en France) et encourage la libération des otages français détenus au Liban ».

M^{me} Sharon Ray, la veuve de l'attaché militaire Charles Ray, tué en janvier 1982, a rendu, pour sa part, hommage au « courage » des juges, avant d'ajouter : « Je n'ai pas dormi depuis cinq ans ; j'ai retrouvé la paix ».

Une « foi absolue »

En Israël, c'est aussi la satisfaction qui domine tant du côté gouvernemental que dans la presse. « Ce verdict confirme la foi absolue qu'Israël a en la justice française », a déclaré un porte-parole du ministère des Affaires étrangères. Dans un éditorial, le *Jerusalem Post* affirme : « Il y a de bonnes raisons de croire qu'un tribunal français a sauvé le gouvernement français de lui-même ».

Interrogé par le journal, M^{me} Esther Ventura, la sœur de Yaacov Barsimontov, le diplomate israélien assassiné en 1982 à Paris, s'est refusée de commenter le verdict, disant simplement : « Cette condamnation ne ramènera pas la victime en vie et n'atténue pas notre douleur ».

A Beyrouth, la condamnation de Georges Ibrahim Abdallah a fait, dimanche, la « une » de tous les journaux, qui s'abstiennent en revanche de commentaires. Certains organes pro-syriens ou communistes relèvent toutefois la satisfaction de Washington. *Al-Nida*, journal du PC libanais, estime que le verdict est un véritable « déclaration de guerre » aux partisans d'Abdallah.

A Moscou, l'agence Tass a estimé, samedi, que l'accusation s'est appuyée sur des « arguments plutôt boiteux », et elle fait allusion à un éventuel « rôle des Etats-Unis » dans la sévérité de la sentence. « Après un premier procès contre le chef présumé des FARL, l'été dernier à Lyon, un verdict considéré comme trop clémente par Washington avait déclenché un conflit franco-américain », écrit Tass avant d'ajouter que, « selon le célèbre avocat (de la défense) Jacques Vergès, l'accusation a voulu, cette fois-ci, faire plaisir à l'Oncle Sam ». — (AFP, Reuter.)

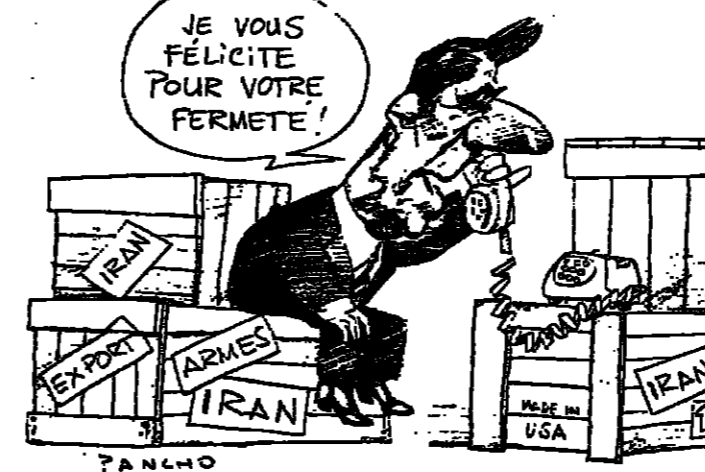
Un jugement qui renforce l'Etat de droit. La presse occidentale a salué dans son ensemble, le lundi 2 mars, le « verdict courageux » des juges français qui ont condamné à perpétuité Georges Ibrahim Abdallah, et ont rendu service à l'Etat de droit démocratique face au terrorisme ».

« Honneur sauf », titre le *General Anzeiger* de Bonn, proche du ministère des Affaires étrangères : « L'honneur du pays et de sa justice a été sauvé au dernier moment. Sept juges ne se sont pas laissés intimidier et ont rendu à l'Etat de droit un service plus grand que ne le demandait le gouvernement Chirac ».

Deux Basques espagnols expulsés de France

Deux Basques espagnols ont été expulsés, samedi 28 février, du territoire français vers l'Espagne selon la procédure d'urgence absolue. Il s'agit de M. Juan Napal-Chucca, trente-six ans, expulsé dans la matinée, et de M. Tarsicio Rey Patacoa, trente ans, qui ont été quarantème et quarante-et-unième personnes expulsées selon cette procédure.

M. Napal-Chucca, qui vivait en France depuis quelques années, a été appréhendé dans la matinée à Biarritz (Pyrénées-Atlantiques) et expulsé vers midi. M. Tarsicio Rey Patacoa, qui demeurait depuis de nombreuses années à Saint-Martin-de-Hinx (Landes), a été appréhendé samedi après-midi et expulsé vers 17 heures.



la justice, et justice a été rendue », a déclaré un porte-parole. Les Etats-Unis, qui d'habitude portés partie civile dans ce procès, cherchaient également à souligner leur détermination dans la lutte contre le terrorisme international et dans le soutien à la primauté de la loi (...). face aux ravages commis par ceux qui violent les principes les plus fondamentaux de la civilisation, a-t-il ajouté.

A Paris, l'ambassadeur américain, M. Rodgers, s'est exprimé dans le même sens, indiquant que les Etats-Unis étaient « heureux que Georges Ibrahim Abdallah ait été jugé et condamné » pour complicité dans l'assassinat en 1982 de Charles Ray, attaché militaire adjoint à l'ambassade des Etats-Unis en France, et dans la tentative d'assassinat du consul Robert Robert Hoeman, en 1984 à Strasbourg. « En

A Koubayat, dans le fief de la famille

« Il n'y a rien à dire »

Koubayat (AFP). — La famille Abdallah était sous le choc et gardait, dimanche 1^{er} mars, un silence obstiné, au lendemain du verdict de la cour d'assises de Paris condamnant Georges Ibrahim à la réclusion criminelle à perpétuité. Au petit matin, la brume enveloppait le village chrétien de Koubayat, au nord du Liban, et quelques vieillards, le dos courbé et appuyés sur leur canne, marchaient lentement dans les ruelles encore désertes. Seule, la présence de journalistes venus recueillir une réaction de la famille aimait la place de la localité.

A l'entrée de la modeste maison familiale, une bâtisse d'un étage en pierre de taille, entourée d'un jardin planté d'arbres en fleur, Maurice Abdallah, vingt-trois ans, le visage fermé, est appuyé contre un mur. Il refuse de parler aux journalistes de l'AFP, mais accepte néanmoins de les inviter à boire le café. Emile, vingt-six ans, arrive à bord de sa voiture et pénètre dans la maison.

Sur les murs, des images pieuses

A l'intérieur, à la porte de sa chambre à coucher, se tient la mère, toute de noir vêtue, les traits tirés et les yeux rongés par les larmes versées depuis qu'elle a appris, samedi, le sort que la justice française a réservé à son fils Georges. « Je m'en remets à Dieu », dit-elle d'une voix à peine audible.

Le salon est encore en désordre. Les deux de Georges se met avec ses deux garçons à le ranger à la hâte. « Nous avons veillé tard. Nous n'avons pas encore pu faire la chambre. Que Dieu nous aide », dit-elle en s'excusant.

Sur les murs de la pièce, des images pieuses et des photos de

famille, notamment celle du père, un adjudant de l'armée libanaise décédé il y a quelques années, et son vieux fusil de chasse. Au milieu de la salle de séjour, un poète à marot qui parvient à peine à chanter la chambre, tant le froid est rude dans ce village situé à 136 kilomètres au nord de Beyrouth.

Sur les divans, sont assis Emile et Maurice. Ils font un effort de convivialité, mais le cœur n'y est pas. « Pas de commentaires », affirme Emile. « Il n'y a rien à dire », renchérit le second. Au moment où le café est servi, entre le benjamin de la famille, Robert, vingt ans ; vêtu d'un jean et d'un pull bleu, les cheveux longs et en bataille, il s'assied à même le sol et sur son visage se lit la colère rentrée. Il ne dira rien.

Devant l'insistance des journalistes, l'ainé, Joseph, trente-neuf ans, dit : « Cette affaire ne nous concerne plus. Le verdict a été prononcé, alors à quoi bon parler ». Interrogé sur les déclarations de l'avocat de Georges, M^{me} Jacques Vergès, qui a affirmé que le verdict sonnait comme « une déclaration de guerre pour beaucoup de militants arabes », Joseph regarde ses frères avant de répondre : « Nous sommes ici tous les quatre. Nous sommes des gens ordinaires et non pas des militants arabes ».

Aucun ne veut commenter l'attitude de Georges pendant son procès. « Pourquoi ne se pourvoit-il pas en cassation ? », demandent les journalistes. — Ils seraient capables de le condamner à mort, dit Joseph. — Mais la peine capitale a été abolie en France, ajoute le journaliste. — Ils voulaient rétablir spécialement pour lui avec un effet rétroactif », répond-il d'un ton sarcastique.

MONDES EN DEVENIR
LA NOUVELLE VOIE CHINOISE
ou l'air pur du soir
Joseph OWONA
L'analyse du renouveau chinois
M 21 01-296 p - 97 F

Berger-Levrault

CULTURE GÉNÉRALE
UNE METHODE POUR REVOIR LES BASES.
Le parcours santé de l'équilibre et de la réussite

Consultez quelques heures par semaine la mise à jour des connaissances de base. Une méthode qui présente les 20 notions-clés de la culture générale sous une forme simple, dans la chronologie des événements, des mouvements de pensée et des hommes, des civilisations.
Littérature, arts, langues, sciences, politique, économie, religions, etc.
Documentation gratuite à l'Institut Culturel Français, avenue de la République, 92300 Paris-La Garenne. Tél. (1) 42-70-72-63.

AUTOMOBILISME : la préparation des grands prix de F1

Leur première Camel

La Fédération internationale de sport automobile (FISA) vient d'accepter, sous la pression des équipes de formule 1, de réduire à seize le nombre des grands prix cette saison contre dix-sept habituellement.

promotion de tous les championnats du monde organisés par la Fédération. « Nous avons confiance en lui et il est déclaré « même s'il s'agit d'un interlocuteur difficile ».

Les quatre équipes victorieuses du grand prix de formule 1 automobile en 1986, Williams (9 victoires), McLaren (5), Lotus (2) et Benetton (1), étaient, du 21 au 27 février, à Rio-de-Janeiro pour une séance d'essais sur le circuit de Jacarepaguá, qui accueillera, le 12 avril, le premier grand prix de la saison.

RIO-DE-JANEIRO de notre envoyé spécial

Plus de 30 degrés à l'ombre dès le début de la matinée! Le soleil assèche un peu plus le circuit de Jacarepaguá, cet ancien étang de jacarés (petits crocodiles) qui sera bientôt livré à l'appât des promoteurs immobiliers.

rés à partir de huit cents dollars, ont effectué leur premier tour de route les 11 et 12 février sur le circuit de Domington.

Turbos à quatre bars

A Rio, Lotus et Williams, qui ont désormais en commun le moteur Honda, ont vécu leur première expérience de cohabitation.

à ne pas se disperser en procédant à des séances d'essais en commun, mais sur le terrain chaque équipe travaille avec les ingénieurs et les mécaniciens qu'on lui a délégués.

En revanche, comme la plupart des techniciens présents à Rio, le directeur technique de Lotus est beaucoup plus sceptique sur l'efficacité et sur la précision des nouvelles valves imposées par la FISA pour limiter la pression de suralimentation des turbos à quatre bars.

GÉRARD ALBOUY.

ATHLÉTISME : les championnats de France de cross-country

Haleines fraîches

Les favoris ont fait la loi aux championnats de France de cross-country disputés dimanche 1^{er} mars à Remes. Le Savoyard Paul Arpin (AS Aix-les-Bains), irrésistible depuis le début de la saison, s'est imposé devant Thierry Pantel (CA Sorgues) et le tenant du titre Pierre Lévisse (Racing-Club de France).

championne de France cadette, ou Yann Millon, son homologue chez les garçons? Jusqu'à présent, l'histoire sportive répondait non.

ses titres nationaux. Nous n'avons jamais cherché la performance à tout prix. Nous avons toujours pu travailler en pensant à l'avenir.

Tous les entraîneurs n'ont pas cette chance. Certains, mal informés, sont confortés dans des choix de préparation erronés par des résultats flatteurs.

Paul Arpin a amélioré son aérobie en courant derrière les chèvres pâturées dans les pâturages de la Tarentaise ou en passant l'hiver aux Arcs, comme moniteur de ski de fond.

Il y a des cadets qui s'entraînent comme des seniors, c'est-à-dire six ou sept fois par semaine. Ceux-là sont usés prématurément, explique Georges Gacon, entraîneur national de demi-fond.

Il font désormais partie, avec Jean-Yves Bercou, vingt-trois ans, Cyril Laventure, vingt-trois ans, Emmanuel Goulin, vingt-quatre ans, de la relève du cross-country français.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

RENNES de notre envoyé spécial

Sous de méchantes couvertures militaires marron, les corps sont recroquevillés, les uns tarabudés par la douleur d'un point de côté, les autres terrassés par l'hyponatrémié.

Il faut les soutenir à bras-le-corps, car la noria des civières ne suffit plus à les transporter jusqu'au poste de secours tout proche. Là, elles récupèrent lentement, noyant parfois leurs souffrances dans une salitaire crise de larmes.

MARC BALLADE.

TENNIS : le tournoi de Key Biscayne

La cinquième levée

Le tournoi organisé sur une quinzaine à Key Biscayne, en Floride, et qui se terminera dimanche prochain, a été surtout marqué par trois non-brésiliens: l'Allemand Boris Becker, tête de série numéro 3, et se retire à cause d'un mal de nez, sans frapper une seule balle, laissant un vide dans le tableau qui devrait profiter à l'Américain Camoros, vraisemblablement opposé en demi-finale à Ivan Lendl.

L'Américain John McEnroe, après des manifs desastreuse, ne participe qu'au double, où il fut éliminé au premier tour après les contestations d'usage. Eszta Ivan Lendl, favori de l'épreuve

masculine, dut batailler ferme pendant cinq sets pour passer l'obstacle Paul Anaconne au deuxième tour. Seul Français encore en lice, Yannick Noah jouera contre l'Américain Kriek en huitième de finale. En trois matches contre des adversaires pourtant modestes, Noah a dû jouer quatorze sets.

Chez les dames, où Nathalie Tauziat a atteint les quarts de finale, l'Allemande Graf et l'Américaine Navratilova devaient s'affronter en finale, rencontre qui remplace les sempiternels duels Evert-Navratilova d'antan.

KEY BISCAÏNE de notre envoyé spécial

Les moustiques en sont toutes dégoûtées. Si elles tombaient dans le ciel de Key Biscayne au-dessus du nouveau complexe où se déroule le tournoi Lipton, c'est qu'elles avaient l'habitude d'y venir manger. Avant le chantier, il n'y avait qu'un terrain marécageux où la moustique abondait. De là, tous les vols répétés d'oiseaux en manège qui viennent raffer hamburgers et pain, hot-dogs et gâteaux, avec une adresse stupéfiante. Il faudrait pourtant qu'elles s'habituent au ciment, et, une fois par an, à une quinzaine de fêtes.

Voilà le tournoi pour sa troisième édition dans ses murs, sinon dans ses meubles. En effet, si les installations sont pour l'instant temporaires, le site est permanent. De là à ce que le «Lipton» devienne la cinquième levée du grand chelem, il y a un pas qu'il faut franchir les joueurs eux-mêmes. Jimmy Connors - une fois n'est pas coutume - pose les seules vraies questions. « Pourquoi au juste s'est-on

besoin d'un cinquième tournoi du grand chelem? Et si jamais le Lipton le devient, qui empêcherait les grandes super-étoiles de rechercher les autres les autres le même statut? On reconstruit, dit-il vingt-cinq ans, des joueurs à tous les coins de rue se proclament champion d'un tournoi majeur.

Voilà qui était fait pour apporter du baume au cœur de Philippe Chatrier, le président de la Fédération internationale. Même les joueurs les plus engagés dans leur association respective manquent généralement de conviction quand il s'agit de promouvoir «leur» tournoi face à ceux du grand chelem. Seule Martina Navratilova ne pouvait s'empêcher de lancer une flèche à destination de Sir Brian Tobin, président de l'Association de tennis australien. « Le Lipton pourra devenir non seulement le cinquième, mais le quatrième tournoi mondial, si les quatre grands tournois existants dans leur projet insistent d'installer l'herbe artificielle dans le nouveau centre de tennis actuellement en construction à Melbourne. Ce qu'elle ignorait peut-être, c'est que Sir

Brian rencontre les pires ennemis budgétaires et syndicaux sur les chantiers, à tel point qu'il vient de signer une prolongation pour un an avec le respectable club Kooyong. Martina pourra peut-être rejouer donc sur l'herbe naturelle australienne en 1988. Et même au-delà.

Coupage court à toute spéculation sur la fin pro de sa carrière, elle nous amonça, dimanche, son intention de continuer à jouer jusqu'à l'âge de trente-cinq ans.

Elle demanda, par ailleurs, que joueurs et joueuses se rencontrent au meilleur des cinq sets à partir des quarts de finale dans des tournois majeurs. Elle était soutenue par l'Américaine Evert, qui avoua, désespérante: « Je me demande bien pourquoi on ne nous a pas critiqués plus vertement pour les prix que nous touchons, relativement au travail journalier.

La championne, ici, remportera 150 000 dollars. Le gagnant, 112 000 dollars. L'être féminin a-t-elle attrapé mauvaise conscience? MARC BALLADE.

FOOTBALL : championnat et Coupe de France



Jean-Pierre Papin, auteur du but marseillais contre Rennes

Reprise-surprise

La vingt-quatrième journée du championnat de France de football de première division, qui reprenait ce week-end après dix semaines de trêve, a été marquée par un nombre inhabituel de victoires à l'extérieur, puisque cinq des neuf équipes en déplacement l'ont emporté.

Après Auxerre, qui s'était imposé dès vendredi à Laval (2-0), Brest, Nice, Lille et le RC Paris ont gagné à leur tour sur terrain adverse, respectivement face à Monaco, Paris-Saint-Germain, Nancy et Sochaux. Bordeaux, souverain face à Nantes quatre jours avant de recevoir le Torpedo de Moscou en quart de finale de la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupes, et Marseille, vainqueur étié d'une courageuse équipe de Rennes, ont désormais creusé l'écart en tête du classement. Ils précèdent Toulouse, Auxerre et Monaco de six points. En bas de tableau, Rennes, la lanterne rouge, compte maintenant deux points de retard sur Nancy et Toulon.

En Coupe de France, les seizantièmes de finale, disputés ce week-end, voyaient l'entrée en lice des clubs professionnels de deuxième division. Les promotionnaires martiniquais de la JA Tréville ont créé la principale surprise en éliminant Guingamp par 2 à 1, tandis que Martine-Joëlle (division d'homme) battait Abbeville (deuxième division) par 1 à 0. C. Cuisseau-Louhans, Bourges, Nîmes, Quimper et Istres font partie des autres victimes illustres.

Les résultats

Table with 2 columns: Match and Score. Includes results for Monaco, Nantes, Nice, Lille, Lens, and other teams.

Rugby

Table with 2 columns: Match and Score. Includes results for Grenoble, Stade Toulousain, Montferrand, Narbonne, and Graulhet.

COUPE DU MONDE (Dames)

Table with 2 columns: Match and Score. Includes results for Stalov de Zwiesel, Corinne Schmidhauser, Erika Hess, and Roswitha Steiner.

Ski nordique

LA VASALOPPET Anders Larsson a remporté dimanche 1^{er} mars, à Mora (Suède), la traditionnelle Vasaloppet, devant quatre autres Suédois.

Tennis de table

CHAMPIONNATS DU MONDE Simple messieurs. - Jiang Jialiang (Chi.) bat Jan-Ove Waldner (Sué.), 14-21, 21-18, 21-11, 24-22. Le Français Patrick Renversé avait été éliminé en huitièmes de finale par le futur vainqueur.

Ski alpin

COUPE DU MONDE (Messieurs) Super géant de Furano (Japon). - 1. Marc Girardelli (Lux.); 2. Pirmin Zurbriggen (Sui.); 3. Leonhard Stock (Aut.).

LES DEMOISELLES D'ORCHIES

En basket féminin National I, l'étonnement de l'année c'est la montée de l'équipe d'Orchies qui de National II l'an dernier remporte aujourd'hui de magnifiques succès.

Deux matches restent à jouer et les Demoiselles d'Orchies semblent susceptibles de défendre les couleurs de la France à l'étranger. Elles portent un maillot Leroux qui en dit long sur le dynamisme et les qualités que confère la Chicorée, véritable trésor de bienfaits.

MUSIQUE

«Les Puritains», salle Favart

Bellini mérite une revanche

Bellini écrivait à Pepoli, son librettiste : «L'opéra doit tirer des larmes, terrifier les gens, les faire mourir par le chant.»

C'est bien dommage pour l'entrée au répertoire de notre Académie nationale d'un opéra créé en 1835 ! Fan-ti croire, après «l'Éclair de Pavane»...

gardent une pureté presque glauque... De tout ce mouvement si sensible et varié de la musique, on n'a guère pu s'apercevoir...

L'exécuteur résider dans la stupidité du livret, bien qu'on en ait vu d'autres. Et on n'envie guère André Serban, chargé de mettre en scène ce tissu d'intravraisemblances...

Serban a utilisé l'atmosphère guerrière pour donner un semblant d'unité à cette histoire inventée; ses puritains ressemblent plutôt à des chousans et leur fortresse à une cour de ferme.

Mais quelle santé dans la voix fabuleuse de June Anderson, son rôle de jeune fille, qui s'écroule mal que la jeune fille, qui s'écroule mal que la jeune fille...

Rockwell Blake), qui atteint à une grande puissance dans un des rôles de tétrar les plus aigus, voix claire et lisse, qui manque de personnalité cependant.

Mais l'Opéra de Paris doit une revanche à Bellini, et de préférence au palais Garnier, qui s'accorderait mieux avec l'ampleur de l'œuvre.

JACQUES LONCHAMPT.

La semaine du mélomane Plaisirs guidés

Erna par les réveries du mélomane, son voisin critique est venu lui offrir toutes ses places de concert de la semaine et, de sa fenêtre, observe l'embarras du bonhomme.

«Cosi Fan Tutte» à Saint-Etienne Un Mozart risqué et crépusculaire

Dans une Venise décatie, quatre adolescents vont à l'école des amants, par une folle journée de carnaval.

En matière d'opéra, la ville natale de Massenet revivait de loin (notre ennemi). Après les Manon de routine dont se contentaient jusqu'ici les Stéphanois...

ainsi le début d'incendie provoqué par le moteur emballé du bateau tournant. De fréquents décalages rythmiques ont, d'autre part, fait tituber les ensembles vocaux dont est truffée la partition.

Claude Raymond, qui a fait ses classes auprès de Karajan, a eu beau fustoyer ses troupes d'une baguette préemptoire, la cohésion ne s'est pas encore faite entre les musiciens, qui jouaient ensemble pour la première fois.

Le trio d'hommes qui l'entourent est moins exceptionnel que celui de la création (Rubini, Tamburini, Labache) mais fort honorable.

Cette crédibilité, cet engagement de chacun, rares à l'opéra, ont aidé en tout vocales d'Alfonso et Guglielmo (Christian Tréguier et Mario Hacquard), et rendu moins douloureux les problèmes de justesse d'Hélène Perraguin, Dorabella, par ailleurs merveilleuse d'épanouissement sensuel.

CINÉMA «Stand by me», de Bob Reiner Le dernier été des innocences



Le premier long métrage de Bob Reiner, d'après une nouvelle de Stephen King. Une descente merveilleuse sur une planète inconnue, celle des petits garçons.

Alors les petits prennent le relais. Pour être ensemble, pour vivre une aventure, une vraie, pour avoir leur photo dans le journal, ils vont fuir les grands, les brutes, avec leur petit pois à la place du cerveau.

Flash back donc. Franc Sans acrobaties innables, nous sommes projetés un milieu de l'été 1959. Allons bon, les années 50, décidément, sont à la mode. En voiture tout le monde, «back to the future» et bonjour «Peggy Sue».

Ce n'est pas la première fois que le cinéma investit le royaume des années, et on ne va pas jouer les anciens combattants de la Guerre des boutons pour dire très vite, très fort, que Stand by me est une surprise exquise, un chef-d'œuvre modeste, très drôle, et touchant, qui nous entraîne sans effets spéciaux, sans effort apparent, sur une planète inconnue, une planète interdite, celle où vivent les petits garçons.

Une nouvelle race de maison de la culture

Lorsque nous sommes entrés dans le bureau de Jean-Louis Pichon, directeur de la Maison de la culture de Saint-Etienne, celui-ci dépeint un petit billet. La somme inscrite y était celle de son prochain budget. «Un peu moins de 13,5 millions de francs moins que ce que nous avions demandé à la municipalité. Il faudra revoir nos projets. Mais pour la musique, on ne pourra rien supprimer : tout est déjà signé.»

Opéra stéphanois (les spectacles, tous invités, étaient déjà accueillis par la MJC) et, surtout, avec le changement de majorité à l'avantage du maire UDF François Dubouché. Les élections de 1983 ont vu la mise à pied de Marc Sarveau (il avait appelé à voter pour le candidat communiste Joseph Sanguedolce) et son remplacement à la tête de la Maison de la culture par le jeune RFP Jean-Louis Pichon, ancien élève de Fernand Ladoux, passé à la mise en scène, responsable entre 1978 et 1979 du département de Jeune Théâtre auprès de l'ancienne direction, «fan» de Jessye Norman et réçu de bel canto. Satisfait d'une Fête du livre qui a vu défiler en 1986 trente mille visiteurs en trois jours, François Dubouché, le nouveau maire, a quant à lui adjoint à la culture, c'est-à-dire à la culture, dit-il incidemment.

scène par Louis Erio. Ils iront voir à Fourvière une Aïda comprise dans leur abonnement, tandis qu'une politique de co-production verra le jour avec Avignon, quant aux productions locales, elles seront signées, par Jean-Louis Pichon (il mettra en scène une opérette d'Albert Roussel, le Testament de la tante Caroline, et, avec Michel Farsing, un opéra oublié de Massenet, Amadis).

THEATRE DE LA JACQUERIE ÉCOLE DES FEMMES MISE EN SCÈNE DE A. MOLLOT DU 2 AU 17 MARS 1987

CHAILOT THEATRE NATIONAL LA FOLLE JOURNÉE OU LE MARIAGE DE FIGARO BEAUMARCHAIS - JEAN-PIERRE VINCENT 47 27 81 15

Le Monde Festival de Cannes? Quel film a remporté la Palme d'or au dernier Festival de Cannes? Le Monde film

Various small advertisements and notices on the right side of the page, including mentions of 'Le Monde', 'Festival de Cannes', and 'Le Monde film'.

Culture

VARIÉTÉS

Birkin sur scène

De Je t'aime moi non plus à Quoi, Jane Birkin n'a jamais chanté que Serge Gainsbourg. En studio ou sur un plateau de télévision. Pour la première fois, elle monte sur une scène, un mois au Bataclan, un autre mois dans les régions.

n'en connaissais aucune par cœur. J'ai passé mes nuits à les apprendre, à les répéter avec Jérôme, un jeune comédien. Et j'ai réalisé à quel point les chansons étaient profondes. Parfois, les titres laissent croire que c'est superficiel. Les jeux de mots cachent la sincérité. Les dessous chics, parce que c'est maquillé outrageusement, masquent la pudeur.

Grande année pour Jane Birkin. Nominée au César de la meilleure actrice pour son rôle dans Le Fugitif de Pierre-Jean Ducis, elle a joué dans le film de Régis Wargnier, la veille en train de préparer un défi : chanter pour la première fois sur une scène.

Le jeu des blessures. La voix angélique, fragile, sensible de Jane Birkin s'est ouverte, naturellement, de mélodies introuvables de Gainsbourg. Elle est entrée dans le jeu des blessures, des érotiques et dérisoires, des émotions (Ne remue pas s'il te plaît / le coupeur dans le play), dans le ton feutré des aveux, des dialogues croisés, des dédicaces aux sœurs.

ROCK

Mase featuring Frankie Beverly au Zénith

Monter sur scène encore et toujours, aux quatre coins de la planète, trois cents jours par an : Mase featuring Frankie Beverly n'échappe pas à la règle d'or des formations de funk noir américaines. Au sommet de leur art, ils continuent d'aller au charbon : c'est à la fois une éthique et une leçon de professionnalisme qui assurent la longévité de ces groupes.

Double, le nouvel album (huitième en date), est encore une fois un enregistrement live (avec une face en studio). D'entrée, on sait de quel il retourne : mené de front par le chanteur Frankie Beverly, qui tient à l'occasion guitare ou piano,

avant ce spectacle, Serge a voulu me donner un album. Il fallait faire vite. Il était fatigué. Il avait mis en boîte son film, il avait écrit et réalisé un disque pour Charlotte et un autre pour lui, il avait tourné un clip et un spot publicitaire. Il était épuisé.

CLAUDE FLÉOUTER.

Communication

La mort d'une chaîne, la naissance d'une autre

TV 6 : la télé de la « tribu jeunesse »

Une chaîne est morte samedi, d'une cause jusqu'alors inconnue dans les annales de la télévision. Jeune (un an tout juste), joyeuse (par nature ou par « format », elle faisait montre d'une belle santé et ne manquait ni de téléspectateurs (le réseau montait peu à peu en puissance et l'audience avait, depuis septembre, triplé), ni de publicité (les annonceurs semblaient séduits par la nouvelle formule), ni bien sûr de programmes.

TV6 est devenue « leur » chaîne. Preuve de l'émergence d'une tribu ou d'une communauté informelle - la jeunesse - heureuse de partager des goûts, des rêves, un langage, bref une culture (sans barrières nationales) et désireuse de recréer à travers elle les fraternités qu'elle recherche. Se brancher sur TV6 c'était pénétrer dans un univers, et l'émotion était d'autant plus naturelle que la communication excluait toute démagogie ou artifice pour « parler jeune ».

Robert Maxwell baisse le prix du London Daily News. Le nouveau quotidien de Robert Maxwell, le London Daily News coûte désormais 10 pence au lieu des 20 pence prévus et appliqués le semaine de son lancement (le Monde du 26 février). Le magazine de la presse anglo-saxonne a expliqué sa décision par sa volonté de résister à « l'intimidation » de son rival l'Evening News, (16 pence) depuis en 1980 et resurgi récemment. Si la guerre des prix devait continuer, a écrit M. Maxwell, le London Daily News pourrait être distribué gratuitement.

M 6 : la chèvre et le chou

« Que la fête commence ! » Cette phrase, lancée à 11 h 15 le dimanche 1er mars, sur fond de vagissement d'un nouveau-né et d'une musique de Guy Bécard, par M. Jean Drucker, PDG de Métropole TV, marqua la naissance de M 6. Une petite semaine pour l'accouchement : on comprend la fébrilité des sages-femmes. Il faudra faire preuve d'indulgence avant de juger cet enfant prématuré.

Le chant funèbre de TV 6 vibrante encore aux oreilles, on attendait la nouvelle sixième chaîne au tournant musical. Les responsables avaient multiplié les assurances. « Nous démarrons avec 30% de musique, c'est-à-dire cinq heures par jour », avait promis M. Jean Stock, directeur des programmes. Chiffre que nous portons rapidement à 35, voire 40%.

Quelle musique ? « Toutes répondaient de son côté M. Jean Drucker. La musique classique, lyrique, le jazz, la chanson française, le rock... Mais attention, la chaîne n'est pas musicale ou thématique, elle est globale ». Pourquoi ce choix ? Pour le PDG de M 6, tant que les réseaux seront limités en France, il faudra les confier à des télévisions grand public. « Quand il n'y a que six pistes d'envoi, dit-il, on ne peut les gérer avec des monotelevisés. Il faut utiliser un gros porteur ».

M. André Jouve à la direction de la musique à Radio France. Le président de Radio France, M. Roland Faure, a signifié vendredi matin 27 février à M. Alain Duret, délégué à la coordination des programmes et services musicaux depuis 1982, qu'il serait remplacé à ce poste par M. André Jouve. Ce dernier avait lui-même été, pendant treize mois, désigné à la coordination avant de laisser la place à Alain Duret et devenir en 1982 conseiller à la présidence pour les affaires musicales.

Le président de Radio France, M. Roland Faure, a signifié vendredi matin 27 février à M. Alain Duret, délégué à la coordination des programmes et services musicaux depuis 1982, qu'il serait remplacé à ce poste par M. André Jouve. Ce dernier avait lui-même été, pendant treize mois, désigné à la coordination avant de laisser la place à Alain Duret et devenir en 1982 conseiller à la présidence pour les affaires musicales.

Pour le reste ? Le ton des animateurs - Georges Lang et Charlotte Sciandra - se voulait « cool, décontracté, jeune », mais tombait souvent dans la vulgarité ou la ringardise. Fabrice et Sophie Garel, grands meneurs du jeu « Atoukado », avaient carrément opté pour la grosse farce et les fous rires. Quant aux deux enfants, auteurs et présentateurs du magazine « Disco », lors duquel ils interrogeaient Jean-Jacques Benex, ils ont évidemment beaucoup à apprendre. Le direct ne s'improvise pas.

Inévitables séries

Les journaux d'information étaient incontestablement les moments les plus réussis de cette première journée. Deux bulletins d'un quart d'heure (12 h 45 et 19 h 30), astucieusement programmés juste avant les grands rendez-vous des autres chaînes. Le premier était présenté par Marian Lacombe, venue de RTL-TV en Lorraine, qui a fait preuve d'un vrai professionnalisme malgré les limites imposées à la chaîne débutante, privée de la banque d'images européennes de l'UER. Les films venaient donc essentiellement de l'agence britannique Viewnews. C'est Alexandre Baloud, vedette de RTL, qui animait, avec charme et décontraction, l'édition du soir. Des images, peu de commentaires, le présentateur est assis sur une table, devant une batterie d'écrans de télévision.

Le reste de la grille est composé d'inévitables séries américaines. De vieilles connaissances (« Clair de lune », « La petite maison dans la prairie », « Dr. Decker de James », « Starsky et Hutch », « Dynasty... »), mais des épisodes souvent inédits en France. Quelques nouveautés, comme « Cagney et Lacey », l'histoire de deux femmes-filles à New-York, classée première au hit-parade de la BBC. La production française ? M. Jean Stock a une réponse toute faite : « Nous sommes obligés de diffuser beaucoup de séries américaines au début, pour gagner suffisamment d'argent et produire français par la suite ! ».

Europe 1 renforce sa tranche d'information du matin

Directeur d'antenne d'Europe 1 depuis la mi-janvier, M. Jean-Pierre Elkabbach annonce mercredi 4 mars, au cours d'une conférence de presse, un profond remaniement de l'information diffusée par la station de la rue François-1er. C'est ainsi qu'abandonnant l'émission « Découvertes », il devrait lui-même prendre en charge la tranche horaire de 8 à 9 h du matin, particulièrement importante pour l'image de la radio péritérique.

Cette heure d'information continue, débuterait par le journal de Jean-François Rabillaud et s'enrichirait d'une revue de presse (8 h 30) présentée par Ivan Leval - un retour, - tandis que « Parlons vrai » disparaîtrait. La tranche de 7 à 8 h serait présentée par Guillaume Durand, Jean Boissonat et Alain Duhamel conservant leurs chroniques.

Le début de soirée, de 18 à 20 h, restera consacré à l'information. La présentation de l'émission pourrait être assurée par Michèle Cotta. Deux fois par semaine, Gérard Carreyrou recevrait, au sein de cette tranche horaire, un invité politique pendant une demi-heure ou plus, si l'actualité l'exige.

Enfin, ces transformations devraient s'accompagner d'une transformation « en douceur » des programmes. Le contrat de Stéphane Collaro ne devrait notamment pas être renouvelé.

Le principe d'une septième chaîne

Oubliant sans doute que c'est bien le gouvernement auquel il appartient qui a décidé l'annulation de la concession de TV 6 (reconnue pour tant légale par le juge), M. François Lévrot s'est récemment déclaré navré du choix de la CNCL sur la 6 et empréssé d'évoquer le principe d'une septième chaîne musicale.

La chaîne musicale n'était pas parfaite, mais était différente, et nous a offert, samedi soir en direct des studios de Boulogne, le moment le plus bouleversant de sa très courte histoire. Sous les spots et projets, Maneval - M. Loyel - Jean-Faust Gauthier - officiaient, les kids devant la scène se pressaient et hurlaient. Excitation zénith. Et le courant passait. Briquets allumés, langage codé (« C'est bon esprit ! ») criait Maneval. Daho grippé mais fidèle, Elli Médiros, Jean-Louis Aubert, Tom Novembre, Lavilliers - écorché, révoqué - pour un changement.

La musique est un cri qui vient de l'intérieur. Le public frémissait, les couillottes devenaient plus fébriles : la pendule vers minuit avançait. Inextinguiblement. Cinq minutes encore, Maneval appelait alors sur scène les artistes, animateurs et amis de la chaîne et Lalame entamait *On se retrouvera*, chantée par tous les autres. On saulait, on s'embranchait, on caçait l'émotion et à minuit minuscule - le générique partait. Ambiance - guerre des étoiles - Une télé à la dérive dans l'espace. Un tyran monstrueux à l'affût. Et puis une boule de feu qu'il lance vers le vaisseau - « Désormais nous répondons sans partage » - lequel explose en milliers de flocons de neige qui s'impriment sur l'écran. Alors seulement, certains ont osé pleurer.

ANNICK COJEAN.

du 27 février au 8 mars 1987

FOIRE NATIONALE A LA BROCANTE ILE DE CHATOU



près de Paris. Accès direct R.E.R. Chatou. organisée par le Syndicat National du Commerce de l'Antiquité et de l'Occasion. Tél. 47.70.88.78

ORCHESTRE DE PARIS. Directeur: Daniel BARENBOIM. AVIS DE CONCOURS. RECRUTEMENT de 2 élèves de ruy (4^e catégorie) Clôture des inscriptions: 2 avril 1987. Concours: mardi 28 et mercredi 29 avril 1987. 1^{er} premier contrebasse solo (co-soliste) (7^e catégorie) Clôture des inscriptions: 27 avril 1987. CONCOURS: mercredi 13 mai, jeudi 14 mai 1987.

DU 6 MARS AU 7 AVRIL 87 CONCERT INAUGURAL VENDREDI 6 MARS 20 H 30 BOBIGNY DENIS BADAULT TRIO VIENNA ART CHOIR Création en France "Swiss Sounds" 4385 6600

SALLE JEAN-MARIE SERREAU LES RESCAPÉS d'après Stig Dagerman Mise en scène Véronique Widock 2 Mars - 12 Avril et au TERRIER du 6 au 16 Mars: THE DINNER TGP - 59 BOULEVARD JULES GUESDE - SAINT-DENIS - METRO SAINT-DENIS BASILIQUE

SALLE GERALD ROBARD HAMLET de William Shakespeare avec Daniel Mesguich 9 Mars - 12 Avril

Renseignements Réservation 42.43.17.17 Minitel: COM 21

سكنا في الصحراء

Radio-télévision

Informations « services »

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi.

Lundi 2 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

Monsieur Balladur, ministre d'Etat, de l'économie, des finances et de la privatisation, sera l'invité du journal télévisé pour une émission spéciale de 13 heures à 14 heures en direct du centre Georges-Pompidou.

20.35 Cinéma : Classe tous les jours... 22.20 Magazine : Acteur studio. 23.35 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20.30 Série : Les cinq dernières minutes. 22.20 Documentaire : Mégalo-mégapoles.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20.35 Cinéma : Le marié. 22.20 Documentaire : Mégalopolises.

22.15 Journal. 22.40 Documentaire : Inventaire des campagnes. 23.35 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : C'est ma chance. 22.40 Documentaire : Inventaire des campagnes. 23.35 Prélude à la nuit.

LA 5

20.30 Cinéma : Le crime de l'Orient-Express. 22.30 Clair de lune.

M 6

20.30 Cinéma : L'amitié de tous les dangers.

FRANCE-CULTURE

20.30 L'Étranger, de François Angelier. 21.30 Musique : L'Atmosphère.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (en direct de la Maison de la radio de Lausanne).

Mardi 3 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

14.45 Feuilleton : Coeur de diamant (2e épisode). 17.30 Croque-vacances. 18.00 La vie des Botes.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

14.40 Magazine : Ligne directe. 15.35 Feuilleton : Rue Carnot (9e épisode). 16.05 C'est encore mieux.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

14.30 Magazine : L'art en tête (rediff.). 15.00 Feuilleton : Un journaliste un peu trop voyant.

22.20 Documentaire : Dans une clinique psychiatrique... 22.25 Journal.

CANAL PLUS

14.00 Cinéma : Rocco et ses frères. 15.15 Série : Supercopter. 16.10 Série : Chius.

LA 5

14.20 Série : Star Trek. 15.15 Série : Supercopter. 16.10 Série : Chius.

M 6

14.30 Henri Galois raconte... 15.00 A.M. Magazine. 16.45 Mégaconcert.

FRANCE-CULTURE

20.30 Le journal du corps. La mer, l'homme et leur santé. 21.30 Musique : Les regards de la chanson.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert. Les Temps retrouvés. Trois pièces pour quatre à cordes, de Stravinski.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4432. 1 2 3 4 5 6 7 8 9. II. III. IV. V. VI. VII. VIII. IX. X. XI.

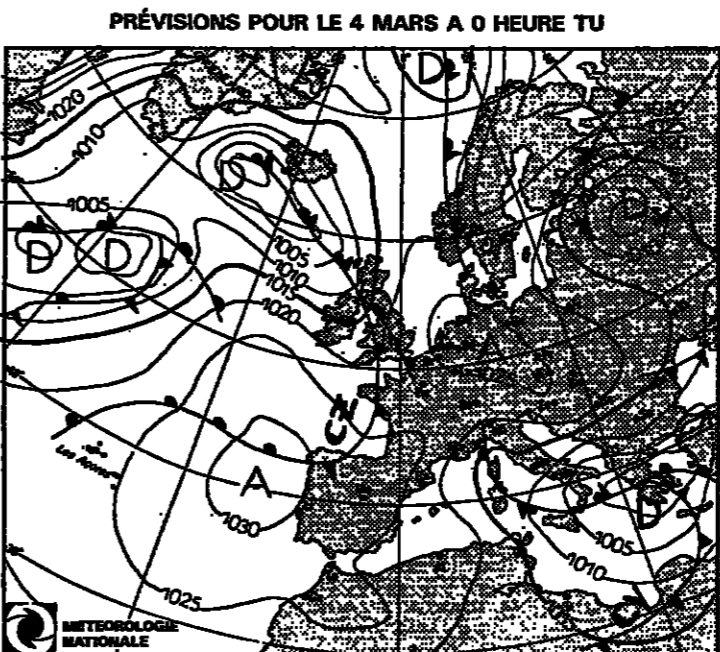
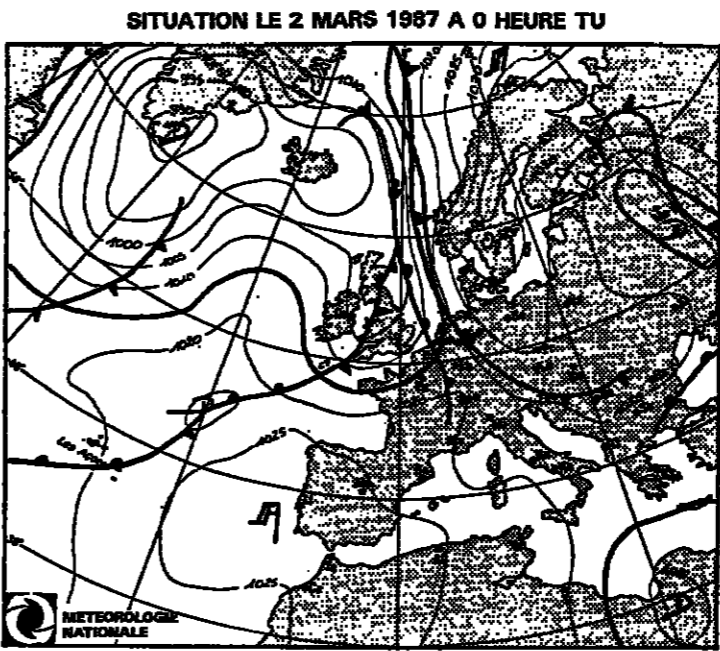
HORIZONTELEMENT. I. Des remous dans la flotte. II. Une façon de s'allonger pour se détendre.

VERTICALEMENT. 1. Drôle d'histoire mais pas histoire drôle. 2. Dont le but est intéressé.

Solution du problème n° 4431. Horizontalement. I. Postier. Débit.

VERTICALEMENT. 1. Plage. Fainéants. 2. Oise. Bon. Etier.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable de temps en France entre le mardi 2 mars à 0 heure et le mercredi 3 mars à 24 heures. Mises à part les régions situées à l'est du Rhône et de la Saône, toujours affectées par le flux perturbé...

PARIS

Promenade au Jardin des plantes

Le Muséum national d'histoire naturelle n'est pas seulement un musée ni une institution d'enseignement et de recherche. Le public connaît généralement la ménagerie, qui donne sur le quai Saint-Bernard, et la magnifique esplanade qui remonte à la Seine jusqu'à la galerie de zoologie.

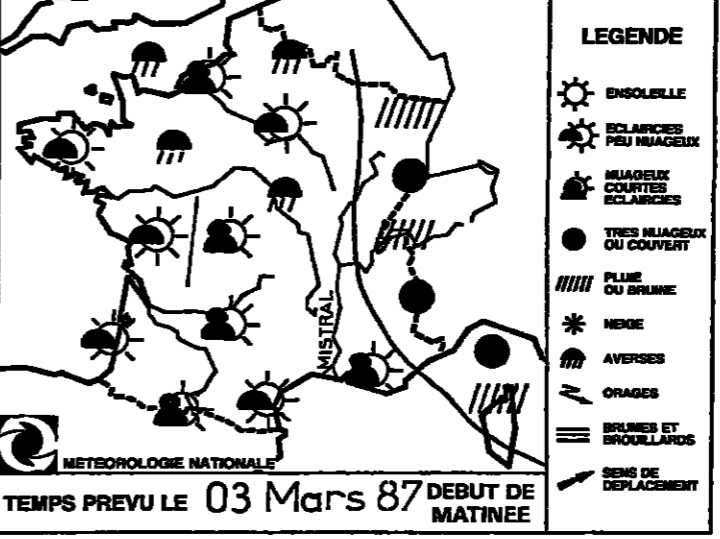


Table with columns for 'TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé' and rows for various cities (France and Etranger).

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

مكتبة العربي

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde CADRES

Directeur Général de PMI

Filiale d'un groupe, notre société réalise un Chiffre d'Affaires proche de 200 millions de francs avec moins de 200 personnes. Nous fabriquons des produits semi-finis en process continu et les commercialisons par différents canaux de distribution (industrie, négoce, grand public).

Le Directeur Général de notre société recouvre toutes les fonctions : gestion, commercial, production... Il est jugé sur les résultats et en particulier sur la dernière ligne... car notre groupe nous veut profitable.

De formation supérieure (ingénieur ou commerciale), proche de la quarantaine, vous avez une expérience de direction de centres de profit et, pour être notre patron, vous êtes un leader, vous êtes soucieux de productivité, de rentabilité et de développement. Et, comme nous sommes une PMI, vous saurez descendre dans le détail, retrousser les manches et nous entraîner vers des performances que notre groupe saura récompenser.

C'est vous ? Alors, envoyez vite un C.V. et vos prétentions, sous référence G/140.01/M, à notre Conseil :

LES CONSEILS
EN RECRUTEMENT
ASSOCIES



58 avenue Kléber
75784 Paris Cedex 16.

Dans le cadre du développement de ses opérations de marché, le GROUPE HERVET recherche pour sa

Direction de la Trésorerie et des Changes

COLLABORATEUR

chargé :

- d'intervenir au sein d'une équipe en qualité de Trader sur les marchés interbancaires,
- d'assurer l'interface avec la clientèle notamment par le développement de produits monétaires,
- de participer à la politique générale de la Direction de la Trésorerie et des Changes.

Vous avez environ 5 années de expérience avec les techniques de gestion de trésorerie et plus particulièrement les titres de créances négociables. Elle s'appuie sur une formation supérieure fortement orientée vers les mathématiques financières et l'informatique.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 209 à Bénédicte LE TOUZE - Banque HERVET - Département du Personnel et des Relations Sociales - 127, avenue Charles-de-Gaulle, 92201 NEUILLY-S/SEINE.

BANQUE
HERVET



Maîtrisons les risques

QUALITÉ, FIABILITÉ, SÉCURITÉ, sont aujourd'hui des besoins majeurs des clients de CEP. Société de Services Techniques 1300 personnes. Nous écoutons nos clients et les conseillons dans la maîtrise des risques et de leurs conséquences économiques. Notre responsabilité peut ainsi être engagée, parfois pour des sommes considérables.

JURISTE D'ENTREPRISE

Grâce à votre formation (niveau doctorat) et votre expérience d'environ 5 ans (assurance Responsabilité Civile), vous avez, si possible dans le secteur de la construction, acquis une compétence reconnue.

CEP VOUS PROPOSE DE DEVENIR SON JURISTE

Vous serez responsable :

- de l'assistance aux services opérationnels lors des négociations commerciales
- de la gestion des contentieux : suivi des dossiers, relations avec les avocats, assureurs, experts
- de la sensibilisation du personnel aux problèmes de responsabilité civile...

Autonome et rigoureux, votre sens des contacts et votre volonté de vivre dans l'action seront garants de votre réussite.

Merci d'adresser votre candidature (CV + photo) à CEP, Philippe Pappas, 34 rue Rennequin 75017 PARIS.



Chef de laboratoire

Chimie Thérapeutique

En tant que Chef de Programme, vous serez la responsabilité de la conception et de la réalisation des molécules nouvelles. Titulaire d'un Doctorat en Chimie Organique ou équivalent, vous possédez déjà une expérience professionnelle d'environ 3 ans en Chimie Thérapeutique.

Cadre

Chimie Analytique

Responsable d'une section, vous concevrez et réaliserez les méthodes analytiques appropriées permettant la connaissance physico-chimique et le devenir biologique de nouveaux composés. Titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou équivalent, avec une expérience confirmée de 3 à 5 ans dans l'industrie pharmaceutique, vous avez en plus de bonnes aptitudes à la rédaction d'articles, de rapports...

Ces postes sont proposés dans le cadre de l'expansion européenne de RECHERCHE SYNTEX FRANCE - membre du Groupe International SYNTEX - et pour son Département Recherche Chimie. Ils s'adressent à des spécialistes et pour son Département Recherche Chimie. Ils s'adressent à des spécialistes et pour son Département Recherche Chimie. Ils s'adressent à des spécialistes et pour son Département Recherche Chimie. Ils s'adressent à des spécialistes et pour son Département Recherche Chimie.

Chirurgie chirurgicale
20V ans, recherche
COMPTABLE STS
Libre de suite, expérience et
méthodes aussi internationales
anglais et connaissances financières
surtout dans le secteur énergétique.
Adressez CV, photo et
photo en précisant bien sur
l'enveloppe la référence
M/18075 BLEU, 17, rue
Lafayette, 94307 Vincennes
Cedex, qui transmettra.

RECHERCHE D'UN INGÉNIEUR ÉCONOMISTE

LA SOCIÉTÉ :

Trans Energ, société de conseil aux PVD dans le secteur énergie, fondée en 1980, filiale des opérateurs énergétiques français.

LE POSTE :

Ingénieur d'affaires pour suivi des projets et prospection commerciale de haut niveau. Langue espagnole et (si possible) anglaise; poste basé à Paris avec nombreuses missions à l'étranger.

LES COMPÉTENCES :

Formation grandes écoles. Sans signe du contact. Expérience du secteur énergie à l'exportation.

Adressez C.V., photo et lettre manuscrite à :
TRANS ENERG - SAF
42, rue Cambes,
75015 PARIS.

Leader mondial des boissons sans alcool

RESPONSABLE D'UN CENTRE DE PROFIT

Notre Société est fortement implantée en France et en expansion continue - 10 à 15% annuels. Nous recherchons pour l'unité parisienne la plus importante qui assure le conditionnement et la commercialisation (250 personnes), son Chef d'Etablissement à dominante commerciale mais aussi gestionnaire et capable de superviser une usine de fabrication moderne et performante.

SA MISSION :

- directement rattaché au Directeur Général, il participe aux réunions de direction et à l'élaboration de la politique commerciale,
- responsable de sa mise en œuvre et des objectifs à atteindre, il assurera au niveau de l'établissement :
 - l'animation des forces de vente,
 - la gestion (budgets - ressources humaines), la supervision du fonctionnement de l'usine.

SON PROFIL :

De formation supérieure, ingénieur ou commerciale, 35 ans environ, il sera essentiel qu'il dispose d'une expérience à dominante commerciale, impliquant de larges responsabilités (centre de profit - direction de département...) de préférence dans les produits de grande consommation.

SA RÉUSSITE :

Homme d'action et de réflexion, son dynamisme commercial et sa réelle capacité d'adaptation doivent lui permettre d'être essentiellement le coordinateur, l'animateur et le catalyseur d'un encadrement et d'un personnel motivé, compétent.

Poste à Paris - Niveau de rémunération : 400.000 F

Ecrire sous réf. WI 323 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



L'univers des matériaux
L'avenir des biotechnologies

recherche pour son groupe opérationnel "sanitaire" un

Ingénieur chimiste spécialisé matières plastiques chargé du développement

En liaison étroite avec les services marketing (France et international) et les laboratoires centraux du Groupe, il sera chargé de développer de nouveaux produits et la mise en œuvre de nouveaux matériaux, jusque et compris la mise au point des procédés et méthodes d'industrialisation.

Ce poste clé conviendrait à un candidat diplômé d'une grande école de chimie, ayant 5 à 10 ans d'expérience professionnelle impliquant de solides connaissances dans les matières plastiques et, en particulier, dans les stratifiés et les techniques de thermoformage. Il témoignera de solides qualités d'initiative, de créativité et de réalisme ainsi que de très bonnes capacités relationnelles. Connaissance de l'anglais nécessaire.

Réelles perspectives d'évolution de carrière dans le Groupe.
Poste basé à Vendôme.

Ecrire sous réf. ZL 326 AM - Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Sud-est

Et maintenant...

l'ensemble de la fonction personnel

Diplômé d'études supérieures, votre envie de communiquer vous a tout d'abord conduit vers la Fonction Personnel. Votre sens du contact, votre écoute, le plaisir que vous éprouvez à convaincre et la qualité de vos conseils vous ont permis d'y réussir brillamment.

Vous maîtrisez à présent la législation sociale, vous êtes déjà bien intervenu dans les relations paritaires et vous avez maintenant envie de monter vous-même en première ligne comme Chef de Personnel. C'est ce que nous vous offrons.

Etablissement de Recherche et de Production d'un des plus importants Groupes Pharmaceutiques, 200 personnes, vous prendrez, aux côtés du Directeur de Site, l'ensemble des composantes de la Fonction. Attentif aux particularités locales, vous traduirez comme il convient les décisions du Groupe. Vous saurez également, lorsqu'il le faut, replacer le quotidien dans un contexte politique à l'échelle d'un ensemble. C'est jusqu'ici une des clefs de notre réussite... et bien sûr de la vôtre.

Merci de nous adresser votre dossier complet, s/réf. O/PE/LM, à notre Conseil Didier LESUEUR.

Raymond Poulin Consultants

74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



Rowntree Mackintosh

Puissant groupe international recherche pour son Siège Européen

ANALYSTE MARKETING

HEC, ESSEC, ESCP, IEP
Débutant ou première expérience

Réf. AME

Rattaché au responsable des études marketing, votre mission consistera à analyser l'évolution de nos marques et la position de notre société dans son environnement concurrentiel européen.

Pour cela, vous serez amené à utiliser et à gérer un système d'informations marketing sophistiqué. Vous ferez partie d'une équipe en relation avec les différentes sociétés du groupe basées en Europe Continentale.

Votre capacité de communication, votre goût pour la micro-informatique et votre anglais courant seront de précieux atouts. Basé à MARNE-LA-VALLÉE, ce poste très formateur ouvre de larges perspectives.

Merci d'envoyer CV, photo, lettre manuscrite et prétentions en précisant la réf. à ROWNTREE MACKINTOSH, Direction du Personnel, N°181, 77422 MARNE LA VALLÉE Cedex 2.

LION

NUTS

SMARTIES

AFTER EIGHT

QUALITY STREET

LANNOL

COMTESSA



**DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT
FORMATION INFORMATIQUE**

Nous sommes parmi les trois premiers du marché en **FORMATION INFORMATIQUE** destinée aux dirigeants et aux cadres, utilisateurs et informaticiens. Nous vous proposons de développer et de faire évoluer cette activité qui connaît un fort taux de croissance et est en pleine mutation.

Vous trouverez dans notre groupe :

- une **notoriété exceptionnelle** en matière de Formation,
- la **compétence d'une équipe** d'une douzaine de consultants formateurs en informatique de très bon niveau,
- la **volonté de la Direction Générale** de développer cette activité sur un marché très porteur.

Si vous avez ou moins 32 ans et si vous nous apportez :

- une **compétence en gestion, développement d'activités** et encadrement d'une équipe à fort potentiel,
- une **culture large et solide en informatique,**
- un **intérêt marqué pour la formation.**

Nous sommes désireux de vous rencontrer. Pour ce faire, envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions à Philippe DEUILLE, Directeur des Ressources Humaines de la CEGOS, sous réf. 702 M - CEGOS, Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE CEDEX.

Nous sommes un très grand groupe français de distribution, implanté tant en France qu'à l'étranger. Notre **MANAGEMENT** est **DECENTRALISÉ**, notre philosophie commerciale repose sur la **CONCERTATION** avec nos fournisseurs et nos clients. Notre expansion se poursuit rapidement et nous **ANTICIPONS** dès aujourd'hui les formules de distribution de **DEMAIN**.

**JEUNE DIRECTEUR 400 KF +
MARKETING ET COMMUNICATION**
de culture française et d'une envergure internationale

Nous créons ce poste **FONCTIONNEL** au sein de notre Direction France. Rattaché au DG, vous êtes le "Conseil" auprès de nos structures régionales de vente pour tout ce qui concerne les actions marketing ("écoute client", zone de chalandise, qualité de services, produits...). Vous êtes le garant de la qualité de l'image de notre enseigne et de son identité visuelle. Vous suscitez et synthétisez les idées sur l'évolution des formules de distribution et méthodes de vente, vous faites progresser notre connaissance du consommateur et coordonnez l'apport d'études quantitatives, qualitatives et créatives. Vous proposez des politiques et des moyens de communication et de publicité. Vous orientez un budget très important.

De formation HEC, ESSEC, ESCP, vous avez au moins 7 ans d'expérience dans la grande distribution ou les produits grand public, dans des fonctions de type commercial, responsable produit, responsable marketing... Vous avez la volonté de vous intégrer dans un environnement aux cultures variées et aux expériences diversifiées. Votre évolution se fera dans notre groupe, au niveau national ou international, et inclura des responsabilités opérationnelles.

Veuillez adresser votre candidature (C.V., lettre manuscrite, et rémunération) sous référence 221 62/M à notre Conseil, Christine DEFECHÉ, Tour Chenonceaux - 92516 BOULOGNE CEDEX.



**Intégrer notre direction
financière...**

UNE AFFAIRE DE PROFESSIONNELS

Etablissement financier régional du réseau des Caisses d'Épargne (200 agences et 1.000 personnes en PICARDIE) nous regroupons ses ressources et assurons le renforcement de ses activités. Dans notre Structure à taille humaine et de création récente, nos spécialistes participent au développement du réseau dans les domaines financier, marketing, commercial ressources humaines, informatique... Le développement qualitatif de nos structures amène notre direction financière à se renforcer et à rechercher 3 collaborateurs de haut niveau :



SOREFI PICARDIE

SOREFI PICARDIE - B.P. 727 - 80007 AMIENS cedex.

• **CHARGE D'ETUDES FINANCIERES** (ENSAE, Sup de Co...) - réf. DF 19 M - Homme de chiffres (statistiques, maths financières...) votre formation et votre expérience dans une fonction études (banques, assurances...) l'attestent. Vous préparerez barèmes de prêts, études financières et la mise au point de nouveaux outils de calcul et de gestion. Votre sens de la finance et votre créativité pourront s'exprimer en participant à la conception de nouveaux produits, à la gestion de trésorerie et au montage d'opérations bancaires.

• **GESTIONNAIRE TITRES** (IEP, Sup de Co, Droit...) - réf. DF 20 M - Après une formation supérieure vous avez prouvé dans une banque ou chez un agent de change vos qualités d'organisateur. Nous vous proposons de mettre en place la gestion des titres en région. Adaptable, motivé par ce secteur, vous contribuerez à la transformation de ce service clé en plein développement.

• **GESTIONNAIRE CREDIT** (Maîtrise Droit Privé...) - réf. DF 21 M - Juriste confirmé par une expérience dans un service crédits, le règlementation des prêts, la bonne conformité des contrats et le contentieux sont votre domaine. Votre potentiel et votre technicité vous permettront de vous positionner rapidement comme notre spécialiste du droit bancaire et l'interlocuteur de notre réseau.

Votre formation et votre expérience de 3 ou 4 ans font de vous les spécialistes que nous attendons. Merci d'adresser lettre, C.V. + photo + rémunération soumise en précisant la référence choisie à :

RECRUTEMENT

PLANIFIER

ORGANISER

GERER

Une entreprise de haute technologie, filiale d'un groupe mondialement connu, vous propose de planifier, organiser et gérer la forte croissance de ses effectifs en coopération avec le Management. En effet, dans notre domaine d'activité en pleine expansion, le Recrutement est un centre vital.

Vous trouverez à bord, une équipe de consultants compétents et une logistique efficace qui vous aideront à optimiser l'activité de ce service.

Une formation supérieure, une solide expérience de la vie en entreprise, une compétence réelle de « manager » nous paraissent les conditions nécessaires de réussite à ce poste.

Ecrivez sous référence **MON350** à Claude Jacquemain, CURSUS, 26, rue Croix des Petits Champs 75001 PARIS qui nous transmettra confidentiellement votre courrier.

Jeune Responsable Bureau d'Etudes

Débutant ou presque...



Le Groupe ATLANTIC (900 personnes - 800 millions de francs de chiffre d'affaires), leader national dans la fabrication et la vente de matériels et équipements pour chauffage (convecteurs, chaudières, climatiseurs...) recherche, face à son développement, un jeune ingénieur Recherche et Développement. Rattaché au Responsable du Service Qualité et Développement d'une unité de production, il aura en charge, en autorité sur une petite équipe, le développement, l'amélioration et la mise au point des produits, de leur conception jusqu'aux essais et industrialisation.

Ce poste doit motiver un jeune ingénieur diplômé (A.M., ENSI, INSA...), débutant ou non, et motivé par la fonction Etudes, Recherche et Développement. La réussite dans la fonction exige un esprit créatif, pratique et pragmatique, lié à une grande faculté d'adaptation. La taille du groupe autorise, à moyen terme, de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 171383 O A :

EGOR OUEST ATLANTIQUE
15, rue Charles Messiaen - 44000 NANTES



PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
REIMS RENNES SEVILLA MADRID BRUXELLES MILAN PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

**BUREAU VERITAS
RECHERCHE SON**

**DIRECTEUR
REGIONAL EUROPE**

Bien introduit dans le milieu du Transport Intermodal (containers etc.), Sous l'autorité du Directeur Général :

Vous assurez la Direction des Ventes et les activités techniques, la mise en œuvre des études de Marketing, des programmes d'interventions et des procédures informatisées.

Vous suivez la qualité des services et le développement des activités. Vous supervisez la réalisation des opérations et le personnel chargé de les effectuer.

Vous êtes responsable vis-à-vis de la Direction Générale de la coordination des activités et de la réalisation des objectifs qui vous sont fixés.

La pratique de l'anglais courant est indispensable. Une expérience minimum de 6 à 7 ans est particulièrement appréciée. Le poste à pourvoir sur Paris-La Défense exige de nombreux déplacements.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite avec photo et prétentions sous référence 003 à BUREAU VERITAS, Direction Branche Industrie, 17 bis, place des Reflets Cedex, 44 92077 PARIS-LA DEFENSE.



**Rowntree
Mackintosh**

**LEADER SUR LE MARCHÉ FRANÇAIS
DU CHOCOLAT**
recherche pour son siège de MARNE LA VALLEE
(20 minutes Est de Paris)

**ASSISTANT
EMPLOI FORMATION**

Diplômé ESC, IEP, ou Sciences Humaines avec anglais courant. Première expérience fonction personnel ou débutant avec stages significatifs.

Je vous propose :

- de rejoindre un environnement professionnel structuré et à taille humaine, où la volonté de compétitivité s'appuie de plus en plus sur le développement du capital humain par des voies pragmatiques.
- de participer à mes missions de recrutement (non cadres d'abord puis progressivement cadres), de gestion de la formation (montage et recherche de stages, analyse des besoins...) et d'études et projets spécifiques découlant de nos ambitions.

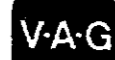
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prêt, ou salaire actuel) à Michel DASSÉ, Responsable Emploi Formation, Rowntree Mackintosh SA, Natisel, 77422 Marne la Vallée.

**VALORISER LES COMPETENCES :
UN OBJECTIF, UNE EXIGENCE...**

Formateur

De par votre expérience de 10 ans minimum, vous êtes reconnu comme un véritable professionnel de la formation. Vous aimez vous interroger sur les moyens et comportements qui permettent aux individus de réussir dans leur entreprise. Vous prenez en charge la formation des collaborateurs de nos concessions à la fonction commerciale, à la gestion-finances et aux ressources humaines. Vous élaborez la démarche pédagogique, les outils et les contenus des stages et suivez les actions dans le temps. Diplômé d'études supérieures ESC, IEP, 3^{ème} cycle, votre autorité naturelle et vos capacités de contact peuvent vous conduire à terme à prendre la responsabilité du service. Vos résultats et votre valeur personnelle favoriseront votre évolution dans une société qui privilégie la promotion interne, la polyvalence et qui investit 2,5 % de la masse salariale dans la formation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, avec CV, photo et prétentions, sous réf. 5830/M, à V.A.G France, Division du Personnel et des Relations Sociales, BP 64, 02600 Villers-Cotterêts.



Handwritten signature or note at the bottom of the page.

تكنولوجيا العصر

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mardi 3 mars 1987 19

Le Monde
CADRES

**A LA BANQUE POPULAIRE
PROVENÇALE ET CORSE**

Nous souhaitons renforcer notre réseau d'exploitation. Banque régionale dynamique, nous faisons partie d'un grand groupe à l'esprit d'entreprise. Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons trois professionnels de la banque, pour

AIX-EN-PROVENCE et sa Région

- UN DIRECTEUR D'AGENCE classe V - VI
- UN FONDE DE POUVOIR classe V - VI
- UN CHARGE DE CLIENTELE ENTREPRISE classe IV

De formation supérieure ou I.T.E., vous possédez une expérience bancaire réussie en matière de développement des ressources, une bonne maîtrise des engagements : vous avez fait vos preuves en tant que commercial et/ou animateur d'équipes, et vous désirez participer à notre développement.

Nous vous invitons dans un premier temps à nous adresser votre demande manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle en précisant la fonction choisie à : B.P.P.C. Direction du Personnel, 16-22 rue Léon Poullet, 13008 Marseille.



UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

**Directeur exportation
Europe**

Une société française performante, CA 300 millions, exportation supérieure à 25 %, réalisant des produits industriels destinés à une clientèle diversifiée, recherche son Directeur Exportation pour l'Europe.

Manager, animateur et gestionnaire, il sera capable :

- d'élaborer la politique et les stratégies commerciales,
- d'animer un réseau de filiales, succursales et agents,
- d'être un moteur du développement à l'exportation, développement qui représente un axe privilégié de l'expansion de la société qui a 50 % du marché national.

Ce poste représente une excellente opportunité pour un candidat ESC ou équivalent, ayant au minimum 5 ans d'expérience commerciale à l'exportation dans le domaine des produits industriels, parlant anglais et allemand, à même d'être efficace sur le terrain mais également bon stratège et bon gestionnaire.

Poste à Lille.

Ecrire sous réf. XM 295 AM

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



400.000 F

**Jeune Directeur général
Produits grand public**

Diriger et développer une PME performante (40 personnes - 40 millions) filiale d'un grand groupe français qui a pour cette société des projets ambitieux de croissance interne et externe, tel est le "Challenge" que nous vous proposons. Cette société a ses propres moyens de fabrication, de vente et de gestion.

Nous recherchons un Directeur formation grande école, ayant 8 ans d'expérience environ, d'un haut niveau qui associe la rigueur du gestionnaire au dynamisme du commercial.

Poste : ville moyenne centre France (70 km Lyon)

Ecrire sous réf. XH 237 CM

Discrétion absolue

Member de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



**Chef de département
systèmes d'information**

Une société performante, qui fabrique et commercialise des produits de marques renommées, (CA 530 millions) et qui est rattachée à un très grand groupe international, recherche le Responsable des systèmes d'information de l'ensemble de la société. Il en assurera la maîtrise, la cohérence et le développement.

En particulier :

- il dirigera le service informatique,
 - il élaborera le schéma directeur, après diagnostic de l'existant et en concertation avec les directions de l'entreprise,
 - il concevra un plan annuel d'actions et développera les applications qui y sont inscrites,
 - il instruira tous les investissements en matériel et logiciels.
- Ce poste conviendrait à un ingénieur ayant 8 à 10 ans d'expérience informatique impliquant la responsabilité d'un service informatique impliquant la responsabilité d'un service informatique ou d'un service études :
- connaissant les applications de gestion de production,
 - témoignant de qualités marquées de dynamisme, de dialogue et d'animation.

Poste à Lyon. Ordre de grandeur de rémunération : 300.000 F

Ecrire sous réf. AH 327 AM

Discrétion absolue

Member de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Importante chaîne de
résidences de tourisme
recherche son
**directeur
d'exploitation**

Responsable de l'ensemble des résidences, il se verra confier :

- La mise en œuvre, sur le terrain, de la politique commerciale,
- La formation, l'encadrement et l'animation du Personnel,
- La gestion et la maintenance.

Il disposera pour sa mission des services spécialisés du siège. Ce poste conviendrait à un candidat de 35 ans au moins, de formation supérieure de gestion, possédant une expérience acquise dans le tourisme, la distribution ou la restauration.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous n° 96.547.

PUBLICITE ROGER BLEY

101, rue Réaumur - 75002 Paris, qui transmet.

**Jeune ingénieur
pour une carrière
opérationnelle en usine**

Nous sommes une société française performante, ayant des usines modernes et à taille humaine et faisant partie d'un groupe renommé. Nous attachons un soin tout particulier à la valeur de notre encadrement et à la motivation de nos équipes.

Nous offrons un poste particulièrement formateur à un jeune ingénieur débutant ou ayant une première expérience en usine. Adjoint du Directeur d'une usine à feu continu, bénéficiant d'investissements importants et ayant un effectif de 30 personnes, vous assurerez d'emblée des responsabilités opérationnelles et polyvalentes : production, maintenance, progrès technique, gestion, vous permettant de faire vos preuves sur le terrain et d'évoluer.

La réussite dans ce poste implique :

- une formation AM, INSA, ENSI, ENI,
- de bonnes connaissances en électricité, automatismes, mécanique,
- des qualités d'animation, d'initiative et de pragmatisme.

Poste : région Sud-Ouest.

Ecrire sous réf. XJ 324 AM

Discrétion absolue

Member de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



IMPORTANT
GROUPE recherche
FINANCIER

**Chargé d'Etudes
Socio-Economiques**

Intégré au département des études de marché et des relations avec le réseau commercial, il sera plus particulièrement chargé :

- de la conception et de la mise en œuvre d'études concernant les comportements d'épargne et les produits du groupe,
- des relations avec les sociétés d'études marketing sous-traitantes (définition des objectifs, suivi des résultats, etc...),
- de la gestion et du traitement de fichiers statistiques.

Pour ce poste nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur en économie, maîtrisant les techniques de traitements statistiques et ayant impérativement une expérience de 2 ans de ce type d'activité en entreprise ou en cabinet. Merci d'adresser CV, photo et prêt. s/réf. 21119 à Contesse Publicité 28 av. Opéra 75048 Paris Cedex 01, qui trans.

CONFESSE



Le Groupe CIPEL, leader du marché de la pile (MAZDA-WONDER) se développe et s'implante en force en Europe.

Nous créons le poste de :

DIRECTEUR STRATÉGIE MARKETING ET TECHNOLOGIES

Rattaché à notre Président, il aura en charge la conception et la mise en œuvre du PLAN STRATÉGIQUE. Il sera en outre, l'animateur de la VEILLE TECHNOLOGIQUE en liaison avec les autres acteurs de notre développement (Marketing produits et marques, R et D, Fabrications...)

Vous avez environ 30-35 ans, une formation supérieure (INGÉNIEUR ou ÉCOLE DE COMMERCE) + MBA (INSEAD ou autre...), et une expérience des techniques d'analyse stratégique marketing, technologies (PIMS, ADL, MIT, BCG...) acquise en entreprise ou en cabinet.

L'animation est une des clefs de votre succès, vous l'avez prouvé, si possible dans le domaine des produits Grand Public.

Nous vous offrons une opportunité exceptionnelle de contribuer au développement d'une entreprise du 3^e Type, dans la perspective de prendre à terme la direction d'un centre de profit.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), sous référence 4002/M, à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantit la plus grande discrétion.

20, rue Pergolèse - 75116 Paris



L'une des premières sociétés françaises
d'ASSURANCES I.A.R.D.
recherche pour son siège parisien, son
**RESPONSABLE DU SERVICE
SINISTRES
"DOMMAGES AUX BIENS"**

Il se verra confier l'animation d'une petite équipe et le suivi des sinistres les plus importants. La fonction comportera une contribution active et continue aux mesures d'information et de moralisation entreprises sur la qualité des risques de dommages.

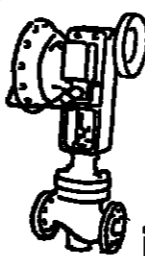
Cette offre s'adresse à un professionnel confirmé du règlement des sinistres incendie ayant : • une formation supérieure • une grande aisance relationnelle • une aptitude d'adaptation à des interlocuteurs et à des situations variés • la capacité de représenter la société • un ascendant naturel • une parfaite maîtrise des techniques de négociation • et de la disponibilité.

Si cette proposition vous intéresse, adressez lettre manuscrite de motivation, CV, photo et prétentions à notre Conseil, sous référence RSM.1.



marc forget
et associés

10, rue de la Victoire, 75009 Paris.



Masoneilan

Spécialiste mondial
des Vannes de Régulation
recherche
pour ses Services Ventes

**jeune ingénieur
technico-commercial**

Après une période de formation à nos produits, il sera responsable, pour un secteur donné :

- du développement et du suivi des contacts et des relations avec nos clients à Paris et en Province,
- de l'établissement des offres techniques et de leur suivi à tous les niveaux.

Il sera diplômé d'une école d'ingénieurs et aura de bonnes connaissances en Mécanique Générale et Mécanique des Fluides.

Une première expérience dans le domaine de la vente des biens d'équipement industriels serait appréciée.

L'ANGLAIS LU, ÉCRIT, PARLE EST INDISPENSABLE POUR CE POSTE.

Le lieu de travail est à NEUILLY-SUR-SEINE.

Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions à Mme ABOLKER - MASONEILAN 107, avenue Charles de Gaulle 92521 NEUILLY CEDEX

LES TOURS/MAZON

GROUPE SYSECA

SYSECA (350 M² de C.A., 900 collaborateurs dont 85 % d'ingénieurs) est une Société de service et d'ingénierie en informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Pour renforcer notre implantation régionale dans le Sud-Ouest, et promouvoir nos activités temps réel, intelligence artificielle et études avancées, nous recherchons :

ingénieur commercial
diplômé Grande Ecole d'Ingénieurs

ayant des références auprès d'industriels toulousains, plus particulièrement dans le domaine aéronautique et aérospatial.

Il aura la responsabilité de la prospection, promotion, négociation, vente de nos produits et services dans la région.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 231 à SYSECA SELECTION, 315, Bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD CEDEX. Discrétion assurée.



Le Monde
CADRES

ELLE MATCH 7 **une semaine de paris**
... et bien d'autres, c'est nous !
Les publications Filipacchi et Hachette-Presse

Responsable de la production informatique

pour suivent leurs fortes croissances et se diversifient dans de nouveaux produits de communication (presse radiophonique, production d'images...). Face à cette « montée en puissance », notre informatique (8 ordinateurs PRIME, 200 terminaux) renforce ses structures techniques et recherche son :

Rattaché à notre Directeur Informatique auquel vous répondrez et, en étroite collaboration avec la Direction des Etudes, vous superviserez notamment deux centres d'exploitation et mettez en œuvre les moyens permettant de garantir :

- pour le présent, une régularité et une qualité de production efficace, optimale et satisfaisante,
- pour le futur, une exploitation toujours performante adaptée à notre avenir prometteur.

Vous êtes un professionnel de la production informatique, âgé d'environ 35-38 ans, ayant du « poids », des qualités de meneur d'équipes, des idées, et le sens des responsabilités évolutives.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et présentations), sous réf. L/RP/LM, à notre Conseil Thierry de CARNÉ qui vous garantira toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

COLGATE-PALMOLIVE (3,5 milliards de francs de CA) connue pour ses marques : Axion 9, Cleopatra, Raic, Ajax, Soupline, Galaxy, Tondresse, Cactum, Tongency, Ultra-Brille...

Responsable de l'organisation

Formateur et animateur d'une équipe, vous pourrez exercer votre sens des responsabilités pour mettre en place les différents projets qui permettront l'amélioration de notre organisation, et ceci en toute autonomie.

Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieur ou de Commerce, vous possédez également une expérience de 3 à 5 ans dans une fonction similaire. Si vous désirez répondre à un véritable challenge, au sein de notre société, où la qualité, l'efficacité et l'ambiance de travail sont considérées

comme des valeurs essentielles, contactez Christine MEDAKSIAN, en adressant une lettre manuscrite, votre CV et vos présentations, sous réf. LM 9, Direction de l'Emploi et de la Formation et des Conditions de Travail, 55 bd de la Mission Marchand, 92401 Courbevoie Cedex.

COLGATE-PALMOLIVE

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE recherche, pour sa DIRECTION DE LA CLIENTÈLE INDIVIDUELLE et GESTION PROBLÈMES un

Cadre commercial **Audit reporting**
Nouveaux Produits Financiers **Investisseurs Internationaux**

Vous serez chargé : de mettre en place et d'assurer le suivi commercial de produits Financiers pour le compte de grands Investisseurs Français et Internationaux.

Vous avez :

- environ 40 ans,
- une bonne expérience des marchés et produits financiers,
- un sens aigu de l'organisation et de la qualité du service rendu,
- une pratique courante de l'anglais.

(Réf. CC/LM)

Postes basés à PARIS.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et présentations, sous la réf. choisie, à M. Jean-Michel PIADÉ SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Service du Recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS.

N°2 à la direction du personnel

Nous sommes la branche industrielle d'un important Groupe privé français. Le siège, situé en banlieue Ouest, est relayé par des établissements régionaux dans les plus grandes villes françaises.

Véritable « bras droit » du directeur du personnel, vous l'assisterez avec l'aide d'une équipe de quatre collaborateurs dans la gestion administrative informatisée d'un effectif de 900 personnes (paie, déclarations, gestion des effectifs et des intérimaires...). Ensuite, vous prendrez en charge les problèmes d'organisation travail en équipes, absentéisme, étalement des congés... et coordonnerez les activités de formation.

Diplômé d'études supérieures (ES-C...), vous avez acquis une première expérience d'environ 3 ans de la gestion du personnel en milieu industriel. En fonction de votre réussite, votre rôle devrait s'élargir à tous les aspects de la fonction sociale. Le lieu de travail est proche de VERSAILLES.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 895/M à CURRICULUM, 6, Passage Lathuille 75018 PARIS.

BANQUE ITALIENNE
recherche
pour son bureau de représentation à Paris

1 ADJOINT DU REPRÉSENTANT

LE CANDIDAT IDÉAL AURA :

- un âge de 35 ans environ ;
- une excellente maîtrise du français, de l'italien et de l'anglais ;
- une expérience significative (3 ans minimum) au sein d'un département international d'une banque active dans le cadre du commerce extérieur ;
- une vocation spécifique au contact avec les banques et les entreprises ;
- une bonne connaissance des principes de l'analyse financière ;
- une très grande disponibilité aux déplacements sur l'ensemble du territoire français.

Envoyer les demandes de candidature + C.V. et photo sous n° 8.378
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, PARIS-7^e.

Conseil en brevets
Paris-8^e
recherche

1 INGÉNIEUR
GRANDE ÉCOLE

poste s'adressant de préférence à un mandataire devant l'OEI ou, éventuellement, à un débutant voulant faire carrière dans la propriété industrielle.

Anglais indispensable. Allemand souhaitable.

Adresser votre dossier de candidature (C.V., photo, présentations sous n° 8.383.

LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, Paris-7^e.
Confidentialité assurée.

PARIS
UN DES PREMIERS CABINETS FRANÇAIS D'AUDIT, CORRESPONDANT D'UN RESEAU INTERNATIONAL
recherche un (e)

responsable de la gestion des carrières

VOUS ÊTES diplômé (e) de l'Enseignement Supérieur, vous avez acquis une expérience d'environ 5 ans dans la fonction Personnel et le goût des contacts humains dans un environnement jeune, dynamique et en pleine évolution.

NOUS VOUS PROPOSONS de participer à un Comité de Personnel chargé de la gestion des carrières de 350 collaborateurs professionnels intervenant sur le territoire français. À ce titre, vous coordonnerez l'ensemble des actions de recrutement dans les Grandes Ecoles et participerez à l'organisation de la planification des missions ainsi qu'au suivi des évaluations et des promotions.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournée), présentations, sous référence 10.450-M à Mamrèges, 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

RESPONSABLE DE RECRUTEMENT

VITESSE DE CROISIÈRE : 100 INFORMATIENS PAR AN

Impressionnant, non ? Mais cela ne saurait signifier pour autant que nous recherchons un «Sergent Recruteurs». D'ailleurs, vous ne vous sentez nullement concerné par ce profil «has been» !

Diplômé de l'enseignement supérieur, vos preuves ont été faites au cours de 3 à 5 ans dans une fonction de recherche d'informaticiens de tous niveaux, chez un constructeur, une SSII ou, pourquoi pas, dans un cabinet spécialisé.

Analyse, description et évaluation des fonctions avec les directions intéressées, sélection, accueil... Nous ne nous étendons pas davantage sur un métier que vous maîtrisez bien. Dans nos structures, il n'appartient qu'à vous de le faire évoluer rapidement : mouvement, promotion, appréciation, gestion de carrière... L'affirmation n'est pas gratuite : notre assise est en effet solide, appartenant à l'un des plus grands organismes financiers français.

Poste à pourvoir à Paris.

Merci d'adresser votre dossier, en toute confidentialité, sous référence 531 M à notre Conseil :

SODERHU
22 rue Saint Augustin
75002 PARIS.

UN DES PREMIERS CABINETS FRANÇAIS D'AUDIT, EXPERTISE ET CONSEIL
Membre d'une firme internationale recrutée pour son réseau fortement implanté en

Afrique Francophone

DEUX DIRECTEURS DE BUREAU

Vous êtes expert-comptable diplômé ou mémorialisiste et vous avez une expérience pluridisciplinaire de la profession acquise dans un cabinet de taille nationale ou internationale.

Vous souhaitez exercer de réelles responsabilités au sein d'une équipe dont vous serez l'animateur et d'une clientèle que vous chercherez à développer.

Avec votre famille, vous avez envie de dépasser vos frontières en découvrant une nation jeune et ambitieuse.

NOUS VOUS OFFRONS :

- De réelles possibilités de carrière au sein d'une organisation internationale comptant 600 professionnels sur la France et l'Afrique, une formation permanente et pluridisciplinaire, des méthodes de travail rigoureuses, une rémunération attractive (F. 400 000 +, avantages expatriés, 2 mois de congés).

Adresser CV, photo et lettre manuscrite à Hélène LIPPNER, HSD, Tour Manhattan Cedex 21, 92095 PARIS LA DEFENSE 2.

LE GROUPE HERVET
développe ses activités de
CRÉDIT BAIL
et recherche pour seconder le Directeur Général de sa
FILIALE SPÉCIALISÉE LOCATERME

UN EXPLOITANT CONFIRMÉ

pour assurer le développement et la diversification de l'activité par la prospection de clientèle, la négociation et la mise au point d'opérations de Crédit Bail, de Location, et de Crédit d'équipement professionnel.

Il participe aux côtés du Directeur Général aux orientations de la Société et à leur mise en application.

De formation supérieure de type École de Commerce, le candidat bénéficie d'une expérience commerciale réussie dans le Crédit Bail mobilier, et le Crédit d'équipement.

Excellent technicien, il a su par ailleurs faire la preuve de son goût pour la négociation, de son sens du risque, mais aussi de sa créativité.

Son évolution personnelle doit lui permettre d'exercer des responsabilités d'encadrement.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations sous réf. 208 à Bénédicte LE TOUZÉ - BANQUE HERVET - Département du Personnel et des Relations Sociales - 127, avenue Charles-de-Gaulle, 92201 NEUILLY-S/SEINE.

BANQUE HERVET

Directeur Général

AGENTS COMMERCIAUX

INGÉNIEURS D'A...

CHÈFS DE PROJETS

Responsables Familiales École

INDUSTRIE ALIMENTAIRE

crée la...

RESPONSABLES DES PROJETS

& Strasbourg

Handwritten signature or note at the bottom of the page.

مكتبة المراجع

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
CADRES

Paris, PME (CA 10 MF), Sports et loisirs nautiques

Directeur Général (France)

Patron opérationnel de cette société de distribution, filiale d'un des leaders dans son domaine, il assure la pleine responsabilité du développement (ventes, marketing) et de la gestion administrative et financière (Personnel, plans, budgets, reporting).

Diplômé d'une grande école de commerce, vous possédez à 35/40 ans une expérience complémentaire (ventes/marketing + finances) acquise dans une fonction similaire au sein d'une société de Distribution de Produits ou d'Equipements Grand Public... Dans le domaine des sports, ce serait un plus ! La parfaite connaissance des structures anglo-saxonnes et la maîtrise de l'anglais sont deux éléments indispensables pour postuler à cette fonction.

Vous rejoindrez une société dynamique, de réputation internationale en expansion sur un marché porteur.

Merci d'adresser lettre de motivation et CV en Anglais en précisant la référence M 62403 NLE à Nicole LE BREUILLY.

TEG
113 rue de
l'Université
75007
PARIS.



Dans le cadre de sa stratégie de développement
la poste recrute :

AGENTS COMMERCIAUX
INGÉNIEURS D'AFFAIRES

Pour la gestion personnalisée de ses grands clients nationaux.

PROFIL :

- formation commerciale, économie d'entreprise de bon niveau ;
- expérience professionnelle d'au moins 4 ans ;
- langue anglaise appréciée.

APTITUDES :

- aux contacts à haut niveau ;
- à la négociation des affaires ;
- à la réflexion marketing ;
- au travail en équipe.

Candidatures : lettre manuscrite et curriculum vitae à D.G.P.
Direction des Services Courrier - Grands Comptes - 20, avenue de Ségur, 75700 PARIS.

AUDIOVISUEL

cadre, responsable relations publiques et vidéo communication, 18 ans exp. information. Promotion, conception et production. Rech. poste similaire. Et. N° 22007 Centre Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris qui transmettra.

Importante société de distribution recherche

CHARGÉ D'ÉTUDES

Débutant : 20/25 ans. bac + 2, une formation supérieure ou informatique (méthode, logiciels) indisp. ; poste basé à PARIS POSSIBILITÉS D'ÉVOLUTION

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 02308 à : UNIA, service CVC, avenue Georges-Bollor, 91310 LINAS-MONTHÉRY.

Cette entreprise, spécialisée dans la fabrication de colles et adhésifs, est aujourd'hui un des leaders sur le marché français de l'emballage et du conditionnement. Grâce à une excellente assise financière, des clients prestigieux et un fort développement à l'export, elle est appelée à devenir rapidement un groupe européen de premier ordre. Aussi renforce-t-elle son laboratoire de recherche et développement, particulièrement dans le domaine des adhésifs.

Responsable du laboratoire
"recherche et développement"

À la tête d'une équipe d'une douzaine de personnes, et en relation permanente avec la clientèle et les services internes de l'entreprise, sa mission sera à la fois technique, stratégique et de management. Technique, car il sera responsable de la qualité des produits mis au point, de leur standard et de leur coût. Stratégique, car il devra adapter constamment ses lignes de produits en fonction du marché et des besoins des clients. De management, car il instaurera chez ses collaborateurs du dynamisme et une créativité constante. Ce poste conviendrait à un ingénieur chimiste maîtrisant parfaitement la chimie organique (émulsions, solutions, thermofusibles, réticulables...). Une expérience de 5 ans minimum est nécessaire en qualité d'ingénieur d'application ou responsable d'un laboratoire dans des domaines tels que les polymères, les résines, les émulsions, les élastomères... En outre, une grande autonomie et une réelle ouverture "marketing" sont attendues. La rémunération sera fonction du niveau des compétences acquises. De réelles perspectives d'évolution sont assurées à l'intérieur du groupe. Réf. A/D2829M.

Ingénieurs de recherche
200.000 F

Sous l'autorité du responsable du laboratoire et en relation directe avec les services commercial et technique, ils mèneront intégralement les missions de recherche et de développement sur les produits ou les matières premières depuis l'analyse de la demande client jusqu'aux tests, en passant par la formulation des produits. Des déplacements au niveau national et international sont à prévoir. Ces postes impliquent de solides connaissances en chimie organique (école ou université) et 2 à 3 ans de recherche de base sur les polymères, caoutchoucs, ou résines. Curiosité naturelle, bon sens et volonté de s'investir seront appréciés afin d'évoluer avec l'entreprise. La rémunération, liée à l'expérience pourra atteindre 200.000 francs. Réf. A/D2830M.

Pour ces postes, un très bon niveau d'anglais est nécessaire. Base de travail : grande banlieue est de Paris. Ecrire à Sylvie LOTS en précisant la référence choisie. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Recherche

CHEFS DE PROJETS

- 3 ans d'expérience minimum dans le domaine de la conduite de projets et dans le domaine informatique.

Les projets concernés peuvent être, soit des centres de contrôles de missions opérationnelles, soit des centres de traitements de données de mesures ou issues d'imageries et peuvent concerner l'ensemble matériel/logiciel ou le logiciel exclusivement.

Ces Chefs de Projets devront pouvoir assurer le contact avec des industriels clients, qui évoluent dans des domaines de technologie de pointe (en particulier aéronautique spatiale et télécommunications).

Adressez votre candidature à Mme Claudel réf. : 11.
CR2A - 19 avenue DUBONNET
92411 COURBEVOIE CEDEX



La forte expansion de notre DEPARTEMENT INFORMATIQUE INDUSTRIELLE confirme l'intérêt que nous avons sur nos clients, nous recherchons pour des postes fortement intéressants et variés (C.A.O. GENIE LOGICIEL, CONTRÔLE DE PROCESS, etc...)

sur Paris et Sud de la France.

Ingénieurs Grandes Ecoles

(DEBUTANTS ACCEPTÉS)

Rémunération attractive et évolution de carrière
Adressez candidature, CV et prétentions à SEDI
80, avenue Ch. de Gaulle 92200 Neuilly - 46.24.59.11

3 départements ouverts à
Ingénieurs d'affaires

Leader de l'assurance des risques d'entreprise, les ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE s'appuient sur la décentralisation et la qualité de leurs équipes pour répondre aux besoins spécifiques de chaque client.

Pour ces trois postes, alliant compétences techniques et sens des contacts humains, trois atouts indispensables : votre formation supérieure d'ingénieur, votre mobilité pour assurer de fréquents déplacements (France et étranger), votre capacité à parler l'anglais couramment.

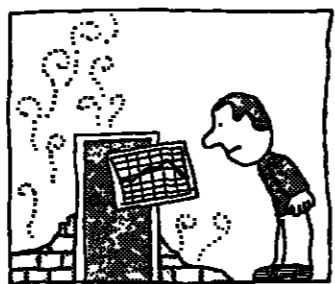
Incendie
et dommages divers

Votre expérience d'au moins 3 ans en entreprise vous a permis d'acquiescer maturité et un bon sens critique.

Au sein de notre équipe d'ingénieurs chargés d'affaires, vous analyserez les risques sur le plan technique et négocierez les contrats. Vous apporterez votre aide technique et commerciale aux réseaux d'intermédiaires en vous rendant sur le terrain.

(Poste basé à Paris).

Réf. IDD-M



Prévention
et Ingénierie

Fort d'une dizaine d'années d'expérience professionnelle dans le domaine de la sécurité en entreprise, vous souhaitez optimiser votre potentiel.

Rejoignez notre département, spécialisé dans la prévention des risques, nécessaire à une bonne protection des biens dans les branches Incendie, Vol et Risques Divers.

Vous aurez à analyser les risques sur le plan technique, à préconiser les mesures de prévention nécessaires et travaillerez en équipe avec les inspecteurs et souscripteurs de la division dommages.

(Poste basé à Paris).

Réf. PI-M

Construction

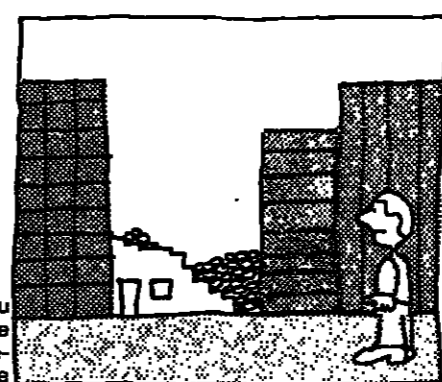
Ingénieur du bâtiment et/ou travaux publics, vous avez une première expérience en entreprise ou bureau d'études, une voie originale s'ouvre à vous :

traiter de l'ensemble des risques de Responsabilité Civile, Décennale, Dommages - Ouvrage et Tous Risques Chantier bâtiment.

Dans ce cadre, vous analyserez les risques sur le plan technique, négocierez les contrats et en assurerez le suivi. Vous apporterez votre aide technique et commerciale aux réseaux d'intermédiaires en vous rendant sur le terrain.

(Poste basé à Lyon).

Réf. CM



Saisissez l'une de ces opportunités en adressant votre dossier de candidature sous la référence de votre choix à ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE - Département Gestion de l'Emploi - 33, rue La Fayette - 75009 PARIS.



INDUSTRIE ALIMENTAIRE

RESPONSABLE
DES PROJETS
à Strasbourg

En interface permanente entre les attentes du consommateur et les divers intermédiaires de la distribution d'une part, et les ensembles Recherche Développement - Production d'autre part, il a pour mission d'écouter, d'étudier et de formaliser la faisabilité des produits à technicité élevée, qui devront s'intégrer de manière cohérente aux gammes existantes en termes de rentabilité.

Il doit travailler en équipe et a déjà mis sa créativité au service de réalisations concrètes.

Formation supérieure ou expérience équivalente.
Adressez lettre motivée, c.v. et photo sous réf. 4389 à AXIAL Publicité,
27 rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.

Importante société industrielle

implantée en PROVENCE

spécialisée en conception et construction d'équipements de haute technologie faisant appel à diverses disciplines, chaudronnerie, mécanique, hydraulique, électricité... Devenez récemment leader, en trois ans, dans le domaine de la machine spéciale (machines A.C.N., robots, ateliers flexibles...).

RECHERCHE

Ingénieurs formation grandes écoles

- Les candidats, âgés environ de trente-deux ans, auront une expérience en bureaux d'études (conception machines spéciales, calculs structures, mécanique...) et un commercial (recherche de clients nouveaux, suivi de clientèle, établissement de devis et des offres, négociations, suivi d'affaires).
- Une bonne connaissance de la langue anglaise est nécessaire.
- Une expérience en informatique appliquée à la conception ou aux calculs est souhaitable.
- Les postes à pourvoir sont des postes de conception et de direction d'affaires, à haut niveau de responsabilités techniques et financières et à fort potentiel pour des candidats de valeur.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé avec photo, prétentions, sous réf. 8.367
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue Montessuy, 75000 Paris.



Groupe AKZO
Reims (51)

Pour accroître nos ventes d'une ligne
de produits résines pour peintures...

(secteur : FRANCE)

Ingénieur Chimiste ou peintre ou équivalent, vous avez une expérience confirmée de la vente et l'assistance Technico-Commerciale de produits chimiques, de synthèse et matières premières utilisés dans la peinture, les vernis, les colles, colorants, etc... L'Anglais sera très apprécié.

Notre Société Synthèse France filiale du Groupe Synthèse (CA 600 MF/450 personnes) est spécialisée dans la production et vente de résines synthétiques pour peintures, et recherche un INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL pour le secteur géographique "France". Il aura son port d'attache à REIMS, Siège Social de notre Société où il devra résider.

Se déplaçant 50% de son temps, il sera responsable sur son secteur du développement des ventes et profits de celles-ci, de l'accroissement de notre taux de pénétration et de notre image de marque.

Merci d'adresser votre CV manuscrit et détaillé avec photo et salaire actuel (impératif) à notre Conseil sous réf. 8550 SYM
17 rue Courmeaux - 51054 Reims cedex
58 avenue de Wagram - 75017 Paris

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE
DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

333-3 MORENO CONSULTANTS
REIMS - PARIS - LYON



Le Monde CADRES

REPRODUCTION INTERDITE



Consultants en Gestion Publique dans les Pays en Développement

Les Administrations de souveraineté, ministères du plan, de l'économie, des finances, de la fonction publique, les entreprises publiques sont nos CLIENTS. Stratégie, organisation, informatique, gestion financière macro et micro économie sont nos TECHNIQUES. Conseil, Formation, Assistance Technique sont nos MODALITÉS D'INTERVENTION.

Philips Eclairage. Notre unité de Chalon-sur-Saône est spécialisée dans la fabrication de lampes fluorescentes. Elle est la plus moderne d'Europe et compte un effectif de 340 personnes.

Une opportunité pour réussir. NOTRE METIER: Aménager et protéger des locaux informatiques. Basés à PARIS, vous intervenez dans la France entière.

BANQUE PARIS-8°. un ATTACHÉ AU SECRETARIAT GÉNÉRAL (H/F) pour prendre en charge notamment les travaux de contrôle comptable et d'inspection.

Imprimerie proche banlieue cherche son RESPONSABLE DE NUIT. Niveau ingénieur. Expérience imprimérie appréciée.

Imprimerie proche banlieue cherche son RESPONSABLE DE FABRICATION. Niveau ingénieur. Expérience imprimérie appréciée.

DIRECTEUR COMMERCIAL. resp. vente et clientèle. bonne réf., grande distrib., solides. formation DEC CV détaillé. photo + prés. à P. Lichon, S.A. s/réf. 4008, 10, rue Lavoisier, 92002 Paris 92.

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES. RECHERCHE. MIAGE + DEA INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES.

ADMINISTRATEUR. pour gestion comptable et financière, connaissance contrats, formation DEC + expériences souhaitées.

RESPONSABLE SERVICE FINANCIER. Niveau d'études: Dipl. d'études comptables supérieures; exp. comptable solides.

ATTACHÉ COMMUNAL. de 2e classe pour occuper le secrétariat général. Posséder lic. ou dipl. de droit public.

ON ADJOINT A SON CHEF COMPTABLE. posséder BTS, DECS ou équivalent, quelques années d'expérience en comptabilité industrielle.

STÉ HUTCHINSON SNC. 4, rue de Londres, 93340 PERSAN. recherche ON ADJOINT A SON CHEF COMPTABLE.

STÉ HUTCHINSON SNC. 4, rue de Londres, 93340 PERSAN. recherche ON ADJOINT A SON CHEF COMPTABLE.

STÉ HUTCHINSON SNC. 4, rue de Londres, 93340 PERSAN. recherche ON ADJOINT A SON CHEF COMPTABLE.

STÉ HUTCHINSON SNC. 4, rue de Londres, 93340 PERSAN. recherche ON ADJOINT A SON CHEF COMPTABLE.

STÉ HUTCHINSON SNC. 4, rue de Londres, 93340 PERSAN. recherche ON ADJOINT A SON CHEF COMPTABLE.

STÉ HUTCHINSON SNC. 4, rue de Londres, 93340 PERSAN. recherche ON ADJOINT A SON CHEF COMPTABLE.

Produits industriels consommables INGENIEUR DES VENTES Monsanto. est un des grands groupes internationaux largement diversifiés qui opère dans différents domaines (agriculture, chimie, matières plastiques, pharmacie, etc.) sur l'ensemble du monde.

Acheteur centrale restauration. Responsable des achats Epicerie-Liquides, vous gérez un budget de 400 millions de francs.

Droit des Sociétés. Vous avez une Maîtrise ou un Diplôme de 3ème cycle en Droit des Affaires.

Responsable Juridique. de participer au montage juridique de produits financiers, de rédiger actes et contrats.

Responsable de la production informatique. Sous la responsabilité du Directeur Informatique, vous dirigerez dans un premier temps l'équipe système.

Crédit Mutuel. Vous serez chargé de participer au montage juridique de produits financiers, de rédiger actes et contrats.

Crédit Mutuel. Vous serez chargé de participer au montage juridique de produits financiers, de rédiger actes et contrats.

Crédit Mutuel. Vous serez chargé de participer au montage juridique de produits financiers, de rédiger actes et contrats.

Crédit Mutuel. Vous serez chargé de participer au montage juridique de produits financiers, de rédiger actes et contrats.

Crédit Mutuel. Vous serez chargé de participer au montage juridique de produits financiers, de rédiger actes et contrats.

Crédit Mutuel. Vous serez chargé de participer au montage juridique de produits financiers, de rédiger actes et contrats.

Crédit Mutuel. Vous serez chargé de participer au montage juridique de produits financiers, de rédiger actes et contrats.

Crédit Mutuel. Vous serez chargé de participer au montage juridique de produits financiers, de rédiger actes et contrats.

Vertical advertisement on the right edge of the page, partially cut off, containing text like 'UN INGENIEUR', 'TECHNICO-COM', 'UNE CADRE DE GESTION', 'DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES', 'INGENIEUR INFORMATIQUE'.

Handwritten text at the bottom of the page: 'الطريق الى النجاح'.

Le Monde CADRES

DU PONT
DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A.
recherche pour son Département POLYMERES

**UN INGENIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL**

Parlant anglais et italien, votre mission sera d'assurer dans l'industrie de la construction, la promotion d'Élastomères de haute technicité, à travers la France, la Belgique, l'Espagne et l'Italie.

Ingenieur Arts et Métiers, Travaux Publics ou similaire, vous avez plusieurs années d'expérience et êtes familiarisé avec les problèmes de vente. Une bonne connaissance de la construction (couverture/toiture) et/ou des contacts déjà existants avec la profession (architectes, couvreurs) seraient un atout.

Disponible, vous devez vous déplacer fréquemment dans les pays précédemment cités.

Si, de plus, vous avez une bonne connaissance de l'espagnol, vous avez les atouts nécessaires pour intégrer une équipe dynamique dans une Société performante.

Rémunération motivante - Avantages sociaux importants.

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V. et présentations à

DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A.
Service du Recrutement - DO
137, rue de l'Université
75334 PARIS CEDEX 07

Le département du Val-de-Marne

RECRUTE
PAR VOIE DE CONCOURS SUR TITRES
OU PAR VOIE DE DETACHEMENT

**3 INGENIEURS SUBDIVISIONNAIRES
OU PRINCIPAUX**

Pour l'Arrondissement Fonctionnel de l'Eau
et de l'Assainissement
(Spécialité « Electromécanique ou Hydraulique »)

**1 INGENIEUR SUBDIVISIONNAIRE
OU PRINCIPAL**

Pour le Service d'Architecture et des Bâtiments Départementaux (spécialité « Bâtiment ») (expérience d'électromécanicien dans la marine appréciée)

CONDITIONS :

- être âgé de moins de 40 ans au 1^{er} janvier 1987 ;
- être de Nationalité Française ;
- être titulaire de l'un des diplômes ou titres figurant à l'annexe I du Statut Particulier des Ingénieurs du cadre départemental.

Le dossier de candidature comprenant :

- un curriculum vitae détaillé ;
- la photocopie du diplôme ;
- une photographie d'identité ;
- deux enveloppes timbrées portant nom et adresse devra être adressé AU PLUS TARD le 30 MARS 1987, le cachet de la poste faisant foi, à :

Monsieur le Président du Conseil Général
Hôtel du Département du Val-de-Marne
Direction du Personnel Départemental
Bureau de Recrutement - Pièce 404
Avenue du Général-de-Gaulle - 94000 CRETEIL.
Tél. : 48-99-94-90 - Poste 24.84.

EXPERTS ET AUDITEURS INFORMATIQUES

Nous faisons partie d'un Groupe de Conseil de Direction en forte croissance.

Notre Société, spécialisée dans l'Expertise et l'Audit Informatiques recherche plusieurs ingénieurs possédant une expérience réussie d'au moins 3 à 5 ans en entreprise ou en cabinet dans les domaines suivants :

- Conduite de projets informatiques
- Téléinformatique et bureautique

Nous vous formerons aux méthodes et aux outils qui contribuent à notre succès et favorisent toutes les initiatives pertinentes.

EUREXPERT

Membre d'EUROGROUP CONSULTANTS

Monsieur Ignace DAZIN, 152 Bld Malesherbes - 75017 PARIS

**RECHERCHE D'UN
INGENIEUR ECONOMISTE**

LA SOCIÉTÉ :

Trans Energ, société de conseil aux PVD dans le secteur énergie, fondée en 1980, filiale des opérateurs géographiques français.

LE POSTE :

Ingenieur d'affaires pour suivi des projets et prospection commerciale de haut niveau. Langue espagnole et (si possible) anglaise ; poste basé à Paris avec nombreuses missions à l'étranger.

LES COMPETENCES :

Formation grandes écoles. Sans signe du contact. Expérience du secteur énergie à l'exportation.

Adresser C.V., photo et lettre manuscrite à :

TRANS ENERG - SAF
42, rue Cambrouze,
75015 PARIS.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ
AGRO ALIMENTAIRE**
recherche pour LE MANS

**JEUNE CADRE
DE GESTION**

Il devra seconder le directeur administratif et financier principalement sur les points suivants : élaboration et contrôle des budgets, mise en place et suivi des tableaux de bord, rapport mensuel d'activité et amélioration constante des procédés.

Pour être candidat il faut avoir une solide formation générale (E.S.C. Finances-comptabilité ou équivalent), une bonne connaissance de la comptabilité (D.E.C.S. ou équivalent), une première expérience de quelques années, si possible en milieu industriel, avec utilisation de tous les moyens modernes de gestion dont la micro-informatique, et une ferme volonté de s'impliquer à fond dans cette activité en relation étroite avec tous les partenaires de la production et du commercial.

BELLES PERSPECTIVES D'AVENIR POUR QUI REUSSIRA A CE POSTE.

Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et présentations au Département Recrutement du COMES, 19, rue de la Paix, 75002 PARIS. (sous réf. 2680) DISCRETION ET RÉPONSE ASSURÉES.

Groupe industriel leader dans son domaine recherche pour l'une de ses usines (400 personnes) située en BOURGOGNE un

Ingénieur études

Ce poste est une création. Dans le cadre de notre développement, vous viendrez renforcer nos services ETUDES / METHODES. Vous êtes ingénieur A & M ou équivalent, DEBUTANT ou ayant une première expérience en bureau d'études (mécanique, électronique, petits moulages plastiques...)

Nous vous offrons une formation adaptée à nos produits ainsi que la possibilité d'accéder à de réelles responsabilités et cela à la campagne...

Merci d'adresser votre CV + lettre manuscrite sous référence 5235 à notre Conseil ou transmettre-le en composant sur votre minitel le 3615 code CV PLUS.

Ressources & Développement
6, rue Condorcet Delavigne - 75008 PARIS

**GROUPE DE MUTUELLES
EN PLEINE EXPANSION**
recherche

**JEUNE CADRE
DE GESTION**

Il devra assister le directeur dans la gestion des ressources financières : comptabilité, bilan, tableau de bord, suivi des placements, établissement et contrôle des budgets...

Pour être candidat il faut avoir une solide formation générale de base (E.S.C. Finances-comptabilité, Sciences-Po. éco-fi...), une très bonne connaissance de la comptabilité (D.E.C.S. ou équivalent), une première expérience de quelques années avec utilisation des moyens modernes de gestion, si possible dans le même domaine professionnel et une ouverture d'esprit à l'aspect social de l'activité mutualiste.

REMUNERATION ET AVANTAGES SOCIAUX INTERESSANTS.

Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et présentations au Département Recrutement du COMES, 19, rue de la Paix, 75002 PARIS. (sous réf. 2677) DISCRETION ET RÉPONSE ASSURÉES.

INGENIEUR D'AFFAIRES

Leader français dans les machines spéciales (Arts graphiques), ses biens d'équipement sont exportés à 80 % de notre chiffre d'affaires.

Nous renforçons notre présence commerciale dans le monde (secteur à définir) et souhaitons pour cela intégrer un ingénieur d'affaires justifiant d'une solide expérience dans les biens d'équipement.

La connaissance de l'anglais courant est une nécessité. Une seconde langue serait un plus.

La rémunération est composée d'un fixe de l'ordre de 250.000 à 300.000 F par an et d'une commission.

Le point d'attache est la région d'Orléans.

Le candidat consacrer 50 % de son temps en déplacements.

Merci d'adresser C.V., courrier manuscrit, photo à HAVAS ORLÉANS, n° 205.780, B.P. 1519, 45005 ORLÉANS CEDEX.

GRANDE BANQUE ÉTRANGÈRE - PARIS
recherche son

**DIRECTEUR
DES RESSOURCES
HUMAINES**
(Manager Human Resources)

Le poste, consisterait à un (une) professionnel de la fonction personnel, âgé de 35 ans minimum, de formation supérieure, ayant une très bonne expérience de la fonction acquise en banque ou société multinationale.

La pratique de l'anglais est indispensable. Les responsabilités couvrent tous les domaines de la gestion des ressources humaines : recrutement, formation, motivation, relations sociales, paye, évaluation des fonctions, systèmes de notation, grille de rémunération, plans de carrière.

La fonction rapporte au Comité de Direction Générale.

Le poste est à Paris.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite sous réf. 1123 à SWEETS 9, rue du Delta, 75009 PARIS qui transmettra.

**Un groupe de sociétés
de services dynamique
et en phase de développement.**
Réalisant 250 MF.

Recherche son

**secrétaire général adjoint
chargé des finances et du contr. de gest.**
220.000 F.

Le poste consisterait à un diplômé d'une école supérieure de gestion, disponible rapidement, titulaire du DECS et ayant bénéficié d'une première expérience de deux à quatre ans dans un cabinet d'audit.

Ce poste basé en région parisienne, recouvre les domaines suivants :

- Organisation des procédures de comptabilité et de consolidation.
- Contrôle de gestion et audit interne.
- Centralisation de la trésorerie et du financement du groupe.

Adresser C.V. lettre et présentations n° 8.374.
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessuy, PARIS-7^e.

Société spécialisée dans la réalisation et la gestion de Centres Commerciaux située Centre de Paris recherche

**Juriste
droit privé HF**

ayant de préférence expérience :

- baux commerciaux,
- co-propriété,
- montages immobiliers,
- contentieux.

Ce cadre gèrera un portefeuille de boutiques et prendra en charge tous les problèmes juridiques de la société.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo et présentations s/réf. 1572, qui seront transmis par :

Pierre Lichau s.a.
10, rue de Louvois - 75002 PARIS

LABORATOIRE INRA
NANTES
recherche

**UN CHARGÉ
DE RECHERCHE**

Pour développer l'immunochimie appliquée à l'étude des protéines sériques.
Tél. 16-40-79-23-64.

PROMOUVOIR
UNE STATION
DES PYRÉNÉES (65)

HF. Vous serez à développer les activités et les structures de notre station. Bien définir les produits : hébergement, sport, loisirs, coordonner les actions, rechercher les investisseurs immobiliers, commercialiser les structures d'accueil, etc.

Vous avez 28/30 ans et plus de formation supérieure, après une première expérience proche du tourisme, des loisirs... vous aimez les montagnes pour résider au sein de la station et la promouvoir. Merci d'adresser CV + photo sous réf. P87 207, à Nancy, 41, bd. du Montparnasse, Paris 10^e. Les entretiens auront lieu à Paris ou à Toulouse.

L'OR.S.T.O.M.
recherche

**DOCUMENTALISTE
SPÉCIALISÉ**

dans les Sciences de la Terre.

Profil : diplôme de documentaliste, maîtrise scientifique ou DEA, pratique de l'interrogation de banques et bases de données scientifiques. Connaissance et pratique d'un logiciel documentaire et de l'indexation de documents scientifiques. Lieu de travail : Bondy (Seine-Saint-Denis). Niveau de recrutement : ingénieur d'études 2^e classe.

Candidature à adresser à :
O.R.S.T.O.M.
Service de Personnel,
213, rue La Fayette,
75480 PARIS CEDEX 10.

**COMPAGNIE NOUVELLE
DE CONTENREURS
FILIALE DE LA S.N.C.F.**
recherche

**1 FUTUR
CHEF DE PROJET**

NIVEAU :
MAGE, INSA, 2 à 3 ans expér. Vous évoluerez rapidement vers la fonction de CHEF DE PROJET sur des applications gérées en temps réel sous bases de données.

**1 PROGRAMMEUR
CONFIRMÉ**

NIVEAU :
DUT ou BTS d'informatique. EXPERIENCE :
Vous avez travaillé au moins 2 ans comme programmeur en langage structuré. Vous connaissez éventuellement PAC ou PADCASE, et les bases de données.

NOTRE MATÉRIEL :
SPERRY 1100 biprocesseur connecté à un deuxième ordinateur, réseau de 200 terminaux (matrice PCI) utilisant TRANS-PAC.

LIEU DE TRAVAIL :
PARIS (proche gare de Lyon).

Env. C.V. manuscrit et présent. à C.N.C.M., Le Chef du Personnel, 20, rue Hector-Maliot, 75002 PARIS CEDEX 12.

A MONTPELLIER
Hélio économique recherche

JOURNALISTE

Expér. enq. Respons. Ecrire avec C.V. à :
M. 13, place de la Comédie
34 000 Montpellier.

Pour Sté informatique (85)
VOUS ÊTES JEUNE
DONC DYNAMIQUE
VOUS VOULEZ VENDRE
NOUS AVONS UN EMPLOI
POUR VOUS.
(premier emploi occupé).

Tel. : 34-13-67-77.

I.P.S.
Informatique pétrolière
scientifique
recherche

INGENIEUR INFORMATICIEN

X, mines, centrale... possédant : une expérience minimum de un an des langages Fortran C et du système Unix. Une bonne connaissance si possible dans le domaine de la géophysique ou de la géologie.

Envoyer votre C.V. détaillé avec lettre manuscrite et présentations à :

I.P.S. : 35, rue Eichenberger, 92800 Puteaux.

**Intermédiaire financier
(Paris)**

Recherche pour renforcer son département nouveaux produits (options, swaps, futures)

**JEUNES DIPLOMÉS (ÉES)
(OU INGENIEURS)**

Possédant une formation financière Débutants ou dotés d'une expérience professionnelle.

Dynamiques, agressifs, possédant un jugement rapide, ayant le sens du contact, ils devront :

- Intervenir en négociateur sur les nouveaux marchés ;
- Développer les relations avec la clientèle ;
- Etudier le montage d'opérations nouvelles.

Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite, curriculum vitae et photo à :

MONDE PUBLICITE
sous n° 8.381 M, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

BANQUE INTERNATIONALE
recherche

**ADJOINT
DU RESPONSABLE
CONTROLE DE GESTION**

- Expérience similaire de 2 à 3 ans en milieu bancaire exigée.
- Capacité à diriger petite équipe.

Envoyer C.V. et présentations à :

B.A.I.L.
12, place Vendôme,
75001 PARIS.

UNIVERS DE LA GESTION

Société américaine d'informatique et sa filiale française qui connaissent une très forte croissance - Paris-Sud

Crédit Manager

Pour cette création de poste, le candidat rattaché à la D.A.F. prendra en charge les **COMPTES CLIENTS** et devra mettre en place une gestion de **TRÉSORERIE** en amont des ventes et en assurant son exploitation. Il sera responsable de ses prévisions à court et moyen termes, devra négocier les conditions bancaires et les financements, gérer le risque de change, créer et suivre un portefeuille de titres. Une expérience réussie de 5 ans dans la même fonction est nécessaire, ainsi que la connaissance des logiciels de gestion de trésorerie. Une formation supérieure HEC, ESSEC, Sup de CO, ou équivalent, option finance/comptabilité et la parfaite maîtrise de l'anglais sont requises. D'un esprit rapide, organisé et dynamique, le candidat devra pouvoir s'intégrer dans une équipe particulièrement jeune et performante. Ecrire avec C.V., détail, photo, prétentions et téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide), sous référence 26003 M à Danièle Chapeau

MRI conseil 13, rue Madeleine Michels 92522 Neuilly.

Directeurs d'agence ? Oui, peut-être, mais surtout... Chefs d'entreprise

La Banque, un secteur que vous connaissez bien, trop bien peut-être, après une dizaine d'années d'expérience (ou une responsabilité d'agence). Aujourd'hui, vous mesurez la lourdeur de l'institution. Vous trouvez que vos qualités d'entrepreneur ne s'épanouissent pas comme elles le devraient. Vous rongez votre frein... Vous vous sentez prêt à être pleinement autonome pour gérer une agence et animer une équipe. Vous proposerez une gamme de produits complète à une clientèle de plus en plus avertie et la conseillerez au sein d'un réseau en pleine expansion. Vous pensez pouvoir donner un coup d'accélérateur à votre carrière et à votre rémunération pour vivre une nouvelle étape professionnelle en partageant le développement de l'entreprise. Vous êtes disposé à apporter vos compétences complètes de techniques bancaires, à vous impliquer totalement dans une politique commerciale originale et vous espérez, après une première expérience réussie, obtenir des opportunités de carrière au sein de notre établissement. Vous voulez continuer à travailler en Ile-de-France (ou rejoindre cette région)...

Banquiers du troisième type, à vos plumes...

Denis SESBOÛÉ, notre Conseil, attend votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la référence S/CE/LM, et vous garantit la plus totale discrétion.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

jeune CONTROLEUR DE GESTION

Au sein du département Contrôle de notre Division Matières Plastiques Pigments et Additifs, (C.A. d'environ 700 MF), votre mission sera centrée sur :

- la prise en charge de travaux opérationnels de contrôle de gestion : plans budgets, reporting, tableaux de bord...
- des études à caractère économique : dossiers d'investissements et nouveaux projets.

De formation supérieure en Gestion, vous avez au cours de vos stages ou d'une première expérience professionnelle, mis en oeuvre vos qualités d'analyse et de synthèse, votre aptitude à conduire des études, vos capacités à travailler sur des données chiffrées en utilisant l'outil informatique. Vous aimez les relations humaines et avez le goût du challenge. Vous aurez dans notre Groupe (l'un des premiers dans le domaine de la chimie - pharmacie) des opportunités de développement en rapport avec votre potentiel.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite avec C.V. et photo sous réf. 4409 à Christiane Montell, CIBA-GEIGY, 2 et 4 rue Lionel Terray 92506 Rueil-Malmaison Cedex.

CIBA-GEIGY

Créer notre fonction trésorerie

Nous sommes un Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial situé à Paris. La mise en place d'une nouvelle organisation nous conduit à créer la fonction Trésorerie. Nous en recherchons le Responsable.

A une mission de conception et de mise en place des systèmes de gestion de trésorerie s'ajoute la responsabilité de la bonne marche de son service : il participe à l'élaboration du budget, assure les prévisions de trésorerie et gère d'importants flux financiers, pour faire face aux échéances, maintenir la solvabilité de l'Entreprise et maximiser les produits financiers.

A 27 ans au moins, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur avec une spécialisation comptable et financière (E.S.C.). Votre expérience réussie de 3 à 4 ans, dans une Banque ou une Entreprise, vous a permis d'exercer des responsabilités en matière de gestion quotidienne de la trésorerie. Vous utiliserez de façon courante la micro-informatique. La création de ce nouveau service offre la possibilité d'exercer la responsabilité complète d'une fonction en liaison avec les différentes Directions de l'Entreprise, les Banques et les organismes extérieurs.

Merci d'adresser votre candidature, avec rémunération actuelle à notre Conseil, Marc SIBOLD, qui vous assure de sa totale discrétion. COFROR - Référence 495/30 - Tour Fiat Cedex 16 - 92084 PARIS LA DEFENSE.

COFROR

Le Monde CADRES

Groupes Industriels leader dans son domaine recherche pour l'une de ses usines (400 personnes) situées en BOURGOGNE un

Ingénieur études

Ce poste est une création. Dans le cadre de notre développement, vous viendrez renforcer nos services ETUDES/METHODES. Vous êtes Ingénieur A & M ou équivalent, DEBUTANT ou ayant une première expérience en bureau d'études (mécanique, électronique, petits moules plastiques...)

Nous vous offrons une formation adaptée à nos produits ainsi que la possibilité d'accéder à de réelles responsabilités et cela à la campagne...

Merci d'adresser votre CV + lettre manuscrite sous référence 5235 à notre Conseil ou transmettre-le en composant sur votre minitel le 3615 code CV PLUS.

Ressources & Développement 6, rue Camille Desmoulins - 75008 PARIS

VOTRE REUSSITE : VOTRE COMPETENCE ET NOTRE DEVELOPPEMENT

Filiale française d'un important groupe pharmaceutique américain, nous possédons des outils modernes : une technologie de pointe et des moyens importants consacrés à la recherche. Avec notre centre de production en Normandie et un effectif de 475 personnes, nous réalisons un C.A. de 550 millions de francs dont 40 % à l'exportation.

Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons notre DIRECTEUR FINANCIER. A 35-40 ans environ, de formation supérieure (Grande Ecole ou Université) ; avoir obtenu votre D.E.S.S. sera un plus, vous maîtriserez parfaitement la langue anglaise et justifiez d'une première expérience de 3 à 5 ans de direction financière dans une société anglo-saxonne. Rattaché au Directeur Général, membre du comité de direction, vous organiserez, contrôlerez et développerez les activités des différentes unités du département (comptabilité, contrôle de gestion, trésorerie, audit...). De plus, vous serez chargé d'élaborer les budgets annuels et à 5 ans de la filiale, et de fournir à la Direction Générale toutes les analyses d'ordre financier. Votre potentiel vous permettra d'évoluer selon votre réussite à ce poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature et prêt, à la Direction du Personnel - Laboratoires UPROMU - Tour Franklin - Cedex 11 - 92801 PARIS - LA DEFENSE.

Upjohn

Nous sommes une Société Internationale de Produits de luxe. Nous recherchons pour notre secteur Production :

Un CONTRÔLEUR de GESTION USINES

Directement rattaché (e) au Directeur des Usines, vous serez chargé (e) de mettre en place une comptabilité analytique et budgétaire, d'élaborer les budgets annuels, de suivre la rentabilité, d'effectuer le contrôle des procédures et la consolidation des résultats de deux établissements industriels (l'un en France, l'autre en Suisse).

- Vous assurerez l'interface entre la Direction Usines et la Direction Internationale du Contrôle de Gestion, très fortement informatisée.
- Vous avez un Diplôme d'Etudes Supérieures en gestion et un D.E.C.S. ainsi qu'une première expérience du Contrôle de gestion (3 à 4 ans) en milieu industriel.
- Vous parlez couramment l'anglais et si possible l'allemand.
- Votre poste sera basé en proche banlieue parisienne mais vous effectuerez de fréquents déplacements en Suisse. C'est une création de poste à pourvoir immédiatement.

Adresser lettre de candidature manuscrite, C.V. détaillé et prétentions en précisant bien sur votre enveloppe la réf. 15949 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel, 91307 VINCENNES CEDEX qui transmettra

IMPORT. BUREAU D'ETUDES recherche pour ses agences partenaires MELUN (77), POISSY (78) et BORDAISE (33)

INGÉNIEURS MÉCANICIENS

Domaine aéronautique : pour travaux de conception études nouvelles. Ces postes peuvent convenir à formation : ENSAE, ENSTA, AM, ESTAE, ENSMA, ECP-1 ou équivalent.

INGÉNIEURS D'ETUDES

Domaine aéronautique : pour travaux d'étude conception matériel opto-électronique. Ces postes peuvent convenir à formation : ENSAE, ENSTA, AM, ESTAE, ENSMA, ENSERG ou équivalent.

Les candidats recherchés, débutants ou justifiant d'une expérience de 2 à 5 ans, devront posséder :

- une bonne connaissance de l'anglais lu et parlé ;
- des capacités d'analyse, de synthèse et de créativité ;
- de bonnes aptitudes relationnelles.

Envoyer C.V. + photo à :

RETEC 5, r. Geoffroy-Henri, Paris-9^e - 17, av. Montsouris, 33180 Saint-Médard-en-Jalles.

Nous sommes un des leaders de la qualité totale en France par l'originalité de nos méthodes nous recherchons des

CONSULTANTS EXPERIMENTES EN QUALITE TOTALE

Connaissant les approches : JURAN, CROSBY, ISIRI-KAWA, permanents ou vacataires.

Envoyer C.V., photo et prêt. à M^{me} MALLAT

CSP 66, r. La Fayette, 75008 Paris.

Sol optique de précision recherche OPTICIENS débutants ou expérimentés. Sages : 46-07-30-04 pour R.V.

ORGANISME DE PROTECTION SOCIALE - NEVRE recherche

JURISTE (Licence ou Maîtrise de Droit). Lieu de travail : NEVRES. Adr. lettre manus., C.V. et photo au BUREAU PUBLICITE sous n° 8371 M 5, r. Montcaussey, 75007 Paris.

Banque française d'ARBITRAGE ET DE TRÉSORERIE, Paris recherche

Opérateur homme de marché.

- Intervenant sur les différents marchés francs et étrangers.
- Environ 28 ans, Allemand courant exigé, formation gestion (DESS, ESSEC, etc...), expérience sur le marché, sans allergie à l'informatique.
- Esprit d'équipe, discipliné, sens du risque, sens des évolutions, solidité et rigueur, fort potentiel personnel.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. 1624M ou transmettez-le à CV PLUS en composant le 3615 code CV PLUS sur votre minitel.

Jean-Claude Maurice S.R. 12, rue de Poitiers - 75008 PARIS.

IMPORTANT GROUPE DE NÉGOCE INTERNATIONAL recherche pour l'une de ses filiales

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Il aura pour mission de :

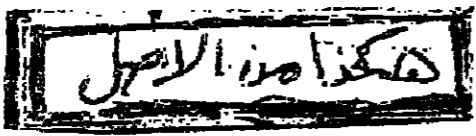
- Réaliser les montages financiers (engagements importants).
- Superviser le service comptabilité.
- Mettre en place un système informatique adapté aux besoins de l'activité.

Agé de 30/40 ans, diplômé d'une Ecole de Gestion/commerce, il aura acquis une expérience réussie de la fonction financière au sein d'une société de négoce française ou étrangère. Une connaissance des produits périssables serait un atout.

Il parle couramment l'anglais, la pratique de l'espagnol serait appréciée.

Le lieu de travail est à Paris, des déplacements ponctuels sont à prévoir. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle sous la référence 228 à : PUBLIFOP, 23, rue Bleue, 75008 PARIS qui transmettra.

Handwritten note in Arabic script.



REPRODUCTION INTERDITE.

Le Monde • Mardi 3 mars 1987 25

UNIVERS DE LA GESTION

Dans le cadre du renforcement des structures de son Secrétariat Général le GROUPE HERVET étoffe ses Directions : Comptabilité - Contrôle de Gestion et Informatique et recherche

Pour sa Division Contrôle de Gestion

Pour sa Division Comptable et Fiscale

Pour sa Direction de l'Informatique

SON RESPONSABLE
réf. 204

UN ADJOINT
réf. 205

RESPONSABLE DU SERVICE ÉTUDES ET DÉVELOPPEMENT
réf. 206

CHEFS DE PROJET
réf. 207

chargé de :

- l'animation d'une équipe de 9 personnes ;
- l'élaboration des budgets annuels et de leur suivi ;
- l'évolution du système d'information de gestion et des outils associés ;
- la conception de tableaux de bord adaptés aux différents secteurs d'activité du groupe ;
- la réalisation d'études ponctuelles.

A l'aise dans un environnement informatique, ils ont des dispositions personnelles pour le dialogue et le travail en équipe.

Postes basés à Neuilly.

chargé :

- après avoir établi un diagnostic du système d'information et des procédures de collecte et d'élaboration des chiffres, de rechercher et proposer des solutions qu'il devra mettre en œuvre ;
- parallèlement, de mettre en place des outils de gestion adaptés aux nouveaux produits.

chargé de :

- l'animation d'une équipe de 4 personnes ;
- la conduite et la réalisation des développements comptables dus aux nouvelles activités du Groupe, en liaison avec les Directions de l'Informatique et de l'Organisation ;
- la coordination et le suivi des travaux de maintenance des procédures comptables ;
- la réalisation d'études comptables et fiscales ;

Formation de type École de Commerce avec solides connaissances en fiscalité.

Postes basés à Bourges.

chargés de :

- l'animation d'une équipe de 5 à 10 personnes ;
- l'analyse des besoins des utilisateurs en liaison avec la Direction de l'Organisation ;
- la responsabilité du développement et de la mise en place des applications.

Bonne maîtrise des environnements Grands Systèmes et Réseau.

Ces postes font appel à des diplômés de l'enseignement supérieur bénéficiant d'une expérience d'au minimum deux ans de la fonction obtenue de préférence dans le milieu bancaire. Merci d'adresser candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à Bénédicte LE TOUZÉ, BANQUE HERVET - Département du Personnel et des Relations Sociales - 127, avenue Charles-de-Gaulle, 92201 NEUILLY-SUR-SEINE.

BANQUE HERVET

Jeunes contrôleurs de gestion, organisez nos systèmes d'information

Vous avez une première expérience de 2/3 ans dans les domaines finance, audit, comptabilité, contrôle de gestion ou vous êtes débutant et votre formation vous oriente vers ces domaines.

Nous vous proposons de prendre une part active à l'évolution de nos systèmes d'informations financières dans nos divers secteurs d'activité :

- Projets d'automatisation dans les domaines comptable et de gestion,
- Data management - définition, organisation et gestion des données,
- Création d'applications de l'informatique individuelle.

Professionnels créatifs et mobiles, votre réussite vous conduira à évoluer au bout de 2 à 3 ans vers des postes

de responsabilité, soit en conception et organisation de systèmes d'information, soit dans les domaines du contrôle de gestion et de l'organisation comptable. Vous êtes diplômé d'une grande école de gestion ; si votre maîtrise de l'outil informatique n'est pas complète, vous pourrez développer votre compétence au sein de nos équipes.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo) à Compagnie Française Philips, Direction Administrative, Monsieur DHALLUIN, 50 Avenue Montaigne, 75008 Paris.

Philips France, c'est 19 milliards de C.A., 29000 hommes et femmes qui évoluent de la recherche au commercial, du marketing à la production dans l'ensemble du monde. Profitez de nos dynamismes, polyvalence, mobilité et des atouts qui vous offrent les perspectives d'intégration dans toutes les sociétés de l'une des premières entreprises mondiales d'électronique.

PHILIPS

Philips c'est déjà demain.

IMPORTANTE BANQUE FRANÇAISE

PARIS

RESPONSABLE BOURSE - TITRES

FONDE DE POUVOIR

Classe 8 - 300 000 Frs +

- Vous avez acquis une très solide expérience de plus de 15 ans dans le domaine de la gestion de l'ensemble de ces opérations, tant sur la Bourse Française que sur les principales Bourses Étrangères.
- Vous connaissez aussi très bien les émissions obligataires françaises et internationales.
- Vous avez une bonne pratique de la gestion administrative et comptable des SICAV et des FCP.
- Vous maîtrisez toute la partie administrative et comptable liée à la vie des TITRES sous tous ses aspects.

Vos compétences, votre position et vos responsabilités vous permettront d'être un vrai patron, capable d'animer et d'encadrer plusieurs dizaines de personnes, et d'organiser, avec vos collaborateurs cadres, les travaux du Service dans un nouvel environnement informatique dont vous devrez assurer la mise en place. Une bonne connaissance de la langue anglaise est bien sûr nécessaire.

Merci d'écrire avec CV détaillé, sous référence RBT/WRB à notre Conseil, R. BATFOULIER. Il vous garantit une totale discrétion.

R. BATFOULIER, 39, avenue des Champs-Élysées, 75008 PARIS.



LE CARBONE-LORRAINE

Groupe Industriel français à vocation internationale : 35 Etablissements Industriels dans le monde, dont 8 en France, réalisant 75% de son CA à l'exportation vous propose, dans le cadre son développement actuel, un poste de

JEUNE CADRE FINANCIER

diplômé HEC, ESCP, ESSEC, Sciences Po.
avec 2-3 ans d'expérience.

Vous aurez la charge, au sein de la Direction Financière, au Siège Social (Paris La Défense), des comptabilités Tiers (clients - fournisseurs), du crédit clients et du financement des offres à l'export. La connaissance de l'anglais est indispensable (l'espagnol serait apprécié). Votre sens de l'organisation, de la précision, des contacts humains et votre aptitude au commandement vous permettront de réussir dans ce poste, puis d'occuper ultérieurement d'autres fonctions au sein du Groupe.

Adresser lettre manuscrite et CV sous réf. 475M à Direction des Ressources Humaines et de la Communication LE CARBONE-LORRAINE Tour Manhattan Cédex 21 - 92095 PARIS LA DÉFENSE 2.

US BANK
Une banque américaine recherche un

Merchant Banking Officer

Paris

Excellente rémunération

Au sein d'une petite équipe, il aura pour mission d'élaborer des produits d'investissement banking (M & A, syndications, LBO, Capital Market...) et d'en réaliser le marketing auprès des sociétés et des banques françaises.

Vous avez environ 5 ans d'expérience, préférentiellement dans une banque américaine, et vous parlez couramment anglais.

Votre sens de la négociation et vos qualités commerciales vous font souhaiter rejoindre une des principales banques américaines pour y faire du Merchant Banking de façon très autonome.

Contactez Yves BOISSONNAT au (1) 40.70.00.36 ou envoyez un dossier complet (CV + rém. actuelle + N° tél.) à Michael Page International, 19 Avenue George V - 75008 PARIS en mentionnant la réf. 775.



Michael Page International

Spécialiste en recrutement financier
Paris - Londres - Bruxelles - New-York - Sydney

US BANK
Une des premières banques américaines recherche un

Correspondent Banking Officer

Paris

FF 300.000 +

Répondant directement au Responsable des Institutions Financières, ses responsabilités seront d'établir et de développer les relations avec les Banques Françaises dans le monde entier.

Il interviendra dans le domaine des produits bancaires classiques, mais surtout pour les produits plus sophistiqués (électronique bancaire, marché des capitaux, produits de trésorerie...).

Agé d'environ 30 ans, parlant couramment l'Anglais, vous avez une première expérience réussie dans ce domaine.

Contactez Yves BOISSONNAT au (1) 40.70.00.36 ou envoyez sous réf. 564 un dossier (CV + Tél. + rémunération actuelle) à Michael Page International, 19 Avenue George V - 75008 PARIS.



Michael Page International

Spécialiste en recrutement financier
Paris - Londres - Bruxelles - New-York - Sydney

DIRECTION DU CONTENTIEUX

juriste confirmé

Banque privée de dépôts, filiale d'un groupe financier puissant, nous recherchons pour notre Direction du Contentieux, un JURISTE CONFIRMÉ.

Votre mission : le contrôle des risques, le suivi et la gestion des dossiers contentieux et pré-contentieux ainsi que l'assistance juridique du réseau d'agences.

Titulaire d'un DEA ou d'un DESS droit des affaires, vous possédez une expérience significative de 3 ans dans une fonction similaire.

Pour ce poste, basé à PARIS (quartier Bourse), de réelles possibilités d'évolution seront offertes à un candidat à fort potentiel.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous réf. 4601/LM, à

MEDIA SA 71, avenue Victor-Hugo 75116 PARIS, qui transmettra.

UNIVERS DE LA GESTION

Analyste financier confirmé

Société de gestion, filiale d'une charge d'agents de change en forte expansion, recherche un analyste confirmé. Intégré à un groupe de cinq analystes, il aura pour mission, à partir des études qu'il réalisera, d'émettre des recommandations sur titres et de conseiller les gestionnaires et les clients.



BERNARD KRIEF CONSULTANTS 115, rue du Bac - 75007 Paris.

JEUNE DIPLOMÉ LICENCE OU MAÎTRISE DE GESTION

Importante société de réseaux internationaux (Quartier Ennals) recherche un jeune diplômé avec 2 à 3 ans d'expérience en gestion. Bonnes bases comptables acquises.

Nous sommes une TRÈS IMPORTANTE MULTINATIONALE AMÉRICAINE (100 000 personnes dans le monde) spécialisée dans les secteurs de très haute technologie : électronique et systèmes d'information. Notre expansion nous conduit à proposer pour l'une de nos filiales françaises, récemment rachetée, deux postes :

JEUNES CADRES FINANCE/GESTION PREMIÈRE EXPERIENCE HF

Au sein de la Direction Financière, et dans le cadre d'une large délégation, vous prendrez en charge une mission complète soit dans le domaine de la fiscalité et de la trésorerie (GENERAL ACCOUNTING SUPERVISOR) soit dans tous les domaines liés à la comptabilité clients/fournisseurs (FINANCIAL SUPERVISOR). Vous participerez à toutes les études financières et comptables menées par la Société, dans un contexte informatique en fort développement. Ces postes sont très évolutifs à terme dans la structure ou dans le groupe.

Nous vous remercions d'adresser lettre de motivation, C.V. complet, et rémunération souhaitée sous réf. 125 H à notre Conseil NEMESIS 10, rue de Richelieu, 75001 PARIS, qui valera votre candidature dans la plus stricte confidentialité.



Chief de projet organisation

Nous recherchons notre CHEF DE PROJET ORGANISATION pour la Direction Administration et Logistique. Votre mission consistera à proposer et à mener à bien de nouvelles solutions dans notre domaine. Vous avez une formation supérieure commerciale (Bac + 4), et une expérience professionnelle de 2 ans minimum dans le domaine de la gestion ou de l'organisation au sein d'un cabinet ou d'une grande entreprise.

RANK XEROX



Merci d'adresser votre dossier de candidature avec C.V., sous code A.L.M.69, à Stéphane Roussel, Rank Xerox, Direction des Ressources Humaines, 93607 Aulnay-sous-Bois Cedex.

Lyon

Important groupe multinational avec de nombreuses filiales en Europe et aux USA (2 000 personnes - près de 2 milliards de F de CA dont 45 % à l'export), notre siège est à Lyon et nous occupons une position de leader dans l'industrie pharmaceutique française. Nous recherchons

AUDIT HF polyvalent

Avec l'appui et la confiance de la Direction Générale, vous serez à assurer la double fonction d'audit interne et d'assistanat au sein du secrétariat général, reposant sur 3 axes principaux : audit, mise en place et vérification des procédures pour l'ensemble des sociétés du groupe.

Consultec

31, rue Veray 69390 VOURLES

Exercer la fonction complète de controller GROUPE DE COMMUNICATION

Notre Groupe d'origine Américaine et de renommée internationale est déjà bien implanté en France dans le domaine audio-visuel. Nous créons aujourd'hui une nouvelle filiale pour démarrer une nouvelle activité, et recherchons son Controller. Participant à la création et à l'organisation de la Société, il sera responsable du contrôle de gestion et du budget, de la comptabilité et du reporting aux Etats-Unis, de la Trésorerie et de l'informatique.

Merci d'adresser votre candidature, avec rémunération actuelle à notre Conseil, Marc SIBOLD, qui vous assure de sa totale discrétion. COFROR Référence 034/30 - Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 PARIS LA DEFENSE.



Une gestion à l'heure européenne

Miele La filiale française (250 personnes, 570 millions de C.F.) de ce leader européen de l'électro-ménager haut de gamme recherche son

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Rattaché à la Direction Générale, sa mission principale comprendra la gestion administrative, la supervision des comptabilités, le suivi des procédures informatiques et la gestion de trésorerie. De plus, il sera chargé du reporting financier et de la coordination avec les services administratifs de la maison-mère. Ce poste basé en région parisienne, s'adresse à un diplômé d'une grande école de commerce ou de gestion (HEC, ESSEC, SUP DE CO, SCIENCES PO ECOFI, ...), ayant une expérience professionnelle de 5 ans et qui a la volonté de contribuer à l'expansion d'un grand groupe européen.



BERNARD KRIEF CONSULTANTS 115, rue du Bac 75007 Paris.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - La DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - recherche, dans le cadre de son développement, un

Juriste droit privé recouvrement HF

Au sein d'une équipe de spécialistes, vous serez plus particulièrement chargé(e) des opérations de RECouvrement concernant notamment des dossiers complexes. Vos attributions couvriront la totalité du traitement de ces dossiers jusqu'à leur solution. De bonnes connaissances dans la matière des mesures conservatoires, des voies d'exécution, des procédures collectives de redressement et de liquidation judiciaires sont nécessaires.

Postes basés à PARIS. Merci d'adresser lettre de candidature, C.V., photo et prétentions, sous réf. choisie, à M. Jean-Michel PIADE - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS.

Juriste droit bancaire HF

L'évolution de la législation bancaire et le développement des techniques complexes (moyens de paiement, nouveaux marchés...) nécessitent des approches originales. Travaillant en équipe dans un service spécialisé, vous concevrez des solutions juridiques à des questions importantes et diversifiées. Vous aurez de plus des relations suivies avec les différentes directions de l'établissement, les organismes professionnels et les entreprises.



EUREST, Groupe International de Restauration, filiale de la CIWLT réalise un CA en France de 1,6 milliard de Francs et recherche pour Paris

Responsable Service Trésorerie

Il assure le suivi et la gestion quotidienne des mouvements, établit les prévisions, contrôle les conditions de banques, étudie les financements, suit les crédits clients.



Diplômé de l'enseignement supérieur, il a son actif au moins 5 ans d'expérience dont une partie dans un service. Cette expérience l'a familiarisé à l'utilisation de la micro-informatique, lui a donné l'ascendant nécessaire à l'encadrement d'une équipe (4 personnes).

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à EUREST, Service Recrutement, H rue d'Achénes 75009 PARIS.

Contrôleur de gestion Comptable expérimenté

BANQUE PRIVÉE DE DEPOTS, FILIALE D'UN GROUPE FINANCIER PUISSANT, nous recherchons pour notre département comptabilité/gestion, un contrôleur de gestion (Réf. 4600/CG), et un comptable expérimenté (Réf. 4600/CE), diplômés de l'enseignement supérieur ESC, BAC + 4 gestion et possédant une expérience professionnelle d'au moins 3 ans, acquise de préférence dans le milieu bancaire.

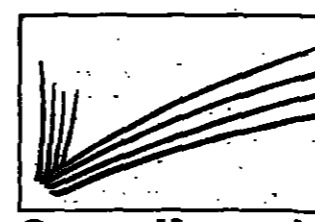
MEDIA BA 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

MENNESSON

Filiale du Groupe LIMAGRAIN, basée dans l'AISNE, recherche son

RESPONSABLE ADMINISTRATIF & FINANCIER

Vous dépendrez du Directeur Général et serez assisté de 3 personnes. Vos responsabilités seront très larges : gestion financière, comptabilité générale et déclarations fiscales, contrôle de gestion, administration du personnel, moyens informatiques.



Groupe Limagrain

Handwritten Arabic text at the bottom of the page.

تكنولوجيا العصر

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

Nous sommes une entreprise du secteur des technologies de pointe située en proche banlieue sud-est de Paris. En pleine expansion, nous recherchons pour renforcer notre structure

UN CADRE JURIDIQUE EXPERIMENTÉ H/F.

Chargé d'assurer l'ensemble de la fonction juridique de notre Groupe: - le respect des obligations légales en tant que société cotée en Bourse

- la préparation des Conseils, Assemblées et tout événement inhérent à la vie juridique des sociétés du Groupe.
- la réalisation d'études juridiques liées à notre expérience en France et à l'étranger
- la supervision du contentieux, des contrats commerciaux, du dépôt des marques et des assurances.

Il est rattaché au responsable de la Gestion financière et juridique et est un élément moteur dans l'expansion de l'entreprise (en France et à l'étranger).

Vous avez au moins 30 ans, une formation supérieure juridique (Maîtrise Droit des Affaires) et 5 ans d'expérience dans une entreprise en développement et/ou en Cabinet juridique, rejoignez une équipe jeune et très motivée où vos qualités professionnelles et personnelles (rigueur, créativité, sens relationnel) sont des atouts pour réussir et évoluer.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence LMJ 203 (lettre man. + C.V. + photo et prestations) à Maryvonne LABELLE

Cabinet Panissod-Suhner
109, rue de Turanne 75003 PARIS

Assistant de gestion MARSEILLE

Rivoire & Carret

recherche un ASSISTANT DE GESTION pour participer avec l'équipe de Plans et Contrôle Budgétaire au contrôle de gestion de l'entreprise. La mission qui lui sera confiée consistera à :

- * assister les gestionnaires administratifs et commerciaux dans l'établissement des budgets
- * assurer le contrôle budgétaire des centres de frais et de profit
- * participer aux études économiques et de rentabilité

De formation financière et comptable (Bac + 4), il possèdera nécessairement une expérience de 3 années dans le contrôle de gestion ou l'audit, et se distinguera par ses capacités de communication et ses qualités de méthode, rigueur et organisation. Merci d'adresser votre lettre de candidature, CV, photo et prestations à RIVOIRE ET CARRET, Direction du Personnel, 33 Bd de la Liberté, 13001 MARSEILLE.

Un important groupe agro-alimentaire international en forte expansion (CA supérieur à 10 Milliards de F) recherche son :

Directeur de l'Audit

Paris **FF 350/400.000**

Rattaché au Directeur Général Adjoint, il aura la responsabilité d'une équipe de 4 auditeurs et conduira des missions d'audit opérationnel en France et à l'étranger. Le candidat, de formation supérieure, a déjà une expérience approfondie de l'audit, acquise soit dans un service d'audit interne, soit au sein d'un cabinet d'audit. Agé de 30 à 40 ans, il parlera bien l'anglais, et si possible l'espagnol.

Après s'être totalement investi dans le poste, il pourra évoluer rapidement vers des fonctions plus importantes au sein du groupe.

Contactez Jérôme Lancrenon au (1) 40.70.00.36 ou envoyer, un CV + rémunération actuelle à Michael Page International, 19 avenue George V, 75008 Paris, sous réf 13628 JL.

Michael Page International
Spécialiste en recrutement financier
Paris - Londres - Bruxelles - New-York - Sydney

CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES

(1 500 personnes dont 380 cadres), nous sommes l'organisme central bancaire et financier du Groupe des Banques Populaires, chargé entre autres de gérer les excédents de trésorerie du Groupe.

NOTRE DEPARTEMENT FINANCIER-PRODUCTION qui traite au plan administratif et comptable les opérations sur valeurs mobilières recherche

| | | |
|---------------|-----------------------|-------------------|
| Bourse | Centralisation | Agence |
| France | des produits | financière |

ADJOINT AU CHEF DE SERVICE
Vous possédez une expérience confirmée des opérations de « Bourse France » (RM, RI), des opérations sur Titres et sur Droits, des règlements et des transactions. Vous devez faire preuve d'une grande aisance dans les contacts et possédez des talents d'animateur.

O.P.C.V.M.
Un collaborateur chargé de la centralisation des souscriptions et rachats et de la tenue des comptes Espèces et Titres. Une expérience confirmée du secteur est souhaitée.

Un collaborateur chargé de la transmission et de l'exécution des ordres de Bourse et du suivi administratif des portefeuilles clients. Une bonne expérience des opérations de Bourse et sur Titres est requise. Ce collaborateur devra posséder un bon sens des contacts.

Si vous possédez un bon niveau de formation (BAC G2, BP banque, BTS comptabilité ou DJT finances) et souhaitez rejoindre un secteur en pleine évolution, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prêt), en précisant la poste choisi et la réf. 4594/LM, à MEDIA P.A. - 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

La qualification et la rémunération seront en fonction de l'expérience acquise.

Banque Populaire

Un important groupe international, spécialisé dans les produits de haute technologie, (CA : 5 Milliards de Francs, dont 70 % à l'export) recherche pour sa Direction Financière à Paris son :

Trésorier International

A la tête d'une équipe performante, il aura pour tâches principales : le suivi de la trésorerie des filiales étrangères, la gestion du risque de change, la mise en place et la gestion des financements export, l'examen et le suivi de la gestion financière des filiales.

De formation supérieure, âgé d'environ 35 ans et maîtrisant parfaitement l'anglais, le candidat devra avoir une première expérience de la fonction, acquise de préférence dans une entreprise de biens d'équipement, ainsi qu'une excellente connaissance des financements exports.

Contactez Jérôme Lancrenon au (1) 40.70.00.36 ou envoyer, un CV + rémunération actuelle sous références 13761 JL à Michael Page International, 19 avenue George V, 75008 Paris.

Michael Page International
Spécialiste en recrutement financier
Paris - Londres - Bruxelles - New-York - Sydney

Nous sommes un groupe important, coté en Bourse, dans le domaine de la fabrication et de la distribution de matériaux de construction (10 milliards de C.A., 8500 personnes). A Paris, notre équipe composée de "spécialistes" de tout premier plan, anime et supervise une centaine de filiales. Nous souhaitons aujourd'hui la renforcer en intégrant un jeune cadre comme

ASSISTANT SERVICE COMPTABLE ET FINANCIER

Récemment diplômé d'enseignement supérieur (ESCP - ESC, option finances/comptabilité - IEP, Eco-FI - DECS...), vous avez éventuellement une première expérience de 1 à 2 ans en entreprise ou en cabinet. Intégré au service comptable et financier, vous participerez à l'ensemble du processus informatisé de consolidation, à la définition et à la mise en œuvre des procédures, au contrôle de la cohérence des états de sortie. A ce poste "trempin", vous bénéficierez d'une formation riche et variée qui vous permettra d'envisager d'ici 2 à 3 ans une évolution au sein de la direction financière ou en filiale.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, merci d'envoyer votre dossier en précisant la référence 7026 N à Catherine Grand, Sérifé, 47 bis, avenue Bosquet, 75007 PARIS.

SEBIO
Membre de Swire

Un important groupe (FF 3 milliards) recherche pour ses activités industrielles un

Contrôleur de Gestion Industriel Adjoint

Normandie **FF 170/200.000**

Ses principales responsabilités seront : l'élaboration et le suivi des budgets usines, l'analyse des résultats, la participation à l'élaboration des tableaux de bord, la mise en place de politique de contrôle des coûts et des provisionnements. Le candidat, de formation supérieure (ESC, Maîtrise...) a eu une expérience de 3 ans minimum en contrôle de gestion ou audit en milieu industriel.

Contactez Michel Galmot au (1) 40.70.00.36 ou envoyez un dossier complet (CV + N° T.G. + rémunération actuelle) à Michael Page International, 19 Avenue George V - 75008 PARIS sous la réf. 774 MG.

Michael Page International
Spécialiste en recrutement financier
Paris - Londres - Bruxelles - New-York - Sydney

3 800 personnes - 134 points de vente

Etablissement spécialisé dans le financement de l'immobilier et dans la distribution des prêts aidés par l'Etat, recherche pour PARIS et PROVINCE des

JEUNES DIPLOMÉS de l'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Grandes Ecoles, Universités (licence ou maîtrise de sciences économiques, gestion...)

- * Fonctions d'encadrement variées dans les divers secteurs d'activité de la Société (comptable, financier, expertise immobilière...)
- * Rémunération annuelle de base 144.000 F + avantages sociaux. Perspectives d'évolution de carrière.

Recrutement par la voie du concours d'ATTACHÉ organisé à PARIS les 27 et 28 avril 1987 pour 6 postes (4 en option financière - 2 en option mathématique) ouvert aux candidats de nationalité française (ou de la C.E.E) âgés de moins de 32 ans au 1^{er} janvier 1987.

INSCRIPTIONS : - retrait des dossiers : du 2 au 13 mars 1987 inclus, - dépôt des dossiers : jusqu'au 20 mars 1987 inclus, date limite d'arrivée au Siège de la Société.

Renseignements complémentaires et documentation peuvent être obtenus au CREDIT FONCIER de FRANCE - Service du Personnel - Bureaux "Information-Concours" - 19, rue des Capucines - B.P. 65 - 75050 Paris Cedex 01. Tél. : (1) 42 44 80 66 - (1) 42 44 80 67.

crédit foncier de france
POUR ENTRER CHEZ VOUS, ENTREZ CHEZ NOUS.

De formation supérieure (HEC, ESSEC, Sup de Co...), vous avez une expérience professionnelle d'au moins 4 années, acquise en Cabinet d'audit ou d'organisation, ou dans un service d'audit interne d'une grande entreprise.

Vous voulez aujourd'hui valoriser en rejoignant un groupe international avec des responsabilités élargies.

Nous vous proposons de prendre la direction d'équipes qui mènent, en France et à l'International, des missions globales d'audit, touchant le management, les plans d'action et leur mise en œuvre, l'organisation, la productivité, la qualité, en liaison avec les stratégies définies par notre Groupe.

BULL ENGAGE DES MANAGERS D'AUDIT OPERATIONNEL ET STRATEGIQUE

Pour un premier échange d'information, prenez contact avec notre conseil : EGOR - 8, rue de Berri - 75008 Paris, qui traite confidentiellement cette recherche, sous référence 25/874 AE M.

Bull

UNIVERS DE LA GESTION

**Auditeurs externes ! Votre porte d'entrée...
Notre Département Filiales...**

Nous sommes le Département Filiales d'un Groupe (7 milliards de F, 7 000 personnes), solide, implanté en France et à l'Étranger. Nous gérons pratiquement 40 % des informations comptables et financières de l'ensemble du Groupe... Aussi créons-nous le poste d'

Auditeur senior

pour conseiller et assister nos filiales (plus de 100)... Selon la « taille » et le « poids » de chacune, vous serez appelé à intervenir vous-même « en profondeur » ou bien à « dialoguer » avec la Direction Financière concernée. Mais **DANS TOUS LES CAS**, vous vous intéresserez au plan comptable, aux procédures, à l'organisation administrative et informatique, aux outils de gestion, etc.

De formation Ecole de Commerce + DECS, vous souhaitez, après avoir beaucoup appris au sein d'un cabinet anglo-saxon, évoluer dans la DIRECTION FINANCIÈRE d'un Groupe. Venez en parler avec nous. A bientôt.

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous référence V/SEN/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

ASSISTANT DU DIRECTEUR FINANCIER

Le Groupe VIA ASSURANCES, importante compagnie du secteur privé (CA, supérieur à 2 milliards de francs), crée aujourd'hui le poste d'ASSISTANT DU DIRECTEUR FINANCIER COMPTABLE.

A 30 ans environ, de formation ESC option finance et contrôle de gestion, vous possédez 2 à 5 ans d'expérience dans un cabinet d'audit ou en entreprise : contrôle budgétaire, contrôle de gestion.

Votre mission consistera à améliorer les méthodes de contrôle budgétaire et d'organisation. Vous effectuerez la gestion prévisionnelle de trésorerie. Vous participerez à la réalisation du manuel de procédures comptables et en assurerez la mise à jour constants.

Cette fonction d'assistance, d'étude et de conseil implique un bon esprit d'analyse et de synthèse et une aptitude certaine aux relations humaines.

Nous vous offrons une rémunération motivante (fixe X 14,5 mois) et de réelles perspectives d'évolution au sein de notre Société.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, photo et présentations, sous la réf. C/LM, à HOUÏE, VIA ASSURANCES - 56 rue Laffitte - 75349 PARIS Cedex 03.

Développer le contrôle de gestion des filiales étrangères

PEAUDOUCE

Spécialisé dans les produits d'hygiène, PEAUDOUCE réalise un chiffre d'affaires consolidé de 2,6 Milliards de F. et emploie 2 800 personnes en France. Leader sur le marché français, PEAUDOUCE est également implanté à l'étranger (5 filiales). Le développement des filiales étrangères nous conduit à créer pour celles-ci un poste de contrôleur de gestion.

Rattaché au Directeur de la Gestion de la société, il améliore ou met en place les méthodes et les outils de contrôle des filiales et les critères d'appréciation de leurs performances. Il assure le suivi financier de leurs résultats. Il est également chargé de concevoir et de mettre en œuvre des systèmes de gestion et de planification homogènes et performants et participe à leur informatisation. Enfin, il apporte assistance et conseil aux Directeurs de filiale dans l'élaboration et la réalisation de leurs objectifs et de leur plan.

A 30 ans, vous êtes diplômé(e) de l'enseignement supérieur (Grande Ecole, E.S.C., Maîtrise de Gestion) avec une spécialisation comptable (D.E.C.S.). Vous avez acquis une première expérience du contrôle de gestion, orientée de préférence vers des activités commerciales et incluant une pratique courante de l'informatique. Basé à Lille, et conduit à vous déplacer fréquemment dans les filiales, vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise.

Merci d'adresser votre candidature, avec rémunération actuelle à notre Conseil Française LECUYER qui vous assure de sa totale discrétion - COFROR - Référence 532/30 - Tour Fiat, cedex 16, 92084 PARIS LA DEFENSE.



ADJOINT DU DIRECTEUR FINANCIER

Leader mondial dans notre secteur agro-alimentaire, avec un CA de 3 Milliards de Francs, nous appuyons le développement de notre négoce international sur une gestion rigoureuse.

Notre Direction Financière contrôle les structures administratives de nos filiales françaises et étrangères, qui toutes comprennent localement une unité de production.

Pour l'assister dans sa mission, notre Directeur Financier recherche son adjoint à qui il confiera le suivi des relations avec nos banques, la gestion de la trésorerie du groupe (francs et devises), les financements d'opérations d'investissement, la gestion du risque clients, l'assistance et le conseil des filiales.

Diplômé HEC, ESSEC, ESCP + DECS, notre candidat a une première expérience réussie au sein d'une Direction Financière internationale (4 à 6 ans), si possible dans le milieu du négoce. Il a des qualités d'animateur et de formateur, le goût d'entreprendre.

Il prévoiera de courts déplacements à l'étranger, parle anglais couramment et possède de bonnes connaissances en micro-informatique.

Chantal CARLIN vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature, en précisant votre salaire actuel, sous référence 889 M, et vous garantit une totale confidentialité. KEY MEN - 10, rue de Rome - 75008 Paris.



GRUPE DANIEL PORTE CONSULTANTS

BENSON

Leader international en informatique graphique, nous sommes une société de 1000 personnes, filiale du groupe SCHLUMBERGER. Nous concevons, produisons et commercialisons des systèmes de Dessin Assisté par Ordinateur (traceurs, digitaliseurs, écrans graphiques...).

**Notre filiale France recherche un(e)
ASSISTANT(E)
CONTROLEUR DE GESTION**

Dans ce centre de profil, vous avez la responsabilité de la comptabilité Clients/Fournisseurs et assistez le Contrôleur de Gestion sur le reporting financier et budgétaire, la mise en place de tableaux de bord (résultats, suivi, facturation...).

A l'aide d'outils informatiques évolués, vous proposez et implémentez des procédures de traitements comptables. A la fois gestionnaire et sensible à l'importance des relations, vous avez la volonté de développer les contacts avec vos interlocuteurs internes et externes et la rigueur dans vos actions. Vous avez une formation Ecole de Commerce ou une MSTCF, complétée par un DECS avec de préférence 1 à 2 ans d'expérience de la comptabilité en Cabinet d'Audit ou d'expertise comptable. D'importantes perspectives d'évolution vous permettront de développer votre potentiel au sein du groupe.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV, photo...), en précisant la référence 8702 M, à : Direction du Personnel, BENSON, Z.I. des Petites Haies, 1, rue Jean Lemoine, 94015 CRETEIL.

BENSON

Schlumberger



Le développement rapide des marchés du VAL, en France comme à l'Exportation, entraînera dans les deux ans à venir un accroissement très important de notre Chiffre d'Affaires. Dans ce contexte, nous souhaitons, pour notre Etablissement du BOURGET (93) nous assurer le concours d'un (H/F)

Chef Comptable

Sa parfaite maîtrise des techniques et procédures comptables et fiscales, sa volonté de les mettre en œuvre dans un environnement international dynamique, ainsi que sa capacité à animer et développer une équipe jeune et motivée seront pour nous des arguments de poids.

Diplômé de l'enseignement supérieur et titulaire du DECS, une expérience de 5 ans minimum lui permettra de réussir dans ce poste et d'évoluer avec nous.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à : MATRA TRANSPORT - Service du Personnel - 53 rue du Commandant Rolland - 93350 LE BOURGET



BVP **Obligations de réussite**

banque veuve morin-pons
Groupe Dresner Bank

Près de deux siècles d'une légitime renommée de « banque privée haut de gamme », enrichie depuis 8 ans par l'alliance avec la Dresner Bank et l'ouverture internationale qui en découle : telle est aujourd'hui la Banque Veuve MORIN-PONS, partenaire privilégié de l'entreprise comme du particulier. Poursuivant notre développement, nous recherchons aujourd'hui

Deux gérants obligataires
(débutants ou avec une première expérience)

Diplômés de l'enseignement supérieur (ISFA, Sup-de-Co...) ou autodidactes confirmés, choisissez de nous rejoindre ! Nous vous donnerons très vite la responsabilité de la gestion de plusieurs fonds communs de placement obligataires et il ne tiendra qu'à vous de faire progresser, à terme, votre carrière avec nous.

Merci d'écrire, téléphoner ou simplement envoyer votre carte de visite professionnelle, sous référence 872, à Marique LAURENT, ARCHE-CONSEIL, Tél. : 78 93 83 01, en indiquant votre rémunération actuelle.

68 rue Duquesne 69008 LYON.

N°2 de notre Direction Financière

Dans le cadre de sa réorganisation, notre importante société japonaise, leader dans le domaine de l'électronique (CA supérieur à 300 MF), située, en proche banlieue ouest de Paris, renforce sa Direction Financière en créant un poste d'ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER.

Bras droit de ce Manager et secondé par une équipe en place, votre mission sera la suivante :

- mettre en place les procédures et les mesures à prendre pour définir les indicateurs de gestion ainsi qu'un reporting financier interne
- effectuer l'analyse des performances par rapport aux objectifs
- coordonner l'élaboration des objectifs, budgets et prévisions financières
- mettre en place et animer le planning financier et « business analysis » comme véritable instrument de gestion
- s'assurer de la régularité de la comptabilité générale.

Vous aurez en charge :
- le contrôle du crédit, le cash management, le contrôle budgétaire et analyse des résultats, et la fiscalité.

Pour assumer cette fonction, largement évolutive, nous souhaitons rencontrer un candidat à fort potentiel, de formation supérieure (DECS + Certificat supérieur) âgé de 35 ans environ, ayant acquis au cours de son expérience professionnelle, dans l'idéal au sein d'une multinationale, la maîtrise du système de gestion anglo-saxon ainsi que de l'informatique. L'anglais courant est impératif.

Pour nous rencontrer, merci d'adresser votre dossier de candidature en anglais (CV, photo et présentations) sous référence 501659 à notre agence COFAP 20, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS qui vous garantit la confidentialité.

Handwritten note in Arabic script: "معلومات الاتصال"

سكنا من البحر

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

Jeune juriste, valorisez votre expérience de l'immobilier

Vous possédez une maîtrise de Droit privé et une première expérience réussie du service contentieux (2 à 3 ans), dans un cabinet d'avocats spécialisé dans l'immobilier.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence 2340 à

SOURCES 108, rue Saint-Honoré - 75001 Paris qui transmettra en toute confidentialité

Important groupe Agro-Alimentaire, C.A. consolidé de plus de un milliard de F, nous recherchons pour notre siège social (Paris Sud) un

Assistant au trésorier groupe

Vous serez plus particulièrement chargé : de la gestion quotidienne de la trésorerie, des relations avec les interlocuteurs financiers du groupe, du contrôle des performances, de la participation à la mise en place de l'informatisation de la Trésorerie groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence 5233 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Diplômé d'Etudes Supérieures - gestion d'entreprises - vous avez une première expérience réussie d'environ cinq ans en entreprise.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, CV, photo et rémunération actuelle sous réf. : AS/010 à notre Conseil P.G. CONSULTANTS

Prestigieuse et dynamique Union Coopérative Laitière Groupe leader sur de nombreux produits CA 1,2 milliard - 1100 salariés

Directeur du contrôle de gestion et des relations sociales

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous maîtrisez parfaitement les techniques du contrôle de gestion et de la gestion sociale.

Raymond Poulain Consultants 21, bd Vivier-Marie - 69003 LYON

UNE FORMATION SUPERIEURE de type DROIT, SOCIOLOGIE, GESTION ou un diplôme de SCIENCES POLITIQUES

qui vous permet de vivre et de comprendre les impératifs commerciaux d'une entreprise ; le rôle des hommes dans l'atteinte des RESULTATS.

REJOIGNEZ NOTRE DIRECTEUR RESSOURCES HUMAINES chez CEP, société de services techniques : 400 MF de CA, 1300 personnes, 50 agences ;

CHANGEZ POUR EVOLUER, adressez lettre, CV et photo à MERCURI URVAL, 14bis, rue Daru, 75008 Paris

Mercuri Urval

LA VILLE DE BRIANÇON HAUTES-ALPES

RECROUTE DIRECTEUR DE L'ECOLE MUNICIPALE AGREEE DE MUSIQUE DANSE ART DRAMATIQUE

LE POSTE EST A POURVOIR DE SUITE OU POURRAIT ETRE OPERATIONNEL POUR LA RENTREE 1987-1988.

Les candidatures sont à adresser pour le 15 mars 1987 à Monsieur le Maire

Profil de poste et renseignements sur demande

SON RESPONSABLE pour gestion encadrement d'une structure secrétariat, maintenance, bâtiment et maîtrise d'œuvre sociale.

Ecrite Artisan Développement social de la Pierre Collinet 61 rue de la République 77100 Meaux.

SOCIETE A COURSEVOIE TRESORERIE UN COMPTABLE

Expérience indispensable d'une tenue de trésorerie

Str. s/a réf. 652 à CEPIAD 135, avenue de Wagram 75017 PARIS.

ERIC BEAUMONT CONSULTANT

Pour faire face à son rapide développement, Eric Beaumont Consultant s'agrandit et vous prie de noter sa nouvelle adresse :

38, rue de Lisbonne - 75008 PARIS Tél. 45.63.03.10

CONSEIL EN RECRUTEMENT ET ORGANISATION COMPTABLE

La CDME est un groupe français de distribution de matériels techniques. Notre chiffre d'affaires est de 6 Milliards. Nous avons 40 filiales en France et à l'étranger.

CONTROLEUR de GESTION groupe

pour l'intégrer, au sein de la Holding, à l'équipe en place. La mission consiste, pour un groupe de filiales, à leur apporter l'assistance nécessaire pour leur gestion comptable et financière et pour leur développement.

Ce poste sera proposé à un diplômé d'une excellente Ecole de Gestion (HEC, ESSEC, ESCP, ...), titulaire du DECS ou Expert-Comptable. Il doit avoir acquis une expérience diversifiée soit dans un cabinet d'audit soit dans une holding performante.

Merci d'adresser CV et rémunération actuelle sous référence M/1127/B (portée sur le lettre et sur l'enveloppe) à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

chp CABINET Henri PHILIPPE 186, boulevard Saint-Jacques - 75005 Paris

Filiale d'un groupe US

Notre Société, filiale d'un groupe américain, est spécialisée dans le négoce de matériels et systèmes informatiques.

Chef Comptable

Une formation supérieure (DECS ou équivalent), une expérience significative de 3 ans minimum au sein d'un service comptable d'une société anglo-saxonne lui donneront les outils nécessaires pour prendre en charge les comptabilités générales et analytiques ainsi que le reporting.

Le poste est basé en banlieue sud de Paris.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et rémunération actuelle sous référence 777 à

EKA 18 Avenue Ménilmon - 75008 Paris.

La banque au bord de mer! RESPONSABLE ENGAGEMENTS

Vous serez particulièrement responsable de l'étude et du suivi des risques (CT, MT, LT).

Vous apporterez une assistance financière et juridique auprès des agences. Vous travaillerez à l'amélioration des procédures internes de gestion et d'information.

Venez nous rejoindre au sein de l'équipe de direction. Nous vous offrons la possibilité de prendre des responsabilités variées et d'évoluer.

Merci d'envoyer votre dossier complet sous réf. M 915 à ORSEG & ASSOCIES qui nous assiste dans cette recherche.

ORSEG ET ASSOCIES 43 rue de Chateaudun 75009 PARIS

Contrôleur budgétaire

Ses principales responsabilités seront l'élaboration et le suivi du budget annuel, du plan à long terme et le contrôle des investissements.

Le candidat souhaité aura une formation ESC - ou équivalent - complétée, si possible, par un DECS, environ deux ans d'expérience en audit ou Contrôle de Gestion et un anglais courant.

Veillez contacter Ivor Alex au (1) 40.70.00.36, ou envoyer un CV + rémunération actuelle + n° tél à Michael Page International, 19 avenue Georges V, 75008 PARIS, sous référence IAM 1228.

LABORATOIRES Glaxo

CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA DROME

A VALENCE, recherche JEUNES DIPLOMES HF

avec ou sans expérience, de formation supérieure (Sup de Co ou équivalent ou Bac + 4) pour exercer, après période d'adaptation et de formation, une activité de conseil spécialisée (gestion, fiscalité, finance) auprès de sa clientèle (particuliers, entreprises).

Adressez lettre manuscrite avec cv. et photo au Chef du Personnel de la C.R.C.A.M. de la DROME, 250 rue Ravesthaz, 26100 Valence.

secrétaires capitales propositions commerciales

RECHERCHONS CAPITALEX

pour développement société diffusion export PRODUITS GASTRONOM. Evolution C.A. de 1,5 MF à 19 MF.

Service relations publiques cherche SECRETAIRE excellente dactyle

Tél. ou écrit REGIE-PRESSE 7, rue Montessuy, 75007 Paris. Tél. : 45-55-91-71.

DEMANDES D'EMPLOIS

LA COMMUNICATION : une fonction que je maîtrise parfaitement

J'ai mis en place et animé la communication interne et externe de grands groupes internationaux.

Je viens de redresser l'image de la filiale d'un puissant groupe industriel français.

Proposez-moi une Direction de la communication, je révélerai le défi.

Écrivez en précisant sur l'enveloppe le réf. 3 876 à RSCC CARRIERES, 48, rue Saint-Ferdinand, 75017 PARIS.

Ing. 20 ans expér. chéru. brev. dom. étude réal. fabr. proto. électron. anal. Microinform. autom. Informat. mesure phys-math. appl. M. Henry, B.P. 126, 75262 Paris.

Jeune traductrice (allemand) français, anglais, espagnol ch. poste comme secrétaire corresp. Tél. : 34-74-06-64.

Etudiante histoire, titulaire 1er degré comptabilité, CAP comptabilité, BEP comptabilité, bac GS, RECHERCHE EMPLOI JUN. JULLET, ADUT, Étude des postes. Str. s/a/r 9830 LE MONDE PUBLICITE 5, rue Montessuy, Paris 7e.

RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION 10 a. exp. multinationale dans le concept, réelles. product. distrib. ch. poste à responsabilité. Ecrire sous le n° 8387 LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montessuy, Paris 7e.

H. 42 ans, dipl. ens. sup. spécialisée de prob. jur. et fin. entreprises, habilité. négo. haut niveau offre coll. études et conseil. Ecrire sous n° 8384 LE MONDE PUBLICITE 5, rue Montessuy, Paris 7e.

Ingénieur ESTP + Inst. exp. gestion, 24 ans, anglais, allemand, petite exp. gros chantier recherche situation. OCT, 116 bis, Champs-Élysées, Mét. FGL.

J.H. 28 ans, ét. sup. 2e cycle agro-économiste états. Marco Iria Guadeloupe b. maîtr. angl. ch. poste développeur agricole, recherche, enseignant France et étranger. Séries références. Ecrire sous le n° 8373 M LE MONDE PUBLICITE 5, rue Montessuy, Paris-VIIe.

Études sup. art. form. spéc. audiovis. F. 37 ans, chru. cherche POSTE ATTACHEE DE PRESSE. Tél. : 42-45-03-63.

J.F. 39 ans, btl. repris des ét. univ. ch. 30 h. de sécurité ou réimpression hebdomadaire. Tél. : 47-22-67-07.

SECRETAIRE STENOGRAPHE Expérimentée nat. anglaise, ch. poste avec responsabilité. Disponible. Tél. : 47-48-02-06.

Les ports français malades des ports étrangers

L'année 1986 avait été pour le secrétaire d'Etat à la mer, M. Ambroise Guellec, l'année du plan de sauvetage de la marine marchande...

De Dunkerque à Marseille, les ports ne constituent pas seulement des « portes » par où transitent des marchandises et des voyageurs...

Or les ports français ne sont pas au meilleur de leur forme. Même si, en 1986, les statistiques font apparaître une augmentation générale du trafic de 2,3 %...

Les ports français sont maintenant correctement équipés, pour la plupart, en bassins, quais, échues, chemaux, hangars, silos...

libre. Leur manque souvent, en revanche, une politique commerciale dynamique, et qui dit politique commerciale dit coûts d'exploitation, tarifs, concurrence, réputation de qualité...

C'est loin d'être le cas...

En 1986, on n'a pas compté moins de huit grèves de dockers de vingt-quatre heures chacune. Comme tous les ouvriers de cette corporation sont affiliés à la CGT, l'ensemble des ports a été à chaque fois paralysé...

de pétrole ont été perdus, 31 000 tonnes de fruits, 35 000 passagers pour la Corse et l'Afrique du Nord. La perte d'activité peut être estimée à 35 millions de francs.

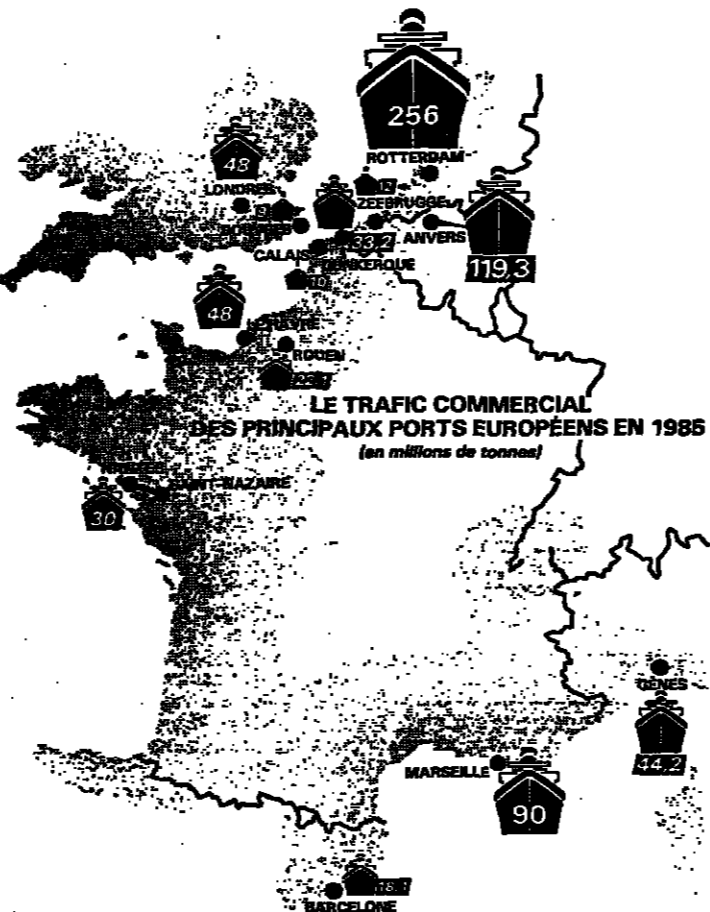
Pour les ports français, le danger, c'est... les autres, qui ont pour noms Gènes, Barcelone, Anvers, Rotterdam. Sans doute ces plates-formes étrangères sont-elles aussi secouées périodiquement...

Droits de port, coût d'acheminement terrestre, tarifs de manutention : les ports français demeurent chers. Embarqué à Marseille, un conteneur est facturé 1 400 francs...

Ainsi, 29 % du trafic maritime aux importations de l'Île-de-France passent par des ports du Benelux au lieu de 21,8 % en 1981. A l'exportation, le pourcentage a doublé.

M. Ambroise Guellec a sur son bureau depuis deux mois le rapport qu'il avait demandé sur la « filière portuaire » à M. Jacques Dupuydauby (le Monde du 11 décembre 1986). Le ministre n'a pas, pour le moment, indiqué, parmi les propositions que celui-ci contient...

FRANÇOIS GROSRICHARD.



LE TRAFIC COMMERCIAL DES PRINCIPAUX PORTS EUROPEENS EN 1985 (en millions de tonnes)

Le premier au monde

QUELLE image privilégier, quel chiffre choisir, quel superlatif employer pour tenter de rendre compte du gigantisme du port de Rotterdam ?

dam, explique un expert européen, le Rhin et les Pays-Bas. Le Rhin : en 1984, sur un total de 122 millions de tonnes de marchandises charriées par le fleuve, 68 millions passèrent par Rotterdam.

Ce qui fait la puissance de Rotterdam, ce sont, bien entendu, les volumes de marchandises qui y transitent, mais aussi l'installation sur ce site de quelques-unes des grandes multinationales de la pla-

nète. Ainsi, les cinq « majors » du pétrole ont des capacités de raffinage à Rotterdam. Cela explique, entre autres, l'extraordinaire progression du port dans les années 60 : 100 millions de tonnes de trafic - comme Marseille aujourd'hui - en 1961 pour passer à 250 millions de tonnes dix ans plus tard.

L'infrastructure a suivi cette évolution, de Waalhaven l'ancien port le plus profond à l'intérieur

des terres, au Maasvlakte, pratiquement sur la mer et son terminal ultra-moderne de conteneurs. Entre les deux, le chapelet des grandes compagnies : ICL, BP, Chevron, Shell, Akzo. Le tout cerné par un réseau d'autoroutes.

Depuis quelques semaines, le secteur marchandises du port est régulièrement paralysé par des

grèves tournantes et de nombreux navires - une centaine, dit-on - auraient déjà mis le cap sur Anvers. Raison de ce mouvement de protestation - rare ici - le licenciement annoncé de plusieurs centaines de dockers.

Pour lutter contre Anvers et les investissements que le port belge compte réaliser, notamment pour attirer les porte-conteneurs, les responsables de Rotterdam semblent prêts, dans un premier

temps, à entrer dans une nouvelle guerre de baisse des tarifs, mais aussi à réaliser des investissements considérables : modernisation de l'ancien port, informatisation de l'ensemble des installations. La grande chance de Rotterdam sera sans aucun doute l'ouverture, prévue pour 1992, du marché unique européen.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

ANVERS La « trace durable » de Napoléon

« PARTOUT où mon règne a passé, il a laissé des traces durables : le bassin d'Anvers, le port du Havre, les travaux hydrauliques de Dunkerque... » Cette phrase, inscrite aux Invalides sous le tombeau de Napoléon, les Anversois la connaissent bien : ne place-t-elle pas leur port en première position des « œuvres durables » de l'empereur ?

Anvers devance de très loin son concurrent phocéen, avec 37,6 millions de tonnes contre 10 millions seulement à Marseille. Si l'on compare la « valeur ajoutée relative » (pondération compliquée des différences marchandises) des grands ports européens, Anvers, avec 50 millions de tonnes, talonne même Rotterdam (78 millions de tonnes), Marseille ne réalisant que 20 millions de tonnes.

Un trafic très disputé. « Détournement de trafic », ont longtemps protesté les responsables français, qui ne comprennent pas l'importance d'Anvers pour les commerçants de l'Hexagone. « Détournement de trafic ? Cela sonne comme détournement de mineur, ce n'est pas très honnête », estime M. Fernand Suykens, le directeur général du port d'Anvers.

de trafic disputé, comme l'a fait l'auteur du rapport sur la filière portuaire française, M. Jacques Dupuydauby. « Un très bon rapport », conclut, patelin, M. Suykens. Et pour cause : M. Jacques Dupuydauby ne loue-t-il pas à de nombreuses reprises les qualités du port belge, et, si les Français se plaignent de la concurrence d'Anvers, que devraient alors dire les Allemands, les Britanniques ou même les Néerlandais ?

L'exercice 1986 s'est soldé à Anvers par un trafic global de 90,2 millions de tonnes, soit une progression de 4 millions par rapport à 1985, progression due essentiellement à la forte croissance des vrac liquides. Dange-

reux le recul enregistré pour les marchandises diverses, pourtant la spécialité du port, qui sont passées de 37,6 à 36,1 millions de tonnes. L'année 1986 n'a donc pas été une année exceptionnelle pour Anvers, qui a souffert, au même titre d'ailleurs que ses principaux concurrents, de la baisse des prix anormalement combinée à la faiblesse du dollar.

Car, dans la compétition à cotteaux tirés qui oppose désormais les ports du nord de l'Europe, Anvers n'est pas toujours le mieux placé. Certes, sa situation géographique est presque idéale, mais il souffre de deux handicaps majeurs par rapport à son concurrent direct, Rotterdam : Anvers n'est pas sur le Rhin, même s'il n'en est pas loin, et, surtout, il n'est pas directement sur la mer.

J.-A. F. (Lire la suite page 33.)

orientations SERVICE Des écoles ont décidé de mieux vous informer sur les filières et débouchés suivants : POUR EN SAVOIR PLUS et recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants...

Diminuer les impôts et les taxes

Une faible marge de manœuvre

par PATRICK DE FRÉMINET (*)

TOUS les pays développés s'efforcent depuis plusieurs années de stabiliser, voire de faire baisser, leurs prélèvements obligatoires tout en réduisant les déficits publics. Les succès des uns et des autres sont variables. Néanmoins, la tendance est claire, la France ne peut y échapper et fait depuis 1984 de très louables efforts en ce sens. Ses courbes de succès, puisque, de 44,6 % du PIB en 1983, le taux des prélèvements obligatoires est passé à 45,3 % en 1984 et à 45,6 % en 1985. L'année 1986, après la stabilisation de 1985, devrait amorcer le premier recul.

On ne peut que féliciter les gouvernements qui ont entrepris ce mouvement, bien plus difficile qu'il n'y paraît, et souhaiter qu'il fasse l'objet d'un consensus entre les principales familles politiques, au moins sur son sens. Il est bon de rappeler que moins de prélèvements, cela veut dire moins de dépenses. Que ceux qui réclament à la fois de nouvelles dépenses publiques et la réduction des impôts veuillent bien faire un effort pour admettre leurs contradictions internes et accepter ensuite de les résoudre.

Cela étant, quels sont les critères de choix une fois posé le principe général et universel de la baisse des prélèvements ? En clair, comment réduire, et quoi ?

La réduction des recettes dépendant de celle des dépenses, le processus ne pourra qu'être long et étalé, sauf à accepter l'acceptation, c'est-à-dire des déficits publics exponentiels, cause d'inflation, de déficits commerciaux et, à terme, de ruine de la croissance. Le processus sera long aussi, car une trop forte réduction, en théorie possible, ne manquerait pas d'aggraver fortement le chômage et de créer des tensions sociales intolérables. Si le mouvement de régression ne peut qu'être lent, parce que les moyens sont rares, cela veut dire qu'il faut utiliser judicieusement cette rareté.

Face à cette faible marge annuelle de manœuvre, la France est mal placée. Située au sixième rang des pays de l'OCDE en 1984 par l'importance de ses prélèvements obligatoires (45,3 %), dépassée seulement par la Suède, le Danemark, la Belgique, la Norvège et les Pays-Bas, elle devance de très loin le septième, l'Autriche, pays pourtant réputé socialiste et qui n'atteint, en 1984, que 41,95 %.

Si l'on fait un retour en arrière, on constate que notre progression sur la décennie 1974-1984 a été très forte : + 25,21 % contre + 10,31 % pour le Royaume-Uni, + 3,5 % pour la République fédérale d'Allemagne, stabilité quasi totale pour les Etats-Unis. Même des pays ayant des prélèvements plus lourds que les nôtres ont progressé nettement moins vite : Belgique + 21,98 %, Suède + 17,81 %, Pays-Bas + 7,81 %.

Seuls nous dépassent très nettement l'Espagne, le Portugal, l'Italie et la Grèce (de + 40 % à + 55 % sur la période). L'Irlande fait un peu plus mal que nous.

Une indispensable harmonisation fiscale

Si l'on excepte ce dernier pays, on ne peut manquer d'être frappé de trouver avec nous, en mauvaise posture, l'ensemble du monde latino-grec, alors que les mondes anglo-saxon, germanique et scandinave ont eu une évolution plus raisonnable.

Ces considérations géographiques-historiques, pour intéressantes qu'elles soient, sont de peu de poids face aux chiffres bruts. Nous étayons notre raisonnement sur la comparaison avec les trois autres grands pays occidentaux ; par rapport aux 45,5 % de 1984, le Royaume-Uni est à 38,5 %, soit 15,38 % en dessous de nous ; la RFA à 37,7 %, soit 17,14 % d'écart ; enfin les Etats-Unis à 29 %, soit 36,26 % en dessous.

Ces trois Etats ont mis, ou vont mettre en œuvre (RFA), des réformes fiscales dont les principes sont largement communs :

- action aussi bien sur l'impôt sur le revenu (IR) que sur l'impôt sur les sociétés (IS) ;
- réduction drastique des taux pour l'IS, 34 % aux Etats-Unis et 35 % en Grande-Bretagne, assortie d'un élargissement de l'assiette par suppression de nombreuses incitations (globalement, les entreprises américaines y perdent). La RFA encore, à 56/36 % (bénéfices non distribués et distribués), n'a pas encore entrepris la décade.

En matière d'IR, le mouvement est plus contrasté. Si le taux plafond américain de 28 % (33 % pour une minorité) est très loin de celui des autres pays (50 % en Grande-Bretagne et 56 % en RFA), les trois pays ont un point commun qui est une progressivité très réduite par rapport au régime français. En bref ils sont plus orientés vers la proportionnalité que nous. Au niveau de l'assiette, là aussi le sens est plutôt à l'élargissement quand les taux baissent (exemplaire aux Etats-Unis).

Telles sont les données fiscales internationales qui apparaissent à première vue. On peut en tirer une règle générale : il nous faut nous rapprocher de nos partenaires. A ce rapprochement, quel contenu donner ? Quantitativement, nous devons réduire le poids de nos prélèvements à un rythme plus rapide que celui de nos partenaires. Leur propre mouvement de repli rend notre tâche plus difficile. Qualitativement, il paraît a priori évident de concentrer nos efforts sur les points où nous sommes le plus éloignés d'eux.

Il ne fait en effet pas de doute que, face à l'internationalisation croissante des économies, des entreprises et des marchés, on ne peut se singulariser à l'excès au risque de réagir à contretemps. Si

du monde entier on passe à l'Europe de la Communauté, le singularisme a encore moins de place, surtout dans la perspective d'un marché unique européen qui ne pourra se réaliser sans une indispensable harmonisation fiscale. Bref, que cela nous plaise ou non, que cela soit idéal ou non dans l'absolu, il nous faut avoir une structure de prélèvements non pas identique, mais proche de celle de nos grands partenaires. Je traduirais cela par une philosophie de politique économique élémentaire dans son expression : on ne nous demande pas d'être géniaux, mais plutôt de ne pas faire plus de sottises que les autres, et si possible moins.

En position d'isolement

Cela nous ramène à examiner si notre structure de prélèvements est comparable à la leur. A l'évidence non, alors que nos trois partenaires choisis à titre de comparaison sont relativement proches. Si le taux global de prélèvements nous isole d'eux, il n'y a pas que cette seule cause globale d'isolement. On le verra en examinant les grandes rubriques fiscales.

D'abord, pour l'impôt sur le revenu le contraste est absolu. Alors que notre taux global de prélèvement sur le revenu est le plus faible (6,04 % du PIB en 1984 contre respectivement 10,22 %, 10,27 % et 10,52 % aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en RFA).

Ensuite, l'impôt sur les sociétés. Ici, le contraste n'existe pas trop, et le poids est proche : 1,87 % du PIB en France, 2,02 % en RFA, 2,07 % aux Etats-Unis. Seul le Royaume-Uni avec 4,42 % se distingue, il est vrai avant la forte baisse du taux à 35 %.

Premier constat étonnant : pour les deux principaux impôts que nous abaissons comme et à l'instar de nos partenaires, alors que tout paraît justifier leur démarche, rien n'explique la nôtre, puisque nous sommes en dessous d'eux. Cette situation est nettement pour l'IR. Adopter les mêmes mesures fiscales, loin de nous rapprocher d'eux, nous en éloigne paradoxalement en accroissant les disparités de structure.

Mais quels sont alors les prélèvements qui nous font le dépasser globalement ? Les impôts sur la consommation, répond-on couramment en pensant à cette TVA si lourde que nous avons inventée. L'explication n'est que partielle. Ils représentent 12,76 % du PIB en France, contre 4,58 % aux Etats-Unis - où ils varient d'un Etat à l'autre - 9,79 % en RFA, mais 11,07 % en Grande-Bretagne. La différence n'est substantielle qu'avec les Etats-Unis, et l'évolution passée constate la réduction sensible des écarts. Les autres pays se rapprochent de nous avec la généralisation quasi mondiale de la TVA, tandis que nous réduisons le niveau de nos taxes et, partant, la place des impôts de consommation.

Le deuxième grand poste d'écart positif, et qui est le plus déterminant, ce sont les cotisations de sécurité sociale : 19,81 % du PIB en France en 1984 contre 13,72 % en RFA, 8,43 % aux Etats-Unis et 6,98 % au Royaume-Uni. Mais il faut examiner la répartition entre les salariés et les employeurs (y compris les professions indépendantes). Pour les premiers, nous sommes à 5,55 %, certes devant le Royaume-Uni (3,28 %) et les Etats-Unis (3,24 %), mais derrière la RFA (5,99 %). Pour les employeurs, nous caracolons en tête de toute l'OCDE d'ailleurs, avec 14,16 %. La RFA est à 7,73 %, les Etats-Unis à 5,19 % et le Royaume-Uni à 3,7 %. Il y a lieu de noter que, pour les Etats-Unis, la constitution de la retraite est, à la différence des autres Etats, essentiellement fondée sur l'effort individuel et non sur la répartition collective.

Le troisième grand poste est constitué par les impôts locaux français (taxe professionnelle, impôt de répartition, taxe d'habitation et taxes foncières). En fait, nos grands partenaires, notamment la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, paient leurs impôts locaux surtout par l'IR ou par l'IS, et seule la RFA a quelque chose de proche de la taxe professionnelle française.

(*) Directeur de la banque Paribas.

chez nos voisins, ou bien sont plus fortes chez nous. Quelques exemples, la taxe sur les salaires (payée par les banques et par les assurances pour l'essentiel) et ses taxes annexes (formation professionnelle, apprentissage, etc., payées par toutes les entreprises) représentent 1,12 % du PIB en France. Il n'existe rien d'équivalent en RFA et aux Etats-Unis ; Citons aussi pile-né les droits d'enregistrement, d'apport ou de timbre, en général plus élevés qu'à l'étranger, des taxes sans équivalent ailleurs (taxe sur les frais généraux, taxe sur les encours de crédit, contribution sociale, contribution des institutions financières, etc.). Là aussi, si l'essentiel est répercuté sur les consommateurs, ces taxes augmentent les prix de revient et nuisent à notre compétitivité.

Après ce large et fastidieux tour d'horizon, il est possible de faire ressortir les trois données essentielles suivantes :

- On peut penser que le fardeau pesant directement sur les particuliers est proche dans les quatre pays pris pour exemples, à l'exception des Etats-Unis, qui demeurent nettement en dessous. En effet la faiblesse de l'IR français est compensée par des cotisations sociales salariales plus fortes dans l'ensemble et des impôts sur la consommation plus élevés.

- En conséquence, deuxième donnée, l'écart constaté entre la France et ses trois partenaires concerne pour l'essentiel les entreprises.
- Enfin, cet écart ne vient nullement de l'IS, mais de taxes et de cotisations situées en amont de celui-ci, au premier rang desquelles se situent les cotisations sociales et leurs succédanés (taxe sur les salaires et taxes annexes).

Une fois déterminées les différences essentielles de notre structure de prélèvements par rapport à celle de nos partenaires, essayons de porter un jugement sur elle et de voir sur quels éléments il faudrait d'abord agir.

Nos prélèvements obligatoires frappent très fortement les entreprises, à la différence de ce qui se passe chez nos partenaires. Ce sont elles qui supportent l'essentiel. Est-ce sain ou malsain ? Difficile à dire dans l'absolu ; en tout cas, cela ne peut qu'affecter la compétitivité de nos entreprises, même si, et surtout si, elles ne peuvent qu'en transférer la charge sur les consommateurs, c'est-à-dire sur leurs prix.

Véritables péages pour droit d'exercer

En deuxième lieu, notre structure de prélèvements semble à l'excès inflationniste par nature. En effet, la consommation et le coût des moyens de production et des salaires sont plus durement frappés qu'ailleurs. Or ce type de taxation est et ne peut être que beaucoup plus directement incorporé dans les prix, et par suite dans les salaires, que pour ce qui est de l'impôt sur le revenu ou de l'IS. Cette structure particulière qui se retrouve chez les pays latino-grecs n'explique-t-elle pas largement les résultats moins bons de ces pays dans la lutte contre l'inflation (voir le couple France-RFA et le différentiel apparemment irréductible d'inflation) ?

En troisième lieu, notre structure de prélèvements est peu dynamique. Elle semble être plus faite pour fournir des ressources publiques sèches que pour encourager l'activité économique. Ces incommensurables et lourdes taxes portant sur les salaires et les moyens de production ont un effet de paiements préalables à toute activité, véritables péages pour droit d'exercer ; ils ne peuvent que ralentir la création, gêner le recrutement et l'investissement, c'est-à-dire la croissance, et ce plus fortement ou directement que des impôts sur le revenu ou sur les bénéfices.

Nos prélèvements s'adaptent mal à la conjoncture économique. Frappant des frais fixes, les prélèvements qui nous distinguent de nos partenaires par leur importance ou leur existence ont un produit largement indépendant de la prospérité des entreprises qui les paient. En bref, les entreprises déficitaires paient presque autant

que les autres, cela ne peut guère aider à leur redressement.

Il n'est pas peu paradoxal de constater que, malgré tout cela, ce sont les parties les plus légères de notre édifice fiscal, si on le compare à celui des autres pays, qui sont proportionnellement les plus attaquées dans l'opinion publique.

Quelles conclusions tirer de tout cela ?

La première est qu'il nous paraît évident que les taxes et très nombreuses marges de réduction des prélèvements ne peuvent qu'être impérativement réservées aux entreprises.

La deuxième est qu'il est vain de vouloir instaurer des incitations fiscales alors que les investissements ou l'emploi que l'on voudrait favoriser demeurent lourdement frappés en amont. Mieux vaut réduire ces énormes charges fixes que créer des aides conjoncturelles par ailleurs coûteuses, d'une efficacité incertaine, voire déstabilisantes (balance des paiements, inflation, etc.).

La troisième est que réduire le taux de l'IS peut sembler secondaire par rapport à la suppression des frais mis à l'exercice par et simple de l'activité. Cela ne veut pas dire que rester à l'écart du mouvement de réduction des taxes d'IS ne puisse présenter certains inconvénients. Ce mouvement crée des effets d'affiche psychologiques importants et peut provoquer des délocalisations. Mais ces phénomènes sont difficiles à bien mesurer et résident pour partie dans des jugements de valeur. C'est pourquoi ces inconvénients éventuels paraissent mineurs à ce stade. Avons-nous même encore le choix face à la compétition mondiale et à l'harmonisation européenne ?

C'est quand nous aurons avancé dans la voie de la réduction de ces prélèvements que la réforme de l'IS se posera le cas échéant. Son produit net, proche de celui de nos partenaires, alors que ceux-ci n'ont pas nos taxes et nos cotisations d'amont, semble montrer que l'assiette fiscale française est plus large que les assiettes étrangères.

Le défi européen

En conclusion, nous nous interrogerons sur la meilleure manière d'assurer la priorité de réduction des prélèvements frappant les entreprises.

Faut-il le faire seulement à proportion des économies budgétaires disponibles ou également en recourant à des transferts de charges au détriment d'autres catégories, en fait les particuliers ? C'est là une grave question. Les transferts ont un double aspect, puisqu'ils peuvent résulter soit de charges fiscales nouvelles, soit de prestations moindres. L'idéal serait de les éviter. Mais le pouvons-nous ?

Parallèlement, les prélèvements nous distinguant de nos partenaires, auxquels faut-il s'attaquer en priorité ? Cette ultime question est plus facile à trancher. Le gouvernement a consacré à cet objectif une part, trop modeste sans doute, des réductions fiscales. Les deux points d'impact essentiels ont été la taxe professionnelle et la taxe sur les frais généraux. Pour la première, il s'est agi de transférer des entreprises vers l'Etat, c'est-à-dire vers l'ensemble des contribuables, une partie de cette taxe, sans que les collectivités locales en pâtissent. Pour la taxe sur les frais généraux, la solution est plus radicale et plus heureuse, puisqu'elle va disparaître progressivement d'ici à 1989.

C'est dans cette voie qu'il nous semble que l'effort doit être poursuivi et amplifié. Au milieu des nombreuses taxes frappant l'emploi et les moyens de production, on a l'impression de choisir, et ce sera, en fait, la marge budgétaire qui limitera l'ampleur des mesures. Les deux autres grands chemins qu'il faudra bien un jour ou l'autre emprunter seront ceux de la réforme du financement ou des dépenses, d'une part, de la sécurité sociale (l'activité récente montre la difficulté de cette voie nécessaire) et, d'autre part, des collectivités locales.

En cette période où la révolution fiscale américaine apparaît comme l'unique référence, il n'est pas inutile de rappeler que le défi fiscal pour la France n'est pas qu'américain et qu'il ne date pas de la réforme Reagan. Il est aussi européen et est le fruit d'une longue évolution et d'une très ancienne culture à dominante étatique. Renverser la vapeur est possible. Le faire avec une constance absolue, ce sera là notre véritable défi.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Cet avis n'apparaît qu'à titre d'information seulement.



crédit foncier de France

U.S. \$ 150,000,000

7 1/2 % NOTES DUE 5th JANUARY, 1994

UNCONDITIONALLY GUARANTEED BY THE REPUBLIC OF FRANCE

Issue price: 100 3/8 %

- SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
- MORGAN GUARANTY LTD
- ALGEMENE BANK NEDERLAND N.V.
- BANQUE NATIONALE DE PARIS
- CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
- CHASE INVESTMENT BANK
- CITICORP INVESTMENT BANK LIMITED
- CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE
- DEUTSCHE BANK CAPITAL MARKETS LIMITED
- GOLDMAN SACHS INTERNATIONAL CORP.
- MITSUBISHI FINANCE INTERNATIONAL LIMITED
- SAMUEL MONTAGU & CO. LIMITED
- MORGAN STANLEY INTERNATIONAL
- NOMURA INTERNATIONAL LIMITED
- SHEARSON LEHMAN BROTHERS INTERNATIONAL
- SWISS BANK CORPORATION INTERNATIONAL LIMITED
- S.G. WARBURG SECURITIES
- YAMAICHI INTERNATIONAL (EUROPE) LIMITED

JANVIER 1987



LES PORTS FRANÇAIS MALADES DES PORTS ÉTRANGERS

ANVERS : la « trace durable » de Napoléon

(Suite de la page 31.)

Les travaux effectués au fil des années ont certes progressivement comblé cette lacune, et il est fini le temps où une grande compagnie de transporteurs « perdait » deux bateaux environ chaque année dans les entrelacs du port tant la navigation y était difficile.

Mais, aujourd'hui encore, un bateau important perd environ vingt-quatre heures à Anvers par rapport à Rotterdam, du fait, répétons-le, de la longueur de l'estuaire et des nombreuses écluses. Autre handicap : alors que Rotterdam est traditionnellement le port du Rhin et de l'Allemagne prospère, Anvers a longtemps été, entre autres, celui de Liège et de la sidérurgie wallonne. Le déclin de cette région n'a toutefois pas empêché les deux villes « ardentes » - la flamande et la wallonne - de jeter, fin 1985, les bases d'un nouvel accord de trente ans.

Rapidité des services

En fait, c'est en Flandre même qu'il faut chercher l'ennemi fratricide d'Anvers : Zeebrugge, cet énorme complexe portuaire artificiellement créé il y a une dizaine d'années. Aujourd'hui, les experts semblent unanimes pour estimer que ce projet très coûteux (environ 100 milliards de francs belges, soit plus de 15 milliards de francs français) donne des résultats somme toute médiocres. Zeebrugge est toutefois devenu le concurrent numéro un de Calais en ce qui concerne le trafic vers la Grande-Bretagne. « Cet argent nous aurait bien servi, disent les responsables anversoises, pour investir au moment où il le fallait et damer le pion à nos concurrents, notamment en ce qui concerne les conteneurs. »

Anvers, malgré d'importantes subventions de l'Etat, a en effet pris un petit retard sur Rotterdam dans ce domaine. Compte tenu de ces nombreux handicaps, comment expliquer l'extraordinaire

développement de ce port ? La réponse est simple : les Anversoises. « Ces gens-là, note un industriel français, sont d'abord capables de vendre de tout à tout le monde, mais surtout de toujours trouver quelque chose à mettre sur un bateau qui doit partir. Et puis, chaque Anversoise sur le port parle toutes les langues et notamment le français ; cela facilite les choses. » Autre qualité reconnue par tous : la rapidité des services. Comme le fait remarquer un gros bauteur, « il faut deux à trois jours à Anvers, il faudra sûrement un jour de plus à Rotterdam et facilement une semaine de plus à Londres. Et puis, connaissez-vous d'autres ports où on a l'impression que les gens travaillent même le week-end ? »

La période officielle d'ouverture des hangars aux transporteurs est ainsi de six à huit heures par jour dans les ports français, alors qu'elle peut atteindre quatre heures par jour à Anvers. Les dockers, tous originaires de deux ou trois villages de la région, souffrent de la mécanisation : de quinze mille en 1965, ils ne sont plus que neuf mille aujourd'hui, dont deux mille cinq cents en chômage partiel. Mais, pour le moment, Anvers conserve sa réputation de havre social. La grève des services publics qui avait touché la Belgique au printemps 1986 avait épargné le port... sauf dans quelques endroits stratégiques, notamment les écluses. Des dizaines de navires avaient ainsi été coincés durant plusieurs jours.

Les socialistes, depuis toujours au pouvoir à Anvers, en coalition avec les sociaux-chrétiens, tentent de chercher un accord avec les syndicats pour éviter qu'une telle situation se reproduise. Un compromis sera sans doute trouvé, c'est une spécialité du pays. Mais il sera toujours difficile de savoir quels en seront les termes exacts. Car, si Anvers est une ville accueillante - on y mange tellement mieux qu'à Rotterdam - et un port ouvert à tous,

il n'en cache pas moins ses mystères à tous les étrangers : comment cohabitent les diamantaires juifs de la Pelikaanstraat, les puissants syndicats socialistes et chrétiens, les hommes d'affaires internationaux, les dockers, les extrémistes flamings... ? Mystère.

Seul ciment sans doute : les affaires qu'il faut faire prospérer, dans la mesure du possible sans contrôle excessif de la puissance publique. Le scandale qui avait éclaboussé en 1985 les diamantaires d'Anvers est maintenant relayé par celui des ventes d'armes à l'Ira : Anvers était une des plaques tournantes du trafic. Les responsables adoptent le même système de défense : « Cette discrétion est une des conditions de notre efficacité. Si vous nous surveillez de trop près, alors nos clients iront ailleurs et nous avec. »

Le premier employeur du pays

Anvers est aussi un maillon du commerce Est-Ouest. « A Anvers, écrit M. Jacques Dupuydauby, la douane se comporte plus en appui de l'exportateur que comme administration dotée de pouvoirs de fait immenses... par exemple, on ne subordonne pas des opérations de débarquement à la présentation sans aucune erreur des documents douaniers... On admet à Anvers une tolérance de trois jours, depuis le chargement et la sortie du navire, pour régulariser les documents... ». Ces qualités « humaines » ne suffisent toutefois pas.

Les responsables se sont lancés dans deux opérations de grande envergure pour tenter de remédier aux handicaps naturels du port : l'approfondissement de l'Escaut tout d'abord, pour rendre le port accessible aux navires de 125 000 tonnes ou plus. Ce projet, qui devrait être réalisé en liaison avec les Néerlandais, risque toutefois de ne pas être mené à terme, du fait de la réduction sen-

sible du nombre de navires de gros tonnage. La négociation est toutefois en cours entre diplomates belges et néerlandais pour aboutir éventuellement à la signature d'un accord international, prélude à tous travaux sur l'Escaut. « Ne serait-ce que pour le prestige de la Belgique, nous devons mener à bien ces travaux, dit-on à Anvers ; il est inconcevable que le premier port du pays ne puisse pas accueillir certains bateaux. »

Car Anvers compte beaucoup dans l'économie belge. Source d'emplois pour près de soixante-quinze mille personnes, le port peu ainsi être considéré comme le premier employeur du pays. Réalisant plus de 75 % des exportations maritimes de la Belgique, la « valeur ajoutée » du port atteint 180 milliards de francs belges (27 milliards de francs français) au prix du marché.

Le deuxième projet paraît en meilleure voie. Fin novembre 1986, un accord a en effet été passé entre l'administration communale anversoise et l'Etat belge, en vue de la construction d'un nouveau terminal pour conteneurs le long de l'Escaut. 8 milliards de francs belges (environ 1,2 milliard de francs français) seraient investis pour l'édification d'un mur de quai de plus de 1 kilomètre permettant l'accostage de quatre porte-conteneurs. L'ouvrage se trouvera en aval des complexes éclusiers du port, ce qui réduira ainsi sensiblement les coûts de débarquement. Il permettra aussi d'accueillir les plus grandes unités et d'entreposer près de trente mille conteneurs. Preuve de la valeur de l'investissement : les violentes protestations émises par les responsables de Rotterdam, qui y voient « un réel danger » et demandent au gouvernement belge de renoncer à subventionner cette initiative. Un épisode de plus dans la « guerre des ports », qui ne pourra que s'exacerber dans les années à venir.

J.-A. F.

ESSID - Groupe ESSEC

Diplômés de Grandes Écoles ou de l'Enseignement Supérieur

L'ESSID vous propose une formation complémentaire de troisième cycle à but professionnel de

CONCEPTEUR EN SYSTÈMES D'INFORMATION

Ce programme vous permet d'acquies la double compétence (informatique et gestion) nécessaire pour concevoir, développer et gérer les Systèmes d'Information dans l'entreprise. Les études sont sanctionnées par le Mastère Spécialisé en Conception et Gestion des Systèmes d'Information et de Décision délivré par l'ESSEC.

Durée des études : 4 trimestres à temps plein

Début des études : 1^{er} septembre 1987

Date limite de dépôt des candidatures : 15 mai 1987

Renseignements : Anne-Marie SIMPLAT ESSID - groupe ESSEC

École Supérieure des Systèmes d'Information et de Décision

B.P. 105 - 95021 CERGY CEDEX

Tél. (1) 30-38-38-00

ESSID - Groupe ESSEC

Établissement d'Enseignement Supérieur Privé

Le Monde sur minitel

VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.

36.15 TAPEZ LEMONDE

M.S. Mastère Spécialisé en ESSEC GESTION MARKETING

- M.S. UN STANDARD NATIONAL ET INTERNATIONAL délivré par la conférence des grandes écoles.
- PROGRAMME INTENSIF de 13 mois, réservé aux titulaires d'un diplôme d'INGÉNIEUR, de GRANDE ÉCOLE, de second cycle universitaire.
- SPECIALISATION PROFESSIONNELLE en Communication, Gestion de Produit, Vente et Distribution

Date limite de dépôt de candidature : 30 mai 1987

Informations : Claire DELORME Tél. (1) 30.38.38.00

M.S. en GESTION MARKETING de l'ESSEC B.P. 105 - 95021 Cergy-Pontoise

ESSEC - Établissement d'Enseignement Supérieur Privé

“LE FUTUR EST A CEUX QUI SE BATTENT.”

ESSEC - UNE GRANDE ÉCOLE DE BATTANTS

1980: ISC 800 Candidats au concours d'entrée pour 100 places, au total: 300 Étudiants.

1986: ISC 3.107 Candidats au concours d'entrée pour 200 places, au total: 600 Étudiants.

ISC: Accords internationaux avec: les business schools des universités de Caroline du Sud, de Georgia (USA), et avec l'université de Mayence (RFA).

ISC Promo: Une des toutes premières juniors entreprises en France.

ISC: Grand prix de la jeunesse ISC. Cinéma. Tournoi des battants ISC Tennis,

ISC Performance, des activités parascolaires au cœur de l'événement.

DIPLÔME VISÉ PAR L'ÉTAT



22 boulevard du Fort-de-Vaux 75017 Paris. Tél. : 42.70.34.80 et 42.70.90.95

La chronique de Paul Fabra

Est-ce vraiment la faute au dollar ou aux Allemands ?

A principale leçon à tirer de la conférence des six ministres des finances, qui a eu lieu à Paris il y a huit jours pour essayer de stabiliser le dollar, est probablement plus politico-économique que monétaire. Comme il est d'usage dans les affaires humaines, sauf dans les rares occasions où un grand architecte est à la fois capable et en mesure de les ordonner, cet enseignement n'est pas précisément celui que les organisateurs auraient voulu mettre en évidence. D'une certaine façon, il lui est contraire pour la bonne raison que les hommes politiques, neuf fois sur dix, montent des réunions à spectacle et publient des communiqués, pour avoir à changer le moins possible de choses à la façon dont ils conduisent leur propre action.

Que les deux pays, la France et les Etats-Unis, qui ont entraîné les autres, plus ou moins récalcitrants, à tenir la conférence, étaient bien dans cet état d'esprit, tant le texte de la déclaration commune que leurs commentaires individuels en constituent un aveu implicite. Vu la minceur des engagements qu'ils ont souscrits, les Américains, en acquiesçant au jugement collectif selon lequel la baisse du dollar avait assez duré, ont simplement renoncé à souffler le feu sur la braise. Depuis plusieurs mois, le secrétaire au Trésor, James Baker, laissait entendre, quand il ne le disait pas lui-même publiquement, qu'une dévaluation supplémentaire de la monnaie des Etats-Unis servirait les intérêts de ses derniers. Ce qu'il a promis, le dimanche 22 à Paris, c'est d'abord de s'abstenir désormais de chercher à améliorer les positions commerciales américaines en pratiquant ouvertement une politique qu'on aurait, naguère, qualifiée du terme péjoratif de « dévaluation compétitive ». Moyennant la concession ainsi faite par le responsable de leurs finances publiques de ne plus se conduire en trublion, les Etats-Unis auront la tentation de reprendre leurs jeux internez sans trop se soucier des répercussions qu'ils ne manquent pas d'avoir, mais un peu plus tard, sur la valeur externe du dollar.

Quant à la France, sa conviction la plus profonde semble bien avoir été exprimée par l'entourage d'Edouard Balladur. « Notre politique fait l'objet d'une approbation générale ; personne ne nous demande d'en changer » : tel était le leit-motiv des commentaires qu'on y entendait. Ils faisaient allègrement fièvre des critiques à peine voilées qu'on avait entendues à Bonn en riposte aux positions du gouvernement français dans les semaines précédant le réaménagement du SME, intervenu le 12 janvier. Mais c'est un fait que le passage du communiqué des six consacré à notre pays ne comprend que des engagements déjà pris par le ministre de l'économie et des finances : réduction (de 1 % par rapport au PIB) tant du déficit budgétaire que de la pression fiscale entre 1986 et 1988 ; poursuite du programme de privatisation ; libéralisation renforcée.

Autrement dit, l'extraordinaire show auquel on a assisté de 1981 jusqu'en février 1986 sur la scène monétaire internationale n'a laissé aucune trace. On y avait vu pendant cette période le dollar monter à des sommets (sans jamais retrouver toutefois, ni à Francfort, ni à Tokyo, ni à Zurich, les cours du début de 1971). La plupart des observateurs s'étaient étonnés d'une telle ascension, alors que l'Amérique accumulait les déficits. Mais un afflux continu de capitaux venus de l'étranger comblait largement la différence. Le prestige de la monnaie américaine n'avait pas souffert de ce fait. Le ballon qu'il avait si bien gonflé se retrouve aujourd'hui au niveau du plancher où il l'avait ramené. En termes moins imagés, cela signifie que, actuellement, les investisseurs ne consentent à acquiescer des actifs libellés en dollars qu'à la condition de ne pas les payer plus cher qu'au temps qu'on croyait révolu, où les Etats-Unis faisaient figure de pays dévalorisés, et leur monnaie de devise malade.

RONALD REAGAN, la principale leçon qui se dégage de la réunion ne s'adresse-t-elle pas, en quelque sorte à leur insu, aux deux pays qui voulaient en donner une, au Japon et surtout à l'Allemagne fédérale, accusées à des degrés divers de ne pas jouer le jeu (en ne stimulant pas assez leurs économies respectives) ? Cette leçon, on peut le résumer par la phrase suivante : même Reagan n'a de plus en plus de mal à faire du Reagan. Force est de constater que le niveau auquel les Six voudraient bien aujourd'hui stabiliser le dollar est un niveau très bas. Il nous renvoie sept et huit ans en arrière, aux sombres dernières années de la présidence Carter. Le dollar était alors tombé — en 1978, puis de nouveau en 1979 — aux environs de 1,75 deutschemark, c'est-à-dire à peine au-dessous du cours aujourd'hui jugé « convenable ». Vis-à-vis de la monnaie

japonaise, le niveau considéré comme très déprimé atteint à la même époque (175 yens pour 1 dollar) a été entamé, puisque le cours actuel, parallèlement estimé par les Six comme correspondant aux « données fondamentales », se situe 7 % à 8 % au-dessous : aux alentours de 150 yens pour 1 dollar. Il est clair que si Edouard Balladur, comme il vient encore de s'y engager, veut à la fois réduire et le déficit et la pression du fisc — un double objectif évidemment très souhaitable — il faudra qu'il s'y prenne autrement. C'est pourquoi la leçon américaine doit être, en France, méditée avec soin. Cela apparaît d'autant plus nécessaire que, quelles que soient par ailleurs les différences entre les deux expériences, certaines évolutions se produisent en France qui rappellent certains aspects négatifs de la politique Reagan. C'est vers le début de septembre que les taux d'intérêt ont commencé à remonter en France. Le gouvernement a cru pouvoir désigner le coupable : c'était le deutschemark, qui, à cause de l'obésité et de l'égoïsme des dirigeants allemands, se refusait à baisser leurs propres taux d'intérêt, se revalorisant à vive allure vis-à-vis du dollar, tirant l'ensemble des monnaies du SME vers des hauteurs où toutes n'étaient pas capables de le suivre.

L'EXPLICATION proposée est-elle vraiment la plus plausible ? Le deutschemark a été depuis lors réévalué (le 12 janvier), le dollar semble se stabiliser, et pourtant les taux français ne donnent pour l'instant que des signes de très légère détente. Si les taux sont encore, en France, à un niveau si haut, ne serait-ce d'abord pour des causes françaises ? L'évolution au jour le jour du marché monétaire aide à les identifier. (...) L'annonce et le résultat de l'adjudication mensuelle d'obligations assimilées du Trésor (OAT) ont constitué le détonateur d'une nouvelle crise sur un marché déjà surchargé de papier à long terme, et qui a dû absorber 10,2 milliards de francs de plus. Cela fait 25 milliards de trop, soupçonne un opérateur, faisant allusion aux émissions du Trésor « let moi de préciser : depuis le début de septembre, l'écrit-on dans la rubrique hebdoma-

dire de François Ranzard (Le Monde daté 9-10 novembre 1986). Déjà au printemps, le Trésor avait littéralement inondé le marché en lui offrant d'énormes montants de titres. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que les taux soient toujours restés très au-dessus du niveau allemand, malgré l'afflux énorme — une aubaine dont on n'a pas su tirer parti — de capitaux étrangers en avril et mai.

STENIR, dans des conditions saines, une baisse des taux n'est pas une opération mystérieuse : il faut (et il suffit dans la grande majorité des cas) que le Trésor fasse un sort qu'il propose au marché un volume « papier » légèrement inférieur à l'appétit des souscripteurs (la demande de titres n'étant pas artificiellement stimulée, leur valeur a tendance à s'élever, et donc les taux à baisser). Une telle politique ne peut évidemment être menée qu'à la condition que les besoins de financement du déficit soient modérés. Dans le cas contraire, le Trésor, quelle que soit sa prudence, est amené à multiplier les emprunts au-delà de la bonne mesure. Sur un total de 332 milliards d'émissions obligataires en 1986, les emprunts d'Etat se sont élevés à 137 milliards, soit une augmentation de 37 % par rapport à l'année précédente. Le plus extraordinaire est qu'on monte en épingle ce résultat, comme s'il s'agissait d'un exemple de bonne et saine gestion financière. Le gouvernement, paraissant adhérer lui-même complètement à ses propres arguments, a cru bon de préciser que le dernier réajustement monétaire du SME s'était traduit par une réduction du marché, l'opération n'aurait, de la part de la France, aucune mesure d'accompagnement. Est-ce tellement sûr ? Y a-t-il une chance sérieuse de voir la monnaie du chômage s'arrêter si l'on ne crée pas davantage d'entreprises, comme on se plaît justement à le répéter ? Mais crèmer-t-on beaucoup d'entreprises si les PME doivent continuer à s'empourner, tout compris, autour de 12 % ?

INFRASTRUCTURES

Construire des routes n'est plus une affaire d'Etat

ON exprime souvent l'idée que, avec le ralentissement et la transformation de la croissance, les infrastructures ne font plus partie des grands enjeux actuels. Certes, le gros des efforts quantitatifs est-il probablement derrière nous. Mais il s'en faut que les besoins aient disparu. Jamais même des travaux aussi importants que maintenant n'avaient été entrepris ou prévus dans un proche avenir. Il suffit de citer le tunnel sous la Manche, le TGV Atlantique, les liaisons ferrées européennes à grande vitesse, sans oublier que les programmes routiers et auto-

rouitiers font l'objet de développements encore importants même s'ils sont plus diffus. En fait, le changement est qualitatif plus que quantitatif ; la problématique des infrastructures n'est plus ce qu'elle était. On constate d'abord le développement d'une dimension qui était à peu près absente il y a une vingtaine d'années : c'est celle de la gestion des infrastructures qui prend maintenant une place croissante par rapport à leur construction, et ce sous de multiples formes : la conception nouvelle

des infrastructures, intégrée beaucoup plus que par le passé les modalités de leur utilisation ultérieure ; les problèmes d'entretien ou de mises aux normes des infrastructures anciennes se posent avec plus d'acuité, un peu comme en matière de logement la rénovation de l'ancien prend une place accrue par rapport à la construction neuve. Ainsi, la quasi-totalité de l'effort en matière de voies navigables en France est absorbée par la remise en état des canaux anciens. Il est symptomatique aussi que des organismes internationaux comme la Banque mondiale s'intéressent de plus en plus à l'entretien et à la gestion, modifiant ainsi leur politique d'équipement. Aujourd'hui, le technicien constructeur est conduit à resserrer les liens qui l'unissent à l'exploitant gestionnaire. Il doit aussi les resserrer avec le financier et le commercial, car, et c'est là un autre trait fondamental de l'évolution récente, la politique d'infrastructure entre de plus en plus dans les normes de la gestion privée. En caricaturant, on peut représenter la situation ancienne comme celle dans laquelle les infrastructures gérées par la puissance publique étaient construites avec des fonds publics et étaient conçues essentiellement sur des critères d'intérêt collectif et de satisfaction d'un service public, sans référence à un objectif commercial quelconque.

Un schéma peu à peu modifié Ce schéma s'est peu à peu modifié. Historiquement, les premières atteintes lui ont été probablement portées par le rapport Nora de 1967 sur la gestion des entreprises publiques qui s'efforçait de concilier service public et efficacité. Le désir d'autonomie pour les entreprises publiques de transport a particulièrement concerné la SNCF et sa politique d'infrastructures. Soumise à l'impératif de rentabilité financière, celle-ci se trouvait parfois en contradiction avec l'impératif de rentabilité globale pour la collectivité. Ainsi, Air Inter a vivement réagi au TGV sud-est en s'opposant au projet avant la décision (voir les joutes épistolaires entre le président de la SNCF et celui d'Air Inter à l'époque) et en s'y adaptant ensuite par reconfiguration de ses services, ce qui fait d'ailleurs qu'au total la diminution du trafic aérien a été inférieure aux prévisions et que la

perte financière pour Air Inter a été très faible. Une autre atteinte à la pureté de la gestion publique est venue de l'instauration, à partir de 1969, du financement privé des autoroutes. Les constructeurs ont dû se transformer en financiers. Les sociétés privées d'autoroutes étaient effectivement des associations d'entreprises de travaux

étroitement de l'issue de la guerre commerciale que se livreront le tunnel, les ferris et l'avion. Les mêmes traits se retrouvent dans les projets de desserte forcée à grande vitesse européenne, avec une dimension supplémentaire : à la concurrence entre modes de transport s'ajoute une concurrence industrielle internationale : quelle technologie sera utilisée, quelle sera la part de chaque pays dans sa réalisation ?

La problématique des infrastructures n'est plus ce qu'elle était. Jadis apanage de l'Etat, les grands travaux reviennent de plus en plus à des entreprises privées qui sont appelées à assurer un service public. Il s'ensuit un mode de gestion dont les contours ne sont pas encore fixés.

alors que la programmation traditionnelle des investissements ressortit plutôt à la maximisation d'une fonction, celle de l'utilité collective, réalisant la convergence de points de vue initiaux opposés. Le passage d'un mode de régulation à l'autre amène plusieurs réflexions. La première, c'est que, dans une atmosphère de compétition, le risque est grand qu'il en résulte une surabondance d'équipement par rapport à ce qu'entraînerait un arbitrage sérieux fondé sur la recherche de l'intérêt collectif. Certes, l'intérêt collectif n'est pas une notion claire, et on peut passer à côté en croyant l'atteindre. Certes, aussi, le jeu de la concurrence entraîne une compression des prix de revient qui vient en déduction du gaspillage d'équipement. Mais il ne semble pas qu'en matière d'infrastructure de transport ces effets secondaires suffisent à compenser le suréquipement.

Un très long temps de gestation

En outre, et c'est là peut-être le point le plus important, les infrastructures supposent des temps de gestation très longs : un TGV, une autoroute, ne peuvent être mis en service que cinq ans après la décision de réalisation. Elles sont d'une très longue durée de vie ; elles impriment leur marque sur le paysage économique et social pour des dizaines, voire des centaines d'années. Ces durées ne s'accroissent pas avec nos instruments de prévision et s'accompagnent d'inevitables erreurs. C'est déjà vrai dans une conception collective ; mais la gestion collective est en général douce ; qu'on songe à la prudence avec laquelle les chemins de fer se débarrassent des lignes dites omnibus ! La stratégie privée s'exerce à l'intérieur d'horizons encore plus courts, et, en cas d'erreur, la rectification peut être brutale : on ferme l'usine, la société tombe en faillite, l'équipement est déclassé.

Or, ces nouveaux ouvrages hybrides qui assurent un service public avec une gestion privée ont, en général, par leur taille, des temps de gestation plus longs que le moyenne. Les risques d'écart par rapport aux prévisions sont accrus. Comment se feront les modifications de trajectoire, les changements de stratégie nécessaires ? Aura-t-on le courage d'adopter le mode privé de régulation, qui implique en particulier que l'Etat, restant en dehors du jeu, ne fasse pas de la fonction-

(Publicité)
AVIS D'ENQUÊTE
DÉPARTEMENT DU VAR
Autoroute A57
Section Cuers-Le Cannet-des-Maures
Le préfet, commissaire de la République du département du Var, informe le public du projet de la construction d'une autoroute deux fois deux voies entre Cuers et Le Cannet-des-Maures.
A cet effet, par arrêté préfectoral en date du 23 janvier 1987, il a ordonné :
- l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique en vue de la réalisation de l'autoroute A57 et de ses aménagements annexes ;
- l'enquête publique portant sur la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols de Cuers, de Puget-Ville, du Lac et du Cannet-des-Maures ;
- la publication de l'étude d'impact.
Ces enquêtes conjuguées seront conduites par une commission d'enquête désignée le 14 novembre 1986 par le président du tribunal administratif de Nice, composé de M. Nison, désigné en qualité de président de la commission, et de MM. Gaston et Giordano, commissaires-enquêteurs. Elles se dérouleront du 2 mars 1987 à 14 heures au 30 avril 1987 à 12 heures.
Pendant toute la durée des enquêtes, un dossier spécifique à chaque commune ainsi qu'un registre destiné à recueillir les observations du public seront déposés dans les mairies concernées, dans les conditions suivantes :
- le 2 mars 1987, de 14 heures à 17 heures ;
- du 3 mars 1987 au 29 avril 1987, les jours ouvrables, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, et les samedis matin, de 9 heures à 12 heures ;
- le 30 avril 1987, de 9 heures à 12 heures.
Toute personne pourra en prendre connaissance aux jours et heures indiqués ci-dessus (les samedis après-midi, dimanches et jours fériés étant toutefois exceptés) et consigner ses observations sur le registre ou les adresser par écrit au président de la commission d'enquête (mairies de Cuers, Puget-Ville, Carnoulès, Pignans, Gonfaron, Le Lac, Le Cannet-des-Maures), qui les verra et les annexera au dossier.
En outre, le public pourra être également reçu par un membre de la commission d'enquête qui se tiendra à sa disposition pendant trois jours, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, dans les mairies de :
Cuers : les 31 mars, 1er et 2 avril 1987
Puget-Ville : les 3, 6 et 7 avril 1987
Carnoulès : les 8, 9 et 10 avril 1987
Pignans : les 13, 14 et 15 avril 1987
Gonfaron : les 16, 17 et 21 avril 1987
Le Lac : les 22, 23 et 24 avril 1987
Le Cannet-des-Maures : les 27, 28 et 29 avril 1987.
A l'issue de la procédure d'enquête, une copie des conclusions motivées de la commission d'enquête sera déposée à la préfecture du Var, Direction des affaires de l'Etat, Service urbanisme et logement, aux sous-préfectures de Brignoles et de Draguignan, ainsi que dans chacune des mairies intéressées.
Toute demande de communication des conclusions de la commission d'enquête devra être adressée à M. le préfet, commissaire de la République du département du Var.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

Automobile

Le Salon de Genève Revue de détail

Placé entre un Salon de Paris particulièrement riche (*Le Monde* du 2 octobre) et un Salon de Francfort qui promet (octobre 1987), le rendez-vous automobile de Genève apparaît comme un salon d'attente, du 5 au 17 mars. Essentiellement consacré à l'exposition de gammes existantes dont certaines versions se trouvent cette année modifiées, Genève en réserve à ses visiteurs la primeur. Une sorte de revue de détail, néanmoins intéressante.

Côté français, chez Peugeot, c'est évidemment la 309 nouvelle version à trois portes qui ferait l'attraction. Le succès que connaissent depuis peu ces nouveaux modèles en France (mille trois cents commandes par jour) devrait se confirmer à l'exportation. Aussi, à ce titre, l'exposition de Genève servira comme il est prévu de vitrine.

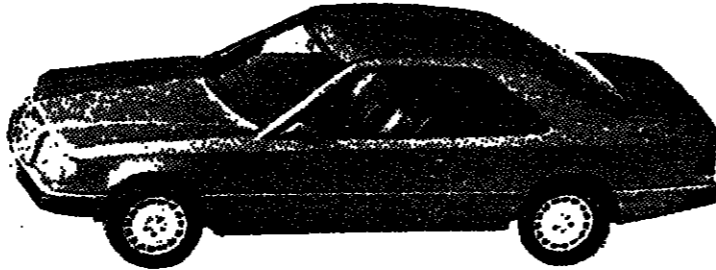
Chez Citroën, l'accent est mis sur les petites AX dont une version « sport » (95 ch) va être commercialisée au courant de l'été mais aussi sur les diesel, dont la dernière CX turbo 2, formidable engin à rouler que la marque aux chevrons

lance sur les routes ces jours-ci en France. Accrochée à la route comme un train à ses rails, la voiture, sur circuit approprié, a atteint des allures qui frisent les 195 km/h lors de récents essais. Ce sont des vitesses qui la mettent en tête, au point de vue des performances, de toutes les voitures Diesel de grande série fabriquées actuellement dans le monde. Turbo (Garrett) diminué en volume, installation d'un échangeur air-air, voilà des détails d'importance qui font un peu regretter que les moteurs utilisés aient de leur côté un peu vieilli (149 600 F).

Chez Renault, outre la version 21 destinée aux Etats-Unis sous le nom de Medallion, on remarquera la 25 TX, dernière version des modèles haut de gamme de la Régie. Avec un moteur deux litres à injection, la particularité de cette version vient de l'emploi massif de l'électronique dans la gestion de l'ensemble mécanique. Un grand confort intérieur et une finition très soignée en font un modèle tout à fait intéressant (112 700 F). Les 120 chevaux délivrés par le moteur sont suffisants

pour emmener la voiture dans les environs de 200 km/h. L'économie d'usage ayant été au centre des préoccupations de Renault pour ce modèle, le choix de rapports longs à la boîte de vitesses limite néanmoins la vivacité de l'ensemble.

timètres que le modèle à deux volumes, cette version conserve les qualités aérodynamiques (0,34 de CX) bien qu'une architecture plus classique ait pu faire craindre le contraire.



Le nouveau coupé Mercedes-Benz

Chez les constructeurs étrangers, Genève verra l'arrivée chez Audi de la nouvelle version 90. Chez Ford, la Sierra à trois volumes, particulièrement bien dessinée et équilibrée, fait son apparition. Plus longue de 4 cen-

timètres que le modèle à deux volumes, cette version conserve les qualités aérodynamiques (0,34 de CX) bien qu'une architecture plus classique ait pu faire craindre le contraire.

ment nouveaux. Le 2 litres à quatre cylindres en alliage léger se voit doté d'un double allumage (2 bougies par cylindre), et le V6 passe à 3 litres en volume. Beaucoup de bien à penser de ces nouvelles versions mécaniques bien servies par des boîtes à étagement sportif, qui se montrent à la fois souples et pointues quand les circonstances le réclament. Dans le 2 litres, on sort 148 chevaux et 188 chevaux pour le 6 cylindres, essentiellement destiné aux Etats-Unis. Du moins au départ.

Chez le constructeur espagnol SEAT, apparition des nouvelles versions de ses Marbella qui sont les répliques des Panda de Fiat. A les essayer, il apparaît combien la marque italienne a fait, de son côté, des progrès dans le confort de ses toutes petites et intelligentes voitures. Mais il faut bien reconnaître que la ligne légèrement modifiée retenue par SEAT ne manque pas de charme et qu'après tout, au tarif où elles sont vendues (de 35 000 à 41 000 F), elles devraient essentiellement attirer l'attention des jeunes même s'ils sont suisses, donc plus argentés.

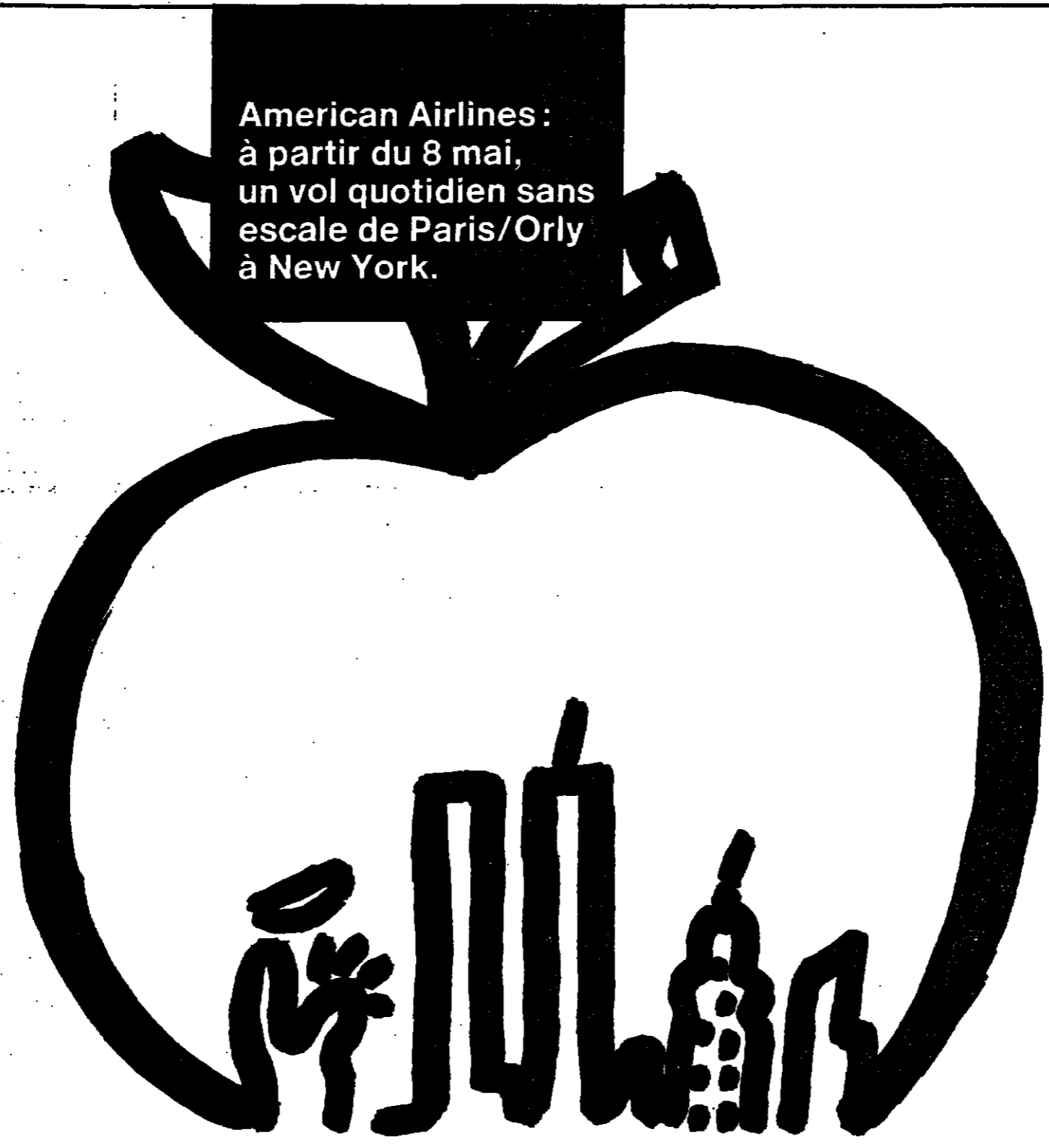
On citera pour finir une « première mondiale ». Mercedes a choisi, en effet, Genève pour le lancement de ses nouveaux coupés 230 CE et 300 CE. Quelle élégance, notamment avec la disparition du montant central des portières ! Quatre cylindres (2,3 litres), six cylindres (3 litres) : pas de modification dans les groupes, mais un mieux dans la consommation, qui est réduite de l'ordre de 17 %. De belles machines en vente mais avec des prix qui atteignent aujourd'hui des niveaux quelque peu sélectifs.

CLAUDE LAMOTTE.

● Distinction. — Réuni à l'initiative du *Journal de l'Automobile*, un jury composé de représentants des principaux quotidiens français et revues spécialisées a élu M. Claude Weerts, homme de l'année 1986 dans le domaine de l'automobile. M. Weerts est le président-directeur de Fiat-Auto-France, groupe qui, en 1986, a pris dans l'Hexagone la deuxième place des importateurs avec 114 900 immatriculations, soit 6,01 % du marché, et une augmentation de la diffusion de l'ordre de 28 % sur l'exercice 1984-1985.

Etat

American Airlines :
à partir du 8 mai,
un vol quotidien sans
escale de Paris/Orly
à New York.



A partir du 8 Mai, American Airlines a un vol quotidien sans escale depuis Paris/Orly vers New York. Une fois aux U.S.A., nous avons notre propre terminal, les formalités de douane et d'immigration sont donc faciles et rapides.

Nous avons aussi le meilleur réseau de correspondances qu'aucune autre compagnie, avec plus de 200 destinations aux U.S.A., Canada, Mexique, Caraïbes.

Réservations et informations :
Contactez votre agent de
voyages ou appelez-nous
au 42.89.05.22.



American Airlines "The American Airline"*

* La Compagnie typiquement Américaine.

Economie

REPÈRES

Commerce extérieur

Déficit réduit de moitié en Italie

Le déficit commercial italien a été réduit de moitié en janvier dernier par rapport au même mois de 1986, annonce l'Institut national de la statistique (ISTAT). Ce déficit, ramené à 1 590 milliards de lire (7,39 milliards de francs), contre 3 072 milliards de lire, recouvre une chute de 16 % en valeur des importations, notamment pétrolières, et de 7 % des exportations. L'ISTAT précise que la facture pétrolière a diminué de 2 043 milliards de lire (9,48 milliards de francs) en un an.

Etain

Nouveaux quotas à l'exportation

L'Association des producteurs d'étain (ATPC) a annoncé, le dimanche 1^{er} mars, à Djakarta, que ses sept membres s'étaient mis d'accord pour limiter le total de leurs exportations et de leur consommation à 98 000 tonnes par an, soit une baisse d'environ 8 % par rapport à 1986. Cet accord, auquel coopèrent deux autres grands producteurs d'étain, la Chine et le Brésil, a pour but de pousser à la hausse les prix mondiaux. Les prix s'étaient effondrés, en octobre 1985, après la faillite du conseil international de l'étain. L'ATPC a demandé aux Etats-Unis, principal fournisseur d'étain avec son stock stratégique estimé à 150 000 tonnes, d'adopter la résolution de son accord en restreignant le recours à ce stock. L'Association espère également que les courtiers et les banques soutiendront son action en n'utilisant pas indûment leurs stocks.

CONJONCTURE

Les prix de janvier : + 7 % en un an pour les services

| | Variation en % | |
|---------------------------------------------|----------------|----------|
| | EN UN MOIS | EN UN AN |
| ENSEMBLE | +0,9 | +3 |
| ALIMENTATION (y compris boissons) | +0,4 | +2,8 |
| PRODUITS MANUFACTURÉS | +0,8 | +1,4 |
| dont : habillement et textiles | +0,2 | +5,3 |
| dont : autres produits manufacturés | +1 | +0,5 |
| produits manufacturés du seul secteur privé | +0,2 | +4,2 |
| SERVICES | +1,4 | +5,6 |
| dont : services du secteur privé | +2,1 | +7 |
| dont : services du secteur public, énergie | +2 | -5,2 |

La flambée des prix qui s'est produite en janvier (+0,9 % en un mois) a trois origines : la première est la forte augmentation des produits pétroliers (+8,5 % par rapport à décembre), qui explique à elle seule la moitié de la hausse de janvier (+0,43 point). La seconde est l'augmentation - également très forte, puisqu'elle atteint 2,1 % - des services du secteur privé, qui, à eux seuls, expliquent l'autre moitié - ou presque - de la hausse (+0,36 point). Enfin, le tertiaire et les grèves ont perturbé l'approvisionnement des villes en légumes frais, et l'augmentation dans son ensemble a augmenté de 0,4 %, ce qui représente 0,1 point de la hausse de janvier.

AFFAIRES

Une nouvelle équipe dirigeante pour le tunnel sous la Manche

Grande-Bretagne : la City commence à y croire

LONDRES
de notre correspondant

La City a d'étranges sautes d'humeur. Voici une dizaine de jours encore, le projet de tunnel sous la Manche paraissait presque condamné du côté anglais tant les rumeurs les plus pessimistes s'accumulaient dans le périmètre sacré de la place financière londonienne. Allait-on une nouvelle fois assister à une défection de la « perfide Albion » comme en 1975 ? La presse d'outre-Manche, se fiant aux nombreux propos qui courent dans le « mille carré », n'hésitait pas à le laisser clairement entendre. Et puis, brusquement, le vent a tourné, du jour au lendemain, depuis l'annonce, le 20 février, du changement de président pour la partie britannique du consortium.

Les mêmes journaux qui envisageaient le pire estiment qu'Eurotunnel est remis sur ses rails. On considère surtout à Londres avec beaucoup moins d'apprehension la préparation de l'étape cruciale de l'été prochain : Equiry 3. Il s'agit de la plus importante levée de capital réalisée jusqu'à présent : 750 millions de livres, en faisant appel aux particuliers, avec à la clé, d'une part, la cotation en Bourse des actions d'Eurotunnel et, d'autre part, l'impressionnant octroi d'un prêt bancaire de 5 milliards de livres impliquant quarante grands établissements internationaux. Or chacun sait que cette opération décisive ne peut se faire sans la City.

La désignation de M. Alastair Morton pour se joindre comme coprésident d'Eurotunnel à M. André Bénaud, qui représente les intérêts français, a modifié radicalement l'attitude des milieux financiers britanniques. Ceux-ci avaient été considérablement alarmés par une série de démissions. En l'espace de quelques jours, le conseil d'administration avait perdu lord Bennock, qui occupait le fauteuil aujourd'hui occupé par M. Morton, puis Sir Nigel Broackes, flamboyant patron du puissant groupe Trafalgar House, dont la venue à l'autoroute dernière avait eu précisément pour but de dynamiser l'équipe d'Eurotunnel, et, enfin, M. Michael Julien, directeur financier, dont la compétence et la connaissance de la City avaient été grandement appréciées. On parlait alors de débandade et de catastrophe.

L'arrivée de M. Morton a fait taire les sceptiques et les fâcheux. Cet homme de haute taille, âgé de quarante-huit ans, avec un regard bleu et une voix légèrement voilée - qui prononce agréablement le français - a l'art de présenter le velours quand on devine le fer. Il a une solide réputation de « battant » qui inspire le respect, voire la crainte. Il a l'expérience des grands projets, celui, par exemple, de l'exploration du pétrole de la mer du Nord. Plus récemment, sa détermination a fait merveille pour assurer le rétablissement de Guinness Peat, une compagnie bancaire qui vient de l'autoriser à consacrer la plupart de son temps à Eurotunnel.

De surcroît, et c'est capital, M. Morton jouit de l'aval direct de la Banque d'Angleterre, qui semble jouer un rôle prépondérant dans les affaires d'Eurotunnel, confirmant la fermeté volontaire du gouvernement de M. Thatcher de voir, à l'automne prochain, le commencement réel des travaux.

Les fruits de la prudence

La Banque, en exerçant de fortes pressions sur les institutions de la City pour le moins réticentes, avait déjà sauvé, à Londres, le précédent appel de capitaux : Equiry 2, qui, en octobre, avait failli échouer lamentablement. Cette fois, la Banque s'engage davantage, puisqu'elle a veillé à renforcer le conseil d'administration d'Eurotunnel en y faisant nommer l'un de ses anciens gouverneurs adjoints. Dans la City, on a également été bien impressionné par la nomination au conseil, côté français, de personnages de plus haut rang : M. Robert Lion, pour la Caisse des dépôts, ainsi que MM. Bernard Anberger et Renaud de la Genière, pour le Crédit agricole et la Compagnie financière de Suez.

Dans ces conditions, les oracles de la City ont semblé oublier leurs critiques et, de manière révélatrice, le commentateur financier du Times a conclu, le 25 février, que, après la restructuration de l'appareil d'Euro-

tunnel, tout se présentait pour le mieux, allant même jusqu'à écrire que le tunnel pourrait être « une vache à lait » pour les investisseurs !

M. Jean-Loup Dierse, directeur général d'Eurotunnel, se frotte les mains. Ce polytechnicien tranquille et discret, admiré par ses collègues britanniques, n'a plus, pour le moment, à se mettre sur la défensive. Il s'apprête à réviser de nouvelles estimations de trafic revues nettement à la hausse, propres à augmenter la crédibilité de l'entreprise aux yeux des financiers. De surcroît, il indique que des recettes supplémentaires et imprévues sont promises au tunnel. Le passage des câbles électriques et de télécommunication pourrait, selon lui, constituer une source de revenus d'environ 20 % certaines années. Certes, les négociations avec les chemins de fer français et britanniques sont délicate. « La SNCF et British Rail se montrent très gourmands », dit-il. Mais M. Dierse est confiant : « Le projet est de plus en plus attrayant, car notre sérieux et notre approche prudente commencent à être compris et à porter leurs fruits ».

M. Dierse confie qu'il va bientôt utiliser, pour une vaste campagne d'information et de publicité, les rapports « très positifs » des consultants sollicités par les banques. Se départant de sa réserve naturelle, il se risque à ce pronostic : « Maintenant, c'est certain, nous pouvons compter sur un effet de boule de neige de la confiance ».

FRANCIS CORNU.

France : tout irait pour le mieux sans les Anglais

En France, il n'y a guère que la chambre de commerce de Calais pour souhaiter que le tunnel sous la Manche aille à sa perte... Partout ailleurs, l'accord est général : gouvernement et opposition, élus et syndicats, régions et villes, investisseurs et hauts fonctionnaires, SNCF et industriels veulent cette infrastructure mythique qui joint les esprits des deux côtes de la Manche depuis que M. Desmaréte présentait en 1751 une « dissertation sur l'ancienne jonction de l'Angleterre et de la France ».

M. François Renault exprime bien cette quasi-unanimité française. Directeur général d'Eurotunnel, le concessionnaire de l'ouvrage jusqu'en décembre 1986 est ingénieur des arts et métiers de quarante-neuf ans s'est passionné pour l'entreprise qui consistera à construire un tunnel de 50 kilomètres entre les deux pays. Il a peaufiné une défense et illustration de son « enfant » pour tous ceux qui doutent encore qu'en 1993 les navettes effectueraient le trajet Cheriton (Grande-Bretagne) - Fréthun (France) en trente-cinq minutes.

Le projet est tout d'abord d'une dimension exceptionnelle. « Il s'agit du plus long tunnel du monde avec celui qui a été percé au Japon, explique M. Renault. Les navettes qui y circuleront seront plus larges de 1 mètre et plus hautes de 20 m que les wagons ordinaires. Elles feront 800 mètres de long, c'est-à-dire le double d'un convoi TGV. C'est le plus grand financement de projet, avec 50 milliards de francs, et le plus important marché de construction, avec 27 milliards de francs ».

Le tunnel est une entreprise d'une rare complexité. « Il mobilisera un nombre impressionnant d'interven-

nants : dix entreprises, quarante banques de premier rang et deux cents autres pour la syndication, cinq cabinets de contrôle technique, cinq autres de contrôle financier, dix cabinets d'avocats-conseils. Ajoutez à cela que dix nations sont impliquées dans le financement de cet ouvrage supporté par deux pays aux systèmes juridiques complètement différents. En Grande-Bretagne, il a fallu recourir à une procédure parlementaire spéciale, l'« hybrid bill », qui voit le gouvernement et le concessionnaire défendre au coude à coude le projet devant les chambres ».

Plus rentable qu'Air liquide

Pour réussir cette gageure, ses promoteurs ont dû innover dans tous les domaines. Pas tellement dans le percement du tunnel, au cœur de la craie sous-marine, qui ne pose guère de problème, mais dans les techniques d'exploitation. « C'est le premier RER pour voitures puisque les passagers embarqueront avec leurs véhicules à bord des navettes. Il faudra le faire circuler en toute sécurité à 160 kilomètres l'heure au milieu du trafic TGV, ce qui suppose un pilote automatique entièrement automatique de type VAL. Nous avons aussi fait du tunnel une nasse d'où les terroristes éventuels ne ressortiraient pas. Juridiquement, nous avons ressuscité le système de la concession du réseau de chemin de fer abandonné depuis un siècle et nous avons créé une société concessionnaire franco-britannique complètement atypique qui ne dégagera des profits que dans sept ans, à la fin des travaux, et qui sera cotée normalement en Bourse ».

M. Renault reconnaît la grande inertie d'un tel dispositif, mais il voit un gage de robustesse. « Ce tunnel est promu par deux gouvernements, dix entreprises et quarante banques leaders. Il sera alimenté par deux fournisseurs d'énergie. Il aura deux postes de commandement. Cinq clientèles le fréquenteront : la voiture particulière, les autocars, les TGV, les camions et les trains de marchandises. La défilance n'est que de ses composantes n'est que des effets limités. Nous prévoyons une rentabilité de 17,5 % du capital investi, et même en cas de catastrophe cette rentabilité demeurerait comparable à celle d'un placement sans risque. Si le TGV n'empruntait pas le tunnel, elle ne baisserait que de 0,4 point. Imaginons 20 % de recettes de moins que prévu, un an de retard et 20 % de surcoût du chantier - peu vraisemblables - nous demeurerions à un niveau de rentabilité de 10 à 12 %. Comparez ce chiffre avec celui de l'action d'Air liquide ou avec un placement immobilier... »

Reste que le tunnel n'est pas une entreprise facile. Elle est très médiatique et le moindre « rhume » politique ou la moindre anicroche boursière sont repris et amplifiés, surtout en Grande-Bretagne, où les animateurs d'Eurotunnel avaient sous-estimé la combativité de leurs ennemis naturels : les compagnies de ferries, en tête desquelles M. Jim Sherwood, patron de Sealink UK, les ports, les syndicats de marins, le comité du Kent, qui ont su jouer du vieux fond insulaire britannique pour faire donder du succès d'un projet caressé un temps par l'ennemi juré Napoléon.

L'entreprise est également délicate dans la mesure où elle suppose l'accord permanent des parties et donc un dialogue incessant pour répartir équitablement profits et charges. Elle suppose aussi une coopération de deux cultures, l'une privilégiant la règle du jeu et l'autre le

jeu lui-même, les Britanniques aimant s'entourer de conseillers et les Français préférant se débrouiller tout seuls. Et ça marche.

M. Renault ne voit que des raisons d'être optimiste. Le traité franco-britannique sur le « lien fixe » a été paraphé le 20 janvier 1986 par M. Thatcher et M. Mitterrand. L'acte de concession a été signé en mai, celui de construction en août. Deux augmentations de capital représentant 2,5 milliards de francs ont été souscrites à l'automne. La Chambre des communes vient d'approuver le projet, plus de cinq cents millions de francs ont déjà été dépensés. Les tunneliers sont commandés. Environ un millier de personnes travaillent, de près ou de loin, pour le tunnel.

Pas de risque militaire

Les Français croient à l'entreprise, mais ils sont nombreux à se souvenir de la volte-face britannique en 1975 lorsque les travaillistes y renoncèrent pour des raisons financières. « Les temps ont bien changé », répond M. Renault, aujourd'hui, la Grande-Bretagne réalise les deux tiers de son commerce avec l'Europe continentale. Ses industriels s'étaient handicapés par l'insularité. Pour une nation en proie au chômage, les vingt mille emplois créés chez elle pendant cinq ans par le chantier ne sont pas à dédaigner. Quant au point de vue stratégique, le tunnel ne représente plus le même risque militaire, car la Manche a cessé d'être un obstacle infranchissable. Je pense que pendant l'été 1987 Eurotunnel libèrera sans difficulté 7,5 milliards de francs de capital supplémentaires et que le traité sera ratifié ».

Et le leader travailliste à la Chambre des communes n'a-t-il pas souhaité au tunnel sous la Manche « bonne chance » ?

ALAIN FAUJAS.

(Publicité)
RÉPUBLIQUE DU ZAIRE
Département du commerce
Société nationale de trading «SONATRAD»
APPEL D'OFFRES
N° 01/DDE/DCA/1010 GE/027/86
APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL POUR LA FOURNITURE D'ENGINS MINIERS, DE WAGONS ET D'ÉQUIPEMENTS DE VOIE

- OBJET**
La Société nationale de Trading - SONATRAD - met en adjudication publique la fourniture d'équipements miniers, de wagons trémiés et basculeurs et d'équipements de voie destinés à la Générale des carrières et des mines.
- DESCRIPTION DES FOURNITURES**
Le présent appel d'offres porte sur la fourniture d'équipements répartis comme suit :
LOT A :
- poste 3 : 12 bennes de 25 tonnes
LOT D :
- poste 9 : 150 wagons trémiés
- poste 10 : 25 wagons basculeurs
- poste 11 : 44,2 km de voies et accessoires
- poste 12 : 80 branchements.
- INDIVISIBILITÉ DES POSTES**
Les postes sont indivisibles et doivent faire l'objet d'une proposition distincte.
Tout candidat peut soumissionner pour un ou plusieurs postes.
Le SONATRAD sélectionnera l'offre la plus avantageuse pour chacun des postes.
- FINANCEMENT**
Ce marché est financé par la banque Africaine de développement.
- RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**
Le dossier complet d'appel d'offres peut être obtenu contre remise d'un chèque barré d'un montant de 50.000 zaïres ou 25.000 francs belges, aux adresses suivantes :
1. Société nationale de trading - «SONATRAD» Building C.C.L.Z. - 22^e Niveau B.P. 15.711 - Kinshasa I. Téléphone : 30.592 - 32.304. Telex : 21634 République du Zaïre.
2. Société nationale de trading - «SONATRAD» Agence de Bruxelles 15, rue de la Loi, boîte 052 B-1040 Bruxelles. Téléphone : 230-37-97. Telex : 26444 Belgique.
3. Société nationale de trading - «SONATRAD» Agence de Luxembourg, 225, avenue N°SIRI B.P. 1573 - Luxembourg. Téléphone : 22-53-71 République du Zaïre.
- PARTICIPATION**
La participation à la concurrence est ouverte à égalité de conditions à tous les candidats des pays membres de la banque Africaine de développement et des Etats participants au fonds africain de développement.
- REMISE ET OUVREMENT DES OFFRES**
Les offres doivent parvenir sous double pli fermé, par envoi postal recommandé ou par porteur contre accusé de réception, à : Société Nationale de Trading - «SONATRAD» Building C.C.L.Z. - 22^e Niveau B.P. 15.711 Kinshasa I. République du Zaïre.
avant le 15/05/87 à 10 heures locales précises, date et heure auxquelles il sera procédé en séance publique à l'ouverture des offres.

« LA SOCIÉTÉ NATIONALE DE TRADING »
SONATRAD

Tous les ouvrages sur
le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée,
les médecines naturelles...
à **la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES**
6, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-26-90-72

CHALLENGES
LE MAGAZINE DE VOTRE REUSSITE PROFESSIONNELLE
LES DÉBOUCHÉS ET LES MÉTIERS DE LA VIDÉO
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Qui a succédé à Yvon Gattaz à la tête du CNPF ?
Le Monde
bio factuel
Edition Mensuelle
L'année 1986 dans le Monde
25F

A TRAVERS LES ENTREPRISES
La Chapelle-Darblay cherche des capitaux

Le gel des subventions d'Etat, annoncé au printemps 1986, pour l'entreprise papetière la Chapelle-Darblay, conduit les pouvoirs publics et la direction de l'entreprise à revoir le plan de financement élaboré en 1984. Il s'agit notamment de porter le capital actuel de 3 à 153 millions de francs. Les trois actionnaires de la Chapelle-Darblay, son PDG, M. John Kila, Parisiens et l'Institut de développement industriel sont sollicités.

Créations d'entreprises :
hausse de 8 % en 1986

Les créations d'entreprises en France « restent sur une trajectoire croissante », estime l'INSEE, qui précise que le nombre de créations s'est élevé à 266 080 en 1986, contre 245 500 en 1985. Cette hausse de 9 % est plus imputable aux créations nouvelles qu'aux reprises d'entreprises déjà existantes : les premières ont atteint 208 586 en 1986 (16 000 de plus qu'en 1985), et les secondes 57 485 (5 000 de plus qu'en 1985). En janvier 1987, les créations sont demeurées nombreuses avec 24 800, contre 21 000 en janvier 1986.

Soci

Social

Les syndicats, la mutualité et le plan gouvernemental sur la Sécurité sociale

Des réactions lentes et en ordre dispersé

L'annonce par M. Jacques Chirac d'états généraux de la Sécurité sociale avant l'été, même si elle n'a pas été défavorablement accueillie, a peu de chances d'amener les syndicats à changer leurs batteries sur ce sujet. Ces états généraux susciteront-ils un intérêt plus large dans l'opinion? Les difficultés actuelles du régime général et en particulier de l'assurance-maladie n'ont pas suffi, pour l'instant à faire descendre les Français dans la rue, si l'on en juge par le sort des initiatives prises par les confédérations ouvrières et la Fédération nationale de la mutualité française. Jusqu'à quel point la Sécurité sociale mobilise-t-elle les citoyens, même les plus avertis et les plus militants, comme les syndicalistes et les mutualistes?

La CGT avait été la première à réagir en organisant une série de manifestations dans plusieurs villes le 27 novembre. Celles-ci devaient précéder « un rassemblement national d'ampleur exceptionnelle » le 25 janvier. Mais une semaine avant la date prévue, la CGT a repoussé cette manifestation au 22 mars sous prétexte « des conditions climatiques », en réalité par suite du retard de la mobilisation, malgré les appels lancés par plusieurs fédérations.

Force ouvrière a voulu en profiter pour devancer la CGT, mais elle n'a prévu en définitive qu'une journée « d'informations et d'actions » le 17 mars, la CFTC a lancé une campagne d'informations. Quant à la CFDT, c'est une campagne de longue haleine qu'elle a lancée à la fin de 1986, pour aboutir à des assises départementales réunissant les militants et les administrateurs, en avril, et à une réunion nationale, les 9 et 10 juin prochain.

La mutualité était la plus directement concernée et la plus directement sur la brèche. La réduction des remboursements à 100 % va entraîner des demandes nouvelles et donc des dépenses supplémentaires pour elle. Cela l'amène à jouer ce rôle de fillet de secours qu'elle refuse, de « Sécurité sociale bis », selon l'expression du président de la FNMF, M. René Teulade.

D'autre part, elle pouvait tenter de réunir les confédérations dans un consensus sur la défense de la protection sociale, au-delà des clivages. A l'automne, elle n'avait obtenu d'elles que des déclarations générales sur la nécessité de maintenir un « haut niveau » de protection sociale. Et encore la CGT avait-elle refusé ce soutien.

Aujourd'hui, les relations intersyndicales restent difficiles. Certaines centrales, comme la CFDT ou la CFTC, sont disposées à une action commune avec la FNMF. En revanche, FO veut agir par elle-même avant de s'engager dans une action collective. Ces divergences tactiques s'ajoutent aux différences d'attitude sur la politique gouvernementale : la CFDT, par exemple, considère que, si comme ailleurs, il faut accepter des sacrifices en échange d'avancées (par exemple sur la réorientation du système de soins et le développement de la prévention) ; FO est partagée entre partisans du compromis et défenseurs sans concessions du système actuel (cette division étant d'ailleurs liée à d'autres conflits internes à la centrale).

La mobilisation est assez lente. Du côté de la FNMF, la « sensibilisation » engagée à l'automne a inégalement touché les adhérents, et les unions départementales se sont diversement engagées. Comme du côté des syndicats, la volonté d'agir d'un certain nombre de responsables coïncide avec une faible mobilisation de la base : le mécontentement provoqué par les premières applications du plan Séguin sur l'assurance-maladie — notamment la réduction de remboursement de certains médicaments (le Monde du mercredi 18 février) — ne suffit pas à faire descendre les adhérents dans la rue. D'autant que ces mesures touchent particulièrement les personnes âgées (1), qui n'apportent guère de troupes aux cortèges syndicaux ou mutualistes.

Aussi la FNMF a-t-elle décidé de prendre son temps : elle va lancer, début avril, un « débat national » en faisant signer par les mutualistes un

• Licenciement : un décret permet l'application de l'accord dans les travaux publics. — Le Journal officiel du 28 février a publié un décret rendant applicable l'accord conclu en novembre sur le nouveau régime de licenciement économique entre la Fédération nationale des travaux publics, la CFDT, FO et la CGC. Ce texte prévoit des délais de licenciement plus courts que la loi (le Monde du 26 février).

textes rassemblant ses principales revendications et propositions. Ces textes seront apportés à Paris par des délégations départementales pour un rassemblement que la FNMF espère, cette fois, considérable.

Une méthode qui n'est pas très éloignée de celle qu'a adoptée la petite Fédération des mutuelles de France, rivale minoritaire (2), qui a, indique-t-elle, recueilli deux cent mille cartes-pétitions contre le plan Séguin, avec l'aide de certaines sections syndicales CGT, mais a rassemblé peu de monde pour les « chaînes humaines » qu'elle avait organisées le 11 février autour des caisses primaires d'assurance-maladie.

GUY HERZLICH.

(1) Ainsi la moitié des personnes bénéficiant jusqu'à présent d'un remboursement à 100 % parce qu'atteintes d'une des vingt-cinq maladies longues et coûteuses répertoriées, avaient plus de soixante ans.

(2) Il s'agit d'un nouvel avatar de l'ancienne Fédération nationale des mutualités de travailleurs (FNMT).

Agriculture

Les ventes françaises de produits agro-alimentaires en Espagne ont progressé de 70,5 %

La première année de l'élargissement de la CEE à l'Espagne a été bénéfique pour les exportations agro-alimentaires françaises, contrairement aux craintes maintes fois exprimées. Les ventes de produits agricoles et alimentaires ont augmenté en effet de 70,5 %, atteignant 3,9 milliards de francs. Elles ont représenté 11,6 % des exportations totales françaises, contre 7,8 % en 1985. Les importations espagnoles en France ont augmenté aussi, mais de façon moindre (+ 10,2 %) et représentent 16,8 % des importations totales au lieu de 15,4 %. Cette évolution divergente permet à la France d'accroître son taux de couverture des importations par les exportations de 41 % à 63 %. Cela signifie cependant que la balance française agro-alimentaire reste déficitaire de 2,2 milliards de francs.

Le succès rencontré par les exportateurs français doit cependant être tempéré par le fait que cinq autres pays membres, dont la Grande-Bretagne, qui a vendu plus de 600 000 tonnes de blé fourrager, ont accru leurs exportations en Espagne d'un pourcentage plus élevé.

Par type de marchandises, les accroissements les plus spectaculaires concernent les produits de la minoterie (+ 550 %) et les animaux vivants (+ 350 %). Pour les céréales, si les ventes de maïs n'ont pas été celles que les producteurs français pouvaient espérer (323 000 tonnes réalisées en 1986), celles de blé panifiable (211 000 tonnes), d'orge (55 600 tonnes) et de blé dur (40 000 tonnes) ont permis de réaliser une augmentation de 177 %. On note aussi une augmentation sensible des exportations de fruits (15 140 tonnes pour 77,5 millions de francs, soit + 62,3 %) et de légumes (40 000 tonnes pour 67 millions de francs, soit + 183 %). Les ventes de boissons, enfin, augmentent de 89 %, à 127 millions de francs.

Globalement, les flux des produits de l'agriculture et de la pêche et ceux des produits transformés connaissent des évolutions comparables : soit, respectivement, + 10,1 % et + 11 % pour les importations, et + 70,5 % et + 71,5 % pour les exportations. Toutefois, les taux de couverture sont très différents : 43 % seulement (au lieu de 27 %) pour les produits de l'agriculture et de la pêche, et 146 % pour les produits transformés (contre 95 %).

Mutations Industrielles et Développement Territorial

COMMENT FAIRE DU NEUF AVEC DU VIEUX?

Rendez-vous à Lille les 16 et 17 mars 1987

Comptez sur ses propres forces pour bâtir l'avenir économique des bassins d'emploi ou des régions, tel est le thème du colloque organisé conjointement par les Editions Autrement et le Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais avec le soutien de la Datar et de la Ville de Lille.

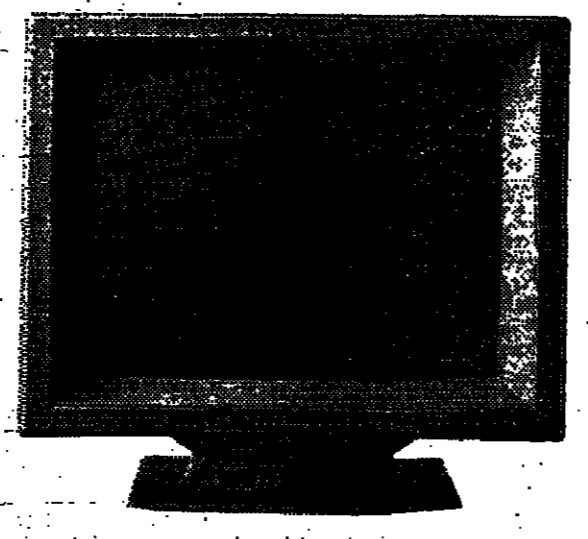
Des élus locaux, des chefs d'entreprise, des universitaires, des promoteurs du tissu régional, des experts et des syndicalistes venus du Nord-Pas-de-Calais ou d'autres régions européennes tenteront de mieux cerner les voies d'entrée vers le nouveau développement territorial.

Au cœur des débats : l'entreprise et l'emploi, la formation et la recherche. Comment développer ces nouvelles solidarités? Le colloque sera animé par Gérard Courchelle, Rédacteur en Chef, France-Inter.

Pour tous renseignements : Nathalie Moquay, Editions Autrement, 4, rue d'Enghien, 75010 PARIS - Tél: 47701250.

ODOUL AGENT DE J. demeco
Garde-meubles
42 08 10 30
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris

Le MultiSync n'a pas seulement plus de couleurs et une résolution supérieure à celles des moniteurs comparables de [blacked out], de [blacked out] ou de [blacked out]. Il peut en plus s'adapter automatiquement à tous les ordinateurs courants.



NEC MultiSync. Le premier moniteur à adaptation automatique de fréquence de 15,5 à 35 Hz. Aucune modification à effectuer lors de l'achat d'un nouvel ordinateur, lors de l'équipement en cartes graphiques ou pour les applications compliquées de CAO/FAO. Représentation du spectre complet des couleurs en régime analogique. Résolution horizontale maximale 800 points, verticale 550 lignes. Eprouvez MultiSync par rapport à des moniteurs comparables. Vous serez convaincus par la différence.

RTF Radio Télévision Française, 9, Rue d'Arceuil, 94250 Gentilly, Tél. 01-6641101, Tlx. 201069, Fax 6644199

C'est dans l'intelligence que réside la différence.

NEC

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANK LEUMI LE-ISRAEL (FRANCE) S.A.

Le Conseil d'Administration de la Bank Leumi le-Israel (France) S.A., réuni le 19 février 1987, sous la présidence de M. A. M. Perez...

Le bénéfice net pour 1986 est supérieur d'environ 5 % par rapport à celui réalisé en 1985 et passe à 6,3 millions de francs contre 6,5 millions de francs pour l'exercice précédent.

Le total du bilan à la fin de l'année 1986 s'est établi à 2 523 millions de francs contre 2 882 millions de francs pour l'année 1985. Cela est dû à la baisse du cours du dollar US qui intervient pour plus de 40 % du total du bilan de la Bank Leumi France.

Les dépôts de la clientèle totalisent plus d'un milliard de francs à la fin de l'année 1986.

Le Bank Leumi offre ses services bancaires dans ses deux agences parisiennes, ainsi qu'à Lyon, Marseille et Strasbourg.

Le système informatique en temps réel, qui a été mis en place avec succès, s'est largement développé.

En 1986, poursuivant son automatisation, la Bank Leumi France s'est rattachée au système Swift de transactions interbancaires simultanées.

Mr. E. Hazon a été nommé Directeur général, succédant à M. M. Moyal appelé à occuper d'autres fonctions à la Bank Leumi en Israël.



BANQUE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE DU MARAIS

Le conseil d'administration, réuni le 26 février 1987 sous la présidence de M. Jean-Marie Vernez, a arrêté les comptes de l'exercice 1986 qui se soldent par un bénéfice de 31 930 532 F contre 17 019 614 F pour l'exercice précédent.

Il est prévu 2 579 990 F au titre de l'investissement légal des salariés, l'effectif de la Banque ayant pour la première fois dépassé 100 personnes en 1986. Le bénéfice net s'élève donc à 29 350 542 F.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire la mise en distribution d'un dividende net de 9 F par action, soit 13,50 F avec l'impôt payé d'avance. La distribution globale représentera 10 800 000 F contre 6 000 000 F et s'appliquera à 1 200 000 actions contre 1 000 000.

La Société MARAIS GESTION, dont le capital est détenu en totalité par la BANQUE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE DU MARAIS a réalisé au titre de l'exercice 1986 un bénéfice net de 2 200 131 F contre 1 203 000 F en 1985.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Les intérêts courus du 5 mars 1986 au 4 mars 1987 seront payables à partir du 5 mars 1987 à raison de 616,50 F par titre de 5 000 F nominal (coupon n° 3) après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 68,50 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 80,74 F, augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse Nationale des Allocations Familiales), soit un net de 506,95 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 16,49 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse Nationale des Allocations Familiales), soit un net de 398,53 F.

Il est rappelé que les intérêts concernant les titres inscrits en comptes « nominatifs purs » seront réglés aux titulaires directement par la Caisse Nationale des Télécommunications.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Les intérêts courus du 10 mars 1986 au 9 mars 1987 sur les obligations - CNT 11 % - 1978 - seront payables à partir du 10 mars 1987 à raison de 99 F par titre de 1 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 9 après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 11 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 16,49 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse Nationale des Allocations Familiales), soit un net de 81,41 F.

A compter de la même date, les obligations portant les numéros 557 134 à 630 461 compris et 659 527 à 668 720 compris, sortis au tirage au sort du 14 janvier 1987 cessent de porter intérêt et seront remboursables à 1 000 F, coupon n° 10 au 10 mars 1988 attaché.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (Trésorerie Générale, recettes des Finances et perceptions) auprès des bureaux de poste, de la Caisse des dépôts et consignations, au siège de la CNT, 20, avenue Rapp - Paris 7^e, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habilités.

Il est rappelé : - d'une part, que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la CNT ; - d'autre part, que le remboursement des obligations désignées ci-dessus et compris dans les certificats nominatifs sera effectué également par la CNT dès réception, sous bon ordre, des certificats nominatifs concernés ;

- enfin, que les titres compris dans les séries de numéros 630 462 à 659 526, 475 476 à 496 606, 430 193 à 448 118, 507 973 à 528 849, 973 742 à 995 803, 947 352 à 971 840, 852 883 à 882 238, 414 546 à 430 192 et 448 119 à 466 723 sont respectivement remboursables depuis le 10 mars 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985 et 1986.

SNI société nationale d'investissement

Le Conseil d'Administration de la Société Nationale d'Investissement, Sico, diversifiée, réuni le 23 février 1987 sous la présidence de Monsieur Henri Parent, a arrêté les comptes de l'exercice 1986.

Le nombre de titres en circulation au 31 décembre 1986 s'élevait à 1 233 911 contre 1 345 859 au 31 décembre 1985. Le montant de l'actif net en fin d'exercice s'établissait à 1 522 848 902,30 F contre 1 402 272 698,15 F un an auparavant, et la valeur liquidative par titre ressortait à 1 177,43 F contre 1 041,92 F. Complète tenu d'un dividende de 48 F mis en paiement le 16 avril 1986, l'actif net par titre a progressé de 17,6 %.

Le résultat distribuable de 92 208 082,99 F permettra au Conseil de proposer à l'Assemblée Générale des Actionnaires, qui se tiendra le mercredi 1^{er} avril 1987, la répartition d'un dividende net de 49 F contre 48 F l'année précédente, ouwel s'ajoutera un avoir fiscal de 4,58 F.

Au cas où l'Assemblée ne pourrait se tenir le 1^{er} avril, faute de quorum, les actionnaires seraient convoqués de nouveau le jeudi 16 avril à 16 heures, 61, rue de la Victoire (Salle de l'Auditorium).



Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

PHILIPS Philips a réalisé en 1986 un bénéfice net de 1 015 millions de florins, supérieur de 10 % à celui de 1985. Il sera proposé aux actionnaires un dividende de 2 florins par action (inchangé).

Etranger

Après les lycéens

Les paysans espagnols manifestent contre la politique du gouvernement

MADRID de notre correspondant

Jamais depuis dix ans l'Espagne n'avait connu de telles démonstrations de colère paysanne. A la fin de la semaine dernière, les agriculteurs ont envahi toutes les routes du pays par dizaines de milliers, provoquant de mémorables embouteillages avec des queues interminables de tracteurs roulant au pas. Aux quatre coins du pays, le spectacle habituel des paysans déversant sur les routes et dans les rues ici légumes, là oranges, ailleurs citrons par tonnes. Les manifestations du vendredi 27 février ont duré quelques heures entre manifestants en colère et policiers. Les plus graves ont eu lieu à Valdepenas (province de Ciudad Real), où treize personnes (huit agriculteurs et cinq policiers) ont été blessées, dont deux sérieusement.

Les plus importantes organisations agricoles, principalement la COAG (Coordination des organisations d'agriculteurs et d'éleveurs) et le Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), avaient décidé d'organiser des journées d'action les 26, 27 et 28 février pour dénoncer globalement toute la politique agricole du gouvernement de Felipe Gonzalez. Les paysans en colère réclament notamment le versement immédiat des taxes sur le gazole, le contrôle des importations agricoles, notamment de maïs, de blé et de viande ovine, des aides pour les secteurs du houblon et de la betterave.

(Interim.)

ÉNERGIE

En Grèce

Controverse entre le gouvernement et un consortium pétrolier sur la recherche en mer Egée

ATHÈNES de notre correspondant

Le gouvernement grec a décidé de demander le contrôle de la North Aegean Petroleum Company (NAPC), « en raison de considérations politiques et nationales ». Cette décision provoque des remous dans l'opinion et le monde des affaires.

La NAPC est un consortium pétrolier qui exploite depuis juillet 1982 le gisement de Prinos, au large de l'île de Thassos, au nord du pays. Le rôle principal y est joué par la société canadienne Denison Mines, qui détient environ 62 % des parts. A côté d'elle, on trouve la société allemande Wintershall (11 %), une filiale du groupe américain Fluor Corporation (9 %) est une filiale du groupe Basix Corporation (8 %). La Grèce y est représentée par l'entreprise publique des pétroles (DEP), qui a acquis 10 % des parts en octobre 1985.

Le gisement de Prinos a été découvert en 1972 et produit, à plein rendement, 25 000 barils par jour, ce qui correspond à environ 15 % des besoins grecs en pétrole. Selon des estimations, le gisement devrait être épuisé vers 1990-1991. Mais d'autres gisements, bien plus prometteurs, auraient été repérés dans des régions voisines, à l'est de Thassos. Selon certaines informations, il s'agirait d'une réserve probable de 300 millions de barils, d'une valeur au cours actuel d'environ 5 milliards de dollars. La NAPC désire donc effectuer des recherches et des sondages dans des régions voisines, à quelque 10 milles au large de Thassos, donc en dehors des eaux territoriales grecques actuelles, fixées à 6 milles des côtes. Le consortium a déjà essayé à deux reprises de lancer ces recherches, mais il en a été empêché par le gouvernement grec, qui a invoqué des cas de « force majeure ». Or, si le consortium n'effectue pas ces recherches avant le 31 mars 1987, il perd les droits que lui reconnaît le contrat.

Ce sont ces recherches en elles-mêmes qui sont liées aux considérations « politiques et nationales » du gouvernement grec. En effet, les sondages en question risqueraient de raviver des controverses avec le consortium sur les questions délicates des eaux territoriales, des droits sur la mer Egée, ainsi que celle du plateau continental de l'île grecque, dont l'existence est affirmée par la Grèce, en vertu du droit international, et contestée par la Turquie. Le gouvernement grec désire pouvoir choisir lui-même le moment où ces questions seront posées. Voilà pourquoi il a annoncé, il y a quelques jours, son intention de racheter une partie des parts du consortium.

THÉODORE MARANGOS.

Présidence de quelques ministres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) le 2 avril. Les ministres du pétrole de sept pays de l'OPEP se réuniront, le 2 avril prochain à Vienne, pour discuter des difficultés qu'ils rencontrent à maintenir un prix de référence du baril à 18 dollars, et-on indiqué à Abu-Dhabi de sources officielles, le 28 février.

Marchés financiers

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes affectés à variation (en millions de francs)

Table with columns: ACTIF, An 1986, and values for various categories like OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER, ECU, etc.

PASSIF

Table with columns: BILLET EN CIRCULATION, COMPTES CRÉDITEURS, etc., and values.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Indice global de base 100: 31 décembre 1986

Table with columns: Valeurs francs à revaloriser, Valeurs étrangères, etc., and values for various indices.

CHANGES

Dollar: 6,07 F ↓

Sur des marchés des changes extrêmement calmes, le dollar a retrouvé ses cours du jeudi 26 février, après une brève et légère hausse vendredi. A Paris, le dollar se négocie à 6,07 F, contre 6,05 F jeudi.

Table with columns: FRANCFOUR, DOLLAR (en DM), TOKYO, DOLLAR (en yen), etc., and values.

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Table with columns: Paris (2 mois), New-York (28 fév.), etc., and values.

INDICES BOURSIERS

PARIS (INSEE, base 100: 31 déc. 1986)

Table with columns: Valeurs françaises, Valeurs étrangères, etc., and values.

NEW-YORK (Index Dow Jones)

Table with columns: Industrielles, etc., and values.

LONDRES (Index Financial Times)

Table with columns: Industrielles, etc., and values.

TOKYO

Table with columns: Nikkei, Indice général, etc., and values.

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 27 février

Table with columns: COURS, ÉCHÉANCES, and values.

AUTOUR DE LA CORBEILLE

ELECTRONIQUE S. D'AS-SAULT: 20 % DE PROFITS EN PLUS ET DES ACTIONS GRATUITES. Le bénéfice net de la société pour 1986 s'élevait à 133 millions de francs (+ 20 %), pour un chiffre d'affaires de 3,17 milliards de francs (+ 18,5 %). Le carnet de commandes au 31 décembre 1986 atteignait 6,25 milliards de francs soit plus de deux ans de chiffre d'affaires. Le dividende net est porté de 9 F à 10,80 F. Les actionnaires reçoivent en outre une action gratuite pour cinq.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

Table with columns: COURS DU JOUR, UN MOIS, DEUX MOIS, SIX MOIS, and values.

TAUX DES EUROMONNAIES

Table with columns: SE-UL, DM, FF, etc., and values.

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués au fin de matinée par une grande banque de la place.

Handwritten text in Arabic script at the bottom of the page.

Journal

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

27 FEVRIER

Cours relevés à 17 h 33

Main market table with columns for Valeurs, Cours, and % change. Includes sub-sections for Réglement mensuel and various stock indices.

Comptant (sélection)

Second marché (sélection)

Table of selected securities including Obligations, Actions, and Étrangères.

SICAV (sélection)

27/2

Table of SICAV (mutual funds) with columns for Valeurs, Emission, and Rachet.

Cote des changes

Marché libre de l'or

Table of exchange rates and gold market prices.

MINITEL La gestion en direct de votre portefeuille personnel sur 15 lignes LEMONDE plus BOURSE

| ÉTRANGER | POLITIQUE | SOCIÉTÉ | CULTURE | ÉCONOMIE | SERVICES | MINITEL |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 3 La situation au Liban. 4-5 Les propositions de M. Gorbatchev pour la réduction des armements et les réactions en Occident. 6 Après les élections législatives en Algérie. | 7 M. Mauroy au « Club de la presse » d'Europe 1. — Les « rénovateurs du PCF » appellent à manifester contre le projet de réforme du code de la nationalité. DÉBATS 2 Enseignement supérieur. | 8-9 Après la condamnation de Georges Ibrahim Abdallah. 10 L'accident de télégéologie de Luz-Arcidien. SPORTS 11 Automotisme, athlétisme, tennis, football. | 12 Les Puritains, salle Favart ; Così Fan Tutta, à Saint-Étienne. 13 Jane Birkin sur scène. COMMUNICATION 13 La mort de TV 6, la naissance de M 6. | 35 Automobile : le Salon de Genève. 36 Une nouvelle équipe dirigée pour le tunnel sous la Manche. 37 Les syndicats et le plan gouvernemental sur la Sécurité sociale. 38-39 Marchés financiers. | Radio-télévision 15 Annonces classées 17 à 20 Carnet 18 Météorologie 15 Mots croisés 15 Échecs 18 Loto, Loto sportif 16 Spectacles 14 | 38.15 Sondages : les juges d'Abdelkhalik ont-ils eu raison ? 38.16 Télévision : découvrez la nouvelle G. 38.17 Cinéma : découvrez vos César. Actualité. Immobilier. Méthode. Bourse. Télématix. Loisirs. 38.15 Tapez LEMONDE |

ÉTATS-UNIS : les suites du rapport Tower

La confirmation de M. Gates à la tête de la CIA paraît compromise

Washington. — L'une des prochaines victimes de la crise qui secoue Washington depuis la publication du rapport Tower sur l'« Irangate » pourrait être M. Robert Gates, l'homme que la Maison Blanche se propose de nommer à la tête de la CIA en remplacement de M. Casey, démissionnaire depuis le début du mois de février. Plusieurs dirigeants républicains de premier plan ont estimé, dimanche 1^{er} mars, que la nomination de M. Gates, qui a été interrogé pendant deux journées consécutives par la commission pour les affaires de renseignement du Sénat, il y a deux semaines, paraissait compromise.

« Je pense que la nomination de M. Gates pose problème », a ainsi estimé M. Laxalt, l'un des familiers du président Reagan. « Ce n'est pas une question de compétence, mais cela tient au fait qu'il y a un parfum d'« Irangate » autour de lui », a ajouté M. Laxalt. Le chef de file des républicains au Sénat, M. Dole, a laissé entendre, de son côté, qu'il pourrait avoir des « difficultés » à trouver une majorité auprès de ses collègues sur le nom de M. Gates.

Le porte-parole de la Maison Blanche avait affirmé, samedi, que le président Reagan « maintient la nomination » de M. Gates. Toutefois, un responsable ayant requis l'anonymat a indiqué ensuite que, au moment où le président cherchait à prendre un nouveau départ et à détourner l'attention du scandale iranien, le choix de M. Gates pour

Chute de popularité pour M. Reagan

Bien que la nomination de M. Howard Baker en remplacement de M. Donald Regan au secrétariat général de la Maison Blanche ait été généralement bien accueillie à Washington, un sondage d'opinion réalisé par Newsweek après la publication du rapport Tower montre que l'« Irangate » a porté un rude coup à la popularité de M. Reagan. Celle-ci est tombée de 58 à 54 %, 40 % seulement des personnes interrogées considérant que celui-ci s'acquittait convenablement de sa tâche, tandis que 53 % émettent un avis négatif. Toutefois, 65 % des Américains interrogés estiment que le président ne doit pas envisager de démissionner. — (AFP, AP.)



La mort du dessinateur Moisan

Le peintre d'un règne

Moisan, dessinateur au *Canard Enchaîné* depuis plus de trente ans, est mort le 27 février à Paris à l'âge de soixante-dix-neuf ans. Deux jours auparavant, l'hebdomadaire avait publié ses derniers dessins sur l'actualité politique. Ses obsèques auront lieu mercredi 4 mars à 11 heures en l'église de Saub-Marchais (Yvelines).

C'était en 1959, au début du règne de Charles de Gaulle, le Président-Soleil. Chaque semaine, dans le *Canard Enchaîné*, Roger Fresco — alias André Ribaud, et qui deviendra plus tard le patron du journal — tenait à la manière de Saint-Simon la chronique d'une cour respectueuse, composée de laquais godillots, de spadassins sinistres et de dévots jessus courbés jusqu'à terre. Cette irrespectueuse manière de « mémorialiser » fut, d'emblée, soulignée par le talent du dessinateur Moisan qui, à traits épais, traçait dans le visage du « roi » la superbe monarchique, et, chez les autres, tantôt la tâche flagornerie, tantôt l'hypocrisie.

Tandis que Ribaud narrait par le menu les émois et les manœuvres des courtisans, Moisan les montrait plats, laids, gorgés d'intérêts, rampanants devant le souverain.

Cela durera onze ans, le temps du règne et de la « régence » pompéïenne, le temps pour le modèle à la haute figure de marquer la France par sa présence puis de hanter les succès par son absence. Réunies en volumes, ces chroniques, éditées par Juillard, connurent le succès : *La Cour* (180000 exemplaires), *le Roi* (100000 exemplaires) et *le Règne*. *La Régence*, elle, signa des temps, ne fut pas éditée.

Roland Moisan, originaire de Reims, avait fait les Beaux-Arts à Paris. Au milieu des années 50, il dessine dans l'hebdomadaire *Carrefour*, qui est, politiquement, à l'opposé du *Canard*. C'est là qu'il rencontre Marvin Laubeque — qui y tenait la chronique théâtrale, laquais, passé ensuite au *Canard*, rejoindra en 1956 et y embauche le dessinateur en 1956.

Pendant trente et un ans, sans jamais prendre de vacances, Moisan pourra littéralement s'étaler dans les pages de l'hebdomadaire, où la place ne lui fut jamais négocier. Il y publiera de vastes fresques, souvent inspirées de tableaux célèbres et déformées, très travaillées. On se souviendra notamment de ces descriptions de nombreux et dérivés consociés des ministres à l'atmosphère rappelant tantôt celle du *Radeau de la Méduse* tantôt la *Cène*.

Ses amis décrivent Moisan comme une sorte de courtois flamboyant, un roc à la haute prestance, fort en gueule, aimant manger et écrire plus boire. Il s'enfermait chez lui à partir du samedi matin et n'en ressortait que le lundi après-midi pour apporter au *Canard* de véritables tableaux composés, où se lisait, cruellement, semaine après semaine, la jobardise des puissants.

B. F.

« Moisan a publié plusieurs livres notamment *Le France à l'ère de Gaulle* (Albin Michel) et *l'Académie de l'art* (Denot).

BOURSE DE PARIS

Matinée du 2 mars

Nouvelle avance : + 0,8 %

Sur sa lancée de vendredi dernier, le marché parisien a poursuivi sa progression au cours de la séance matinale du 2 mars. La hausse s'est accélérée. D'abord modeste (+ 0,2 %), elle atteignait + 0,8 % environ à la clôture. OPFI Parisiens a tenu la vedette (+ 10,1 %). Fermété de Leroy-Somer, Peugeot, Bouygues, Moulins, Saint-Gobain (de 2,6 % à 4,2 %).

| | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours |
|--------------------------|---------------|---------------|---------------|
| Accor | 544 | 546 | 544 |
| Agip | 2080 | 2090 | 2080 |
| Air Liquide (L.) | 698 | 698 | 705 |
| Banque Paribas | 1043 | 1052 | 1052 |
| Banque Indus. & Commerce | 2470 | 2470 | 2470 |
| Banque Paribas | 1254 | 1250 | 1250 |
| B.S.N. | 4820 | 4880 | 4880 |
| Carrefour | 3768 | 3795 | 3795 |
| Compagnie S.A. | 1332 | 1332 | 1322 |
| Châtilon | 852 | 700 | 700 |
| Elf | 1430 | 1430 | 1446 |
| Elf-Aquitaine | 332 80 | 332 40 | 333 40 |
| Elf | 3235 | 3235 | 3241 |
| Elf-Capital | 1465 | 1465 | 1465 |
| Elf-Indus. | 3110 | 3084 | 3108 |
| Elf-Normandie | 1594 | 1580 | 1580 |
| Elf-Paris | 2312 | 2312 | 2345 |
| Elf-Rhône | 1254 | 1254 | 1254 |
| Elf-Sud | 2948 | 2970 | 2970 |
| Elf-Total | 1054 | 1058 | 1058 |
| Elf-Verdun | 1415 | 1405 | 1405 |
| Ferret | 420 | 423 | 429 80 |
| Gaz de France | 808 | 800 | 878 |
| Imprimerie de Paris | 719 | 720 | 725 |
| Industrie Chimique | 3328 | 3410 | 3451 |
| Industrie de France | 1835 | 1848 | 1832 |
| Industrie de France | 448 | 444 | 444 10 |
| I.R.T. | 2285 | 2285 | 2285 |
| Matra | 519 | 519 | 519 |

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + ISLM

En Haute-Corse

Un attentat revendiqué par l'ex-FLNC ravage l'hôtel des impôts de Bastia

Un commando armé et masqué a fait sauter l'hôtel des impôts de Bastia (Haute-Corse), samedi 28 février, vers 21 h 30 : plus de 30 millions de francs de dégâts, selon les premières estimations policières, et les quatre cinquièmes des archives ont été détruits.

Sept hommes sont entrés vers 19 heures dans l'hôtel des impôts, situé dans le centre de la ville. Ils ont d'abord commencé en otage le gardien, M. Jean-Claude Lissena, sa femme, son fils et son amie de ce dernier ainsi que la femme et la fille du directeur de l'hôtel, M. Charles Camilli. Les otages ont été abandonnés, menottes aux mains, sur un chemin de campagne près de Carco, dans la banlieue bastiaise. Puis, le commando a disposé à l'intérieur de l'hôtel des impôts, en cinq endroits différents, une charge totale de cinquante kilos d'explosifs reliés à des bouteilles de gaz.

Les charges ont explosé vers 21 h 30. Des morceaux de béton ont été projetés sur l'impasse voisine de Toga, où l'un des quatre-vingts pensionnaires a été légèrement blessé. Peu après, vers 22 h 15, un homme se réclamant de l'ex-FLNC a téléphoné à la gare de Bastia.

Cet attentat d'une rare violence entraîne la mise en chômage technique de cent quarante employés de l'hôtel des impôts, au moment où les contributeurs font leurs déclarations et où de lourdes enquêtes fiscales sont menées contre le grand banditisme.

La veille de cet attentat, vendredi 27 février, le tribunal correctionnel d'Ajaccio avait condamné à six ans d'emprisonnement M. Marc Papi, accusé d'avoir commandité plusieurs actions à l'explosif dans la région de Bonifacio au cours du mois de juin 1986. Marc Papi, qui a toujours nié ces faits, fut le responsable pour Porto-Vecchio de l'ex-« Mouvement corsica pour l'autodétermination », dit-on le 21 janvier dernier par le conseil des ministres (Le Monde des 21-22 septembre 1986 et du 23 janvier 1987).

« Société des cadres du Monde »

Le numéro de « Monde » daté 2 mars 1987 a été tiré à 472 167 exemplaires

LE BON COTE DE LA MODE CHEZ RODIN LES PRIX 38, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

« Société des cadres du Monde »

Les membres de la Société civile à capital variable « Les cadres du Monde » ont convoqué un siège social de la Société, 5, rue des Moines, 75009 Paris, dans la salle de restaurant d'entreprise, à 18 heures.

le mercredi 11 mars 1987, pour y traiter l'assemblée générale ordinaire ;

Ordre du jour :

- Adoption des nouveaux membres ;
- Vote sur la résolution de l'Assemblée générale de la S.A.R.L. Le Monde concernant la création d'une filiale et imprimérie ;
- Dératification ;
- Questions diverses ;
- Création d'une holding dénommée « Le Monde Développement ».

Le Monde sur minitel

L'ACTUALITÉ EN DIRECT

Economie : faits et chiffres 24 heures sur 24

36.15 TAPEZ LEMONDE

SÉJOURS LINGUISTIQUES

ANGLETERRE - IRLANDE - USA - ALLEMAGNE - ESPAGNE

- Séjours en famille. Cours quotidiens. Sports et loisirs. Encadrement sérieux.
- Options sportives : équitation, tennis, voile, piano à 6 voix.
- Élèves des collèges et lycées (11-18 ans).
- Étudiants (18-21 ans).
- Toutes vacances scolaires : février, Pâques, juin, été, Toussaint, Noël.
- DOCUMENTATION GRATUITE SUR DEMANDE

ENVI

21, avenue du Bel-Air, 75012 PARIS
Tél. : 43-44-11-44

Bureau de Rhône-Alpes
2, avenue de Genève-Bron, 69008 LYON
Tél. : 78-52-44-78

Sur le vif

Garde à vous !

Ce alors ! A partir de mercredi, elles vont être obligées de la boucler, les hôtes de l'aéroport de Nice. On ne les entendra plus inviter d'une voix rassurante, enveloppante, les passagers à destination de New York, Francfort ou Milan à se rendre en salle d'embarquement. Ils n'ont qu'à se démentir, les passagers, et contrôler les bourses de départ sur les faces de tête et les passeports d'émigração. Silence, on voyage !

Parait qu'elles servaient à rien, ces annonces par haut-parleur, il le disent ce matin sur Europe 1, on les entendait, on les écoutait pas, on s'effaçait : C'est quoi ça ? C'est quoi ça ? Elles se portaient à un truc : excuser les commentaires, les dits fran. Ils roulaient : Ouais, elle nous cessaient les pieds et les oreilles. Elles recouvraient même la sonnerie des avions-caresses !

Moi, elles ne manqueraient, mais faut reconnaître, c'est complètement rétro, ces voix d'alcôve. Maintenant, pour attirer l'attention — vous avez vu ces nouvelles pubs à la radio ? — faut que ça sonne un peu. A croire que les ménages ne sont attirés que par les mégères criillantes, insupportables, toujours à houspiller leurs mecs à propos de n'importe quoi, une nouvelle bagnole, un thermostat, un vol vacances, justement. Tu comprends rien ou quoi ? Et ces pauvres d'âmes, pauvres pauvres : Ah bon ! Ah oui ! Ah comme t'as raison, ma chérie, on va se précipiter, on va l'acheter tout de suite ta Ford Fiesta.

Pourquoi on ferait pas ça dans les aéroports ? Pourquoi on le mènerait pas à la cravache, le troussant des voyageurs, un peu ébrié, un peu largué, un peu stressé, un peu puné entre deux parvenues égoïstes ?

On vous les rappellerait à l'ordre vite fait : Allez, bande d'abruti, magnéz-vous le train, je veux voir tous en rang par deux, porte 14 ! Vous avez compris ? On l'a pas à vous le répéter deux fois !

Surtout il, en ce moment, avec les risques d'attentat et tout, ça mettrait un petit rab de sciprom, de punch dans les halls d'attente. Tiens, et pendant qu'on y est, on pourrait aboyer : prière de présenter sa bouteille de whisky, son sac de toilette et sa cartouche de cigarettes au contrôle. Histoire de faire une fleur aux boutiques !

CLAUDE SARRAUTE.

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS

Réception et réexpedition du courrier / Téléphone électronique

Sur options : Permanence téléphonique / Bureau multisélecteur / Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/42-96-41-12 66 bis, rue de Louvre, 75002 Paris

Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en

FONDS DE COMMERCE

boutiques, bureaux, locaux commerciaux, alimentation, cafés, librairies, commerces divers, granges

Tous les lundis, dans le journal spécialisé depuis 42 ans

"LES ANNONCES"

Ex. Vente Partout 5,00 F et 36, rue de Valenciennes, 75011 PARIS. TEL. (1) 48.05.36.39

Comment, élève moyen, j'ai réussi mieux que d'autres

L'histoire d'un petit livre dans une enveloppe blanche

Les cours de Sciences Po se terminaient dans huit jours. Et je sentais déjà l'odeur des Landes où j'allais passer un mois de vacances avec un adorable vieil oncle.

Hélas, je ne devais jamais le revoir vivant. Avec sa barbe blanche aux parfums de résine.

Là-bas, je ne retrouvai que des souvenirs. Et une grande enveloppe blanche. Avec mon prénom dessus. Comme un dernier cadeau.

A l'intérieur, pas un mot. Une simple brochure. Tirée en cinq mot : « Les lois éternelles du succès ».

C'était, bien sûr, un message. Mais lequel ? — Je lus. On y parlait de mémoire (justement mon point faible). Et de façon tellement extraordinaire qu'on se serait cru dans un conte de fées.

En savoir plus. Vérifier. Je pris au hasard un bouquet dans sa riche bibliothèque de vieux bouquins, j'ouvris toujours au hasard. Et je lus, sur les fonctions du foie (O — comme on me recommandait de la lire, une page bourrée de mots pour moi parfaitement inconnus.

Jusqu'à rien d'extraordinaire. Sauf que, la dernière ligne terminée, je découvris que j'avais toujours la première en tête, et la dernière, et la suite.

Lisant pour la première fois (et une seule fois) un texte complètement étranger à mes connaissances, je l'avais déconstruit, en mémoire, pièce à pièce, mot par mot.

Il était tard, je m'endormis. Dans l'incompréhension. Pourquoi ? Comment ? Mais, le lendemain, odeur des pins mêlée à celle du café, je devais rendre les armes : rien oublié. Je ne me comprenais plus moi-même.

Et j'ai mis du temps à comprendre l'incompréhensible. Chercheur oncle qui me récitait sans hésitation des poèmes interminables. Il m'avait fait le plus beau cadeau du monde avec son simple mais fabuleux petit livre couché à une enveloppe blanche.

Mémoire, mais aussi maîtrise totale de soi-même, il y avait tout dans ce livre tranquille qu'il avait dû lui-même beaucoup pratiquer.

En fait, rien de magique. Mais l'exploitation jusqu'au bout de ce que chacun de nous porte en lui-même.

Je suis aujourd'hui directeur général d'une très importante entreprise. Pas évident d'en être arrivé là. Sans cet oncle, ce message et ce cadeau que je relis encore parfois en y retrouvant l'odeur simple de la nature, des pins, des Landes, confondue avec une réussite que — élève moyen — je n'aurais même pas imaginée.

Si vous voulez savoir comment obtenir les mêmes résultats, priez simplement l'éditeur de vous envoyer « Les Lois Eternelles du Succès » écrit par W.R. Borg comme introduction à sa Méthode. Il est adressé à quiconque désire améliorer sa mémoire. Voici l'adresse : Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dp 944 - 6, Place Saint-Pierre, 84027 Avignon Cedex.

Bon Gratuit

A remplir en lettres majuscules en donnant votre adresse permanente et à retourner à : Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dp 944 - 6, Place Saint-Pierre, 84027 Avignon Cedex, pour recevoir sans engagement de votre part et sous pli fermé « Les Lois Eternelles du Succès ».

Nom Prénom

№ Rue

C.P. Ville

Age Profession

Attention d'envoyer ce bon sans recouper les traits

الكتاب